



Répertoire des partenariats entre
les collectivités territoriales
françaises, d'Amérique Latine et
des Caraïbes

Octobre 2008

SOMMAIRE

Éditorial	2
1.Introduction.....	4
2.Le Pôle Amérique Latine & Caraïbes à Cités Unies France : Origine, fonctionnement et activités.....	5
3.Analyse du recensement.....	7
4.Vue d'ensemble des partenariats par pays en 2008	11
ARGENTINE.....	16
BOLIVIE	27
BRESIL.....	31
CHILI.....	64
COLOMBIE	73
CUBA	75
ÉQUATEUR.....	80
HAÏTI.....	83
MEXIQUE.....	101
NICARAGUA	104
PEROU	112
EL SALVADOR.....	119
URUGUAY.....	123
VENEZUELA	127
5.Collectivités Territoriales françaises impliquées	129
6.Collectivités Territoriales latino-américaines impliquées.....	131
7.Sommaire des fiches.....	133

Ce répertoire a été réalisé avec l'aide précieuse d'Amandine CERRUTI et Marie-Line CHAMPIN, stagiaires au pôle Amérique latine.

Éditorial

Les changements politiques qui ont eu lieu depuis janvier 2007 et notamment les élections municipales et cantonales des 9 et 16 mars 2008 nous ont poussé à avancer la mise à jour du répertoire

Ce document recense plus de soixante-dix partenariats de coopération décentralisée entre la France et les pays d'Amérique latine et Caraïbes dont la vitalité n'est plus à prouver. Les résultats obtenus sont riches d'enseignements et l'on peut constater par exemple le développement de nouveaux partenariats de coopération. Le Mexique, Haïti mais aussi l'Uruguay, ont bénéficié d'un nouvel élan d'intérêt des collectivités locales françaises. Si le nombre de partenariats demeure encore en deçà de ce qui existe par exemple au Brésil, il n'en demeure pas moins que l'évolution est bien réelle.

À n'en pas douter, les diverses manifestations qui doivent avoir lieu à l'avenir, en Amérique latine et Caraïbes comme en France, viendront renforcer cette dynamique. C'est ainsi que de nouveaux partenariats devraient se concrétiser prochainement avec le Premier Forum franco-argentin de la coopération décentralisée.

Il reste que ces manifestations, à l'exception de l'année de l'Amérique latine en France prévue pour 2011, sont orientées pour l'essentiel vers des collectivités d'Argentine et du Brésil. Donner une nouvelle impulsion aux rapports déjà fructueux en élargissant le champ géographique des événements à d'autres pays du continent latino américain et caribéen semble une voie à considérer au regard des résultats de ce nouveau répertoire.

Cette compilation, comme les précédentes, est publiée à l'attention des collectivités locales et associations désireuses de connaître des évolutions de la coopération décentralisée entre la France et l'Amérique latine et les Caraïbes. Elle est un outil permettant de connaître les programmes de coopération et leurs évolutions, ainsi que leur lieu de réalisation. Nous

tenons à remercier les collectivités qui nous ont répondu et sans lesquelles cet état des lieux, qui ne saurait être exhaustif, n'aurait pu être réalisé.



Charles Josselin
Président de Cites Unies France
Ancien Ministre
Vice-président du Conseil Général
des Côtes d'Armor

1. Introduction

Nous avons annoncé, dans notre Répertoire des partenariats paru en janvier 2007, que le recensement s'effectuerait tous les trois ans. L'anticipation nécessaire de ce recensement au lendemain des changements politiques au niveau communal s'est toutefois heurtée à des remaniements qui ont ralenti, voire fait obstacle à la collecte de données.

Les recensements permettent de faire un bilan de l'état de la coopération décentralisée dans une région du monde, et de dégager certaines tendances. Suivre les évolutions des expériences de coopération décentralisée est un souhait de Cités Unies France pour permettre aux collectivités de partager et d'échanger sur les bonnes pratiques.

Afin de rendre compte des partenariats de manière encore plus effective, les collectivités territoriales sont invitées à mettre à jour sur le site de la Commission Nationale de la Coopération Décentralisée <https://cncd.diplomatie.gouv.fr> les informations les concernant et relatives aux projets de coopération décentralisée (ou actions extérieures) qu'elles mènent avec leurs partenaires du monde. Ces mises à jour régulières facilitent et économisent le travail de chacun, notamment en évitant les doublons. Cités Unies France, en partenariat avec le Ministère des Affaires Etrangères et Européennes, est ainsi en mesure de compiler dans son répertoire les coopération existante à partir de la base de données.

La coopération décentralisée est aujourd'hui reconnue au niveau international. L'intervention des acteurs se fait en collaboration étroite et au plus près des populations. Cela n'est pas sans rappeler l'évolution qui caractérise la démocratie participative et / ou de proximité qui trouve aujourd'hui un écho de plus en plus important auprès des collectivités territoriales. Se rapprocher et agir au plus près des citoyens, voire avec eux, est devenu un leitmotiv pour les niveaux infra étatiques.

Une difficulté persiste pourtant pour les acteurs de la coopération décentralisée en Amérique latine : les découpages territoriaux sont parfois un obstacle à la bonne compréhension de l'organisation de chacun. Du point de vue institutionnel, l'Amérique latine se compose d'Etats unitaires et de 4 Etats fédéraux : l'Argentine, le Brésil, le Mexique et le Venezuela. Les autorités locales disposent d'organes généralement élus. Le retour à la démocratie s'est en effet traduit par l'élection directe de toutes les autorités municipales. Les efforts de la décentralisation ayant en effet avant tout porté sur l'échelon municipal, les régions ne bénéficient bien souvent que de simples mesures de déconcentration. De plus ces dernières années, on constate l'essor de l'intercommunalité destinée à résoudre les problèmes de gestion locale et la faiblesse de moyens.

De nombreux événements vont, dans les prochains mois, venir ponctuer la coopération décentralisée en Amérique latine.

La fin de l'année 2008 sera marquée par le Premier Forum franco-argentin de la coopération décentralisée. On peut d'ores et déjà imaginer les retombés que ces manifestations pourraient avoir sur les dynamiques de coopération décentralisées dans ce pays.

L'appui donné aux collectivités territoriales par l'Union Européenne dans le cadre du programme Urb-Al III (pour la période 2007-2013) viendra aussi soutenir et fortifier de nombreux projets. Pour rappel, ce programme vise au « développement de réseaux de coopération décentralisée entre collectivités locales sur des thèmes et des problèmes concrets du développement local urbain ».

2009 sera l'année de la France au Brésil et déjà les collectivités brésiliennes et françaises se manifestent et souhaiteraient organiser diverses manifestations. En Décembre, les Troisièmes Rencontres de la coopération décentralisée franco-brésilienne seront accueillies à Lyon par le Conseil régional de Rhône-Alpes.

2010 marquera le début des festivités liées aux bicentennaires de l'indépendance des pays latino-américains.

Et, 2011 sera l'année de l'Amérique latine en France.

2. Le Pôle Amérique Latine & Caraïbes à Cités Unies France : Origine, fonctionnement et activités



Qu'est-ce que Cités Unies France ?

Cités Unies France (CUF) est une association loi de 1901 créée en 1975 chargée de fédérer au niveau national les collectivités territoriales engagées dans la coopération internationale.

Pourquoi participer aux groupes pays ?

Les groupes pays au sein de CUF offre aux collectivités locales un cadre d'échanges, de débats et d'actions concertées sur les priorités de la coopération décentralisée entre la France et l'Amérique Latine.

I/ ORIGINES

- Date et contexte de création :

Pendant longtemps, les relations avec l'Amérique Latine et les Caraïbes étaient partagées entre CUF et la Fédération Mondiale des Cités Unies. Le **12 octobre 2000** un comité de pilotage a été créé pour offrir une instance de concertation ponctuelle pour les collectivités locales françaises impliquées dans cette région (le pôle Amérique Latine n'existant plus depuis 1996). Lors de la réunion de ce comité, le 29 mai 2001, le groupe-pays Amérique Latine a été créé. La nomination d'un chef de projet permanent pour le pôle Amérique latine est venu concrétiser toutes ces avancées.

II/ COMPOSITION

L'animation du pôle Amérique Latine s'organise autour des différents groupes géographiques appelés « groupes-pays » et qui sont présidés par un élu local désigné par le bureau exécutif de CUF.

Nous comptons actuellement 3 groupes-pays au sein du Pôle Amérique Latine et Caraïbes :

La création du **groupe-pays Brésil**, a été validée lors de la réunion du bureau exécutif de CUF le 23 janvier 2008.

À la suite des élections municipales et par validation du Bureau exécutif du 1^{er} juillet 2008, ont été créés le **groupe-pays Amérique du Sud (sauf Brésil)**, **Amérique Centrale, Mexique et Cuba** et le **groupe-pays Haïti**.

Présidences actuelles :

- **Le groupe-pays Amérique du Sud (sauf Brésil), Amérique Centrale, Mexique et Cuba**, Président Jean-Philippe MAGNEN, Adjoint au Maire délégué à la coopération décentralisée et au co-développement de la ville de Nantes.
- **Le groupe-pays Brésil**, Président Michel VAUZELLE, Président du Conseil Régional Provence Alpes Côte d'Azur.
- **Le groupe Haïti**, Président Christian DUPUY, Maire de Suresnes et vice-président du Conseil général des Hauts-de-Seine.

III/ ROLES ET MISSIONS

- Offrir un espace d'information, d'orientation et de représentation des collectivités locales françaises engagées dans des partenariats de coopération décentralisée avec les pays d'Amérique Latine ;
- Renforcer la cohérence et la concertation des actions des collectivités locales françaises, éparpillées sur un vaste continent à très forte disparité culturelle ;
- Promouvoir de nouvelles pistes de coopération décentralisée dans une zone où les liens de solidarité avec la France sont encore timides.

IV/ EVENNEMENTS MARQUANTS DEPUIS LA CRÉATION DU GROUPE

- 12 octobre 2000 : Organisation d'une réunion d'information et de réflexion sur la coopération décentralisée en Amérique Latine et création du Comité de pilotage et présentation du premier recensement des actions de coopération décentralisée françaises en Amérique Latine.
- Mai 2001 : création du pôle Amérique Latine.
- 2008 : Création du groupe-pays Brésil et restructuration des groupes-pays au sein du Pôle Amérique Latine.

V/ CONTACT

Félicia MEDINA

Chef de projet au Pôle Amérique Latine

f.medina@cites-unies-france.org

tel : +33 (0) 1 53 41 81 92

Cités Unies France tel. : +33 (0) 1 53 41 81 81

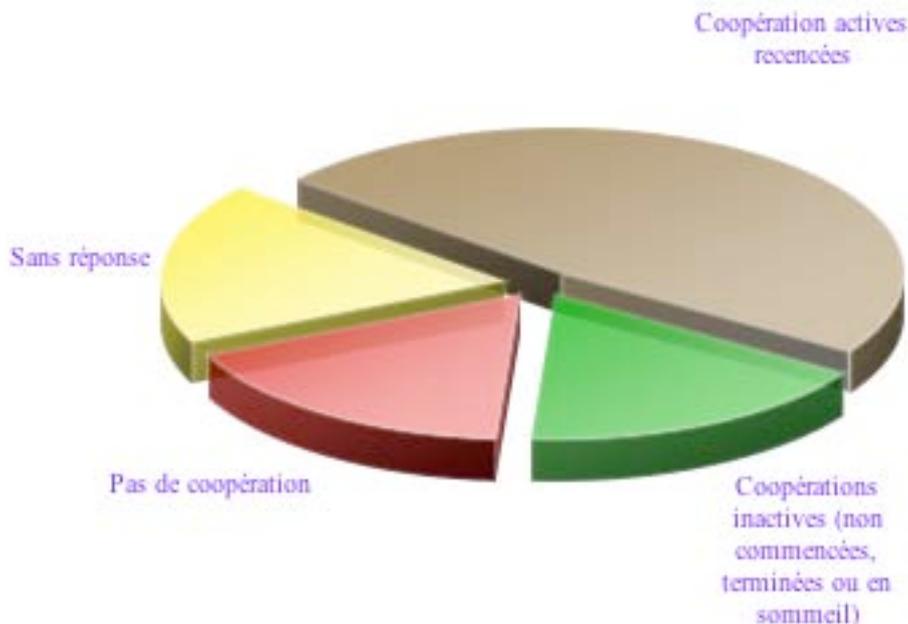
9, rue Christiani tel. : +33 (0) 1 53 41 81 41

75018 Paris (France) www.cites-unies-france.org

3. Analyse du recensement

Le recensement régulier effectué par Cités Unies France permet de faire un bilan de l'état de la coopération décentralisée en Amérique Latine, et de dégager certaines tendances. En raison des élections municipales de 2008 nous avons avancé le recensement cette année afin d'intégrer rapidement les changements (notamment en ce qui concerne les personnes ressources) et les évolutions des différents partenariats. De janvier à septembre 2008, les collectivités territoriales françaises ont été sollicitées par Cités Unies France afin qu'elles nous transmettent les évolutions concernant leurs programmes et partenariats en Amérique Latine et aux Caraïbes.

Résultats du recensement 2008 de la coopération décentralisée en Amérique latine et Caraïbes

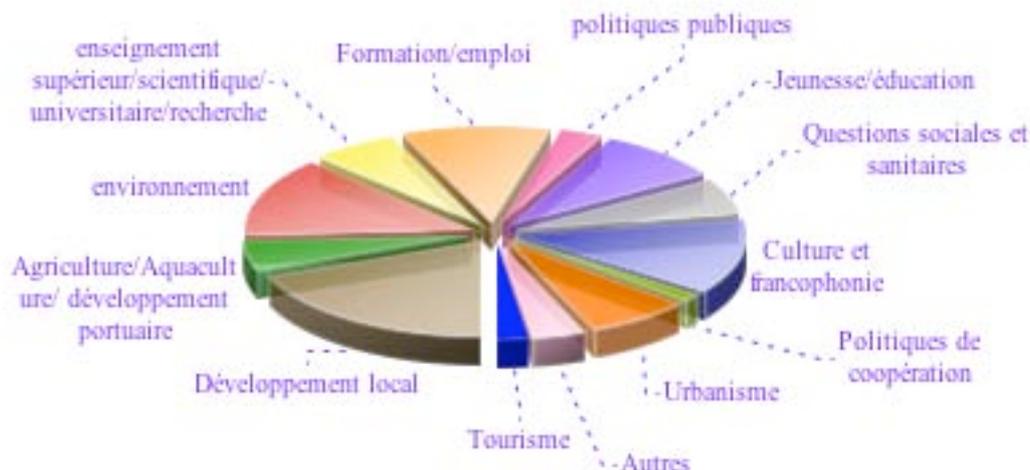


Une centaine de collectivités contactées a été enregistrée et a fait l'objet d'un suivi durant la période du recensement. Ce suivi a abouti aux résultats suivants :

- 49 partenariats ont été déclarés par les collectivités qui nous ont retourné les fiches de renseignement correspondantes,
- 17 réponses de collectivités faisaient état d'aucune coopération décentralisée,
- 17 réponses de collectivités relataient une coopération qui n'était pas ou plus active. Enfin,
- 18 demandes de renseignements ne nous ont pas été retournées. Parmi ces 18 demandes, nous savons que 8 partenariats sont actifs.

Par ailleurs, de nombreuses collectivités nous ont fait part au cours du recensement de leur souhait d'établir de nouveaux liens en Amérique latine et Caraïbes.

Champs d'action des collectivités locales en Amérique latine et Caraïbes en 2008



Ainsi qu'en témoignait déjà le rapport d'activité 2007, « la coopération décentralisée avec l'Amérique Latine » se développe et se diversifie. À mesure que la décentralisation avance, la coopération décentralisée entre collectivités prend une nouvelle ampleur et concerne des thèmes de plus en plus variés.

Ainsi, on retrouve parmi les thèmes privilégiés des collectivités :

- Le développement local,
- L'environnement (Aménagement et développement du territoire, Déchets, Eau et assainissement, Urbanisme),
- Formation et emploi

Dans le cadre de la question environnementale, comme cela était caractérisé de manière générale dans le rapport d'activité de CUF en 2007, la question de l'eau prend une place de plus en plus importante.

Les collectivités françaises activement impliquées en 2008



Tous les niveaux infra étatiques sont impliqués dans la coopération décentralisée. La part des Conseils régionaux dans l'implication de programme est trompeuse car, si nous avons

recensé 10 coopérations actives menées par des Conseils régionaux, celles-ci ne concernent que 5 Conseils régionaux différents. Pour comparaison, les 9 programmes de coopération menés par des Conseils généraux concernent 8 Conseils généraux différents.

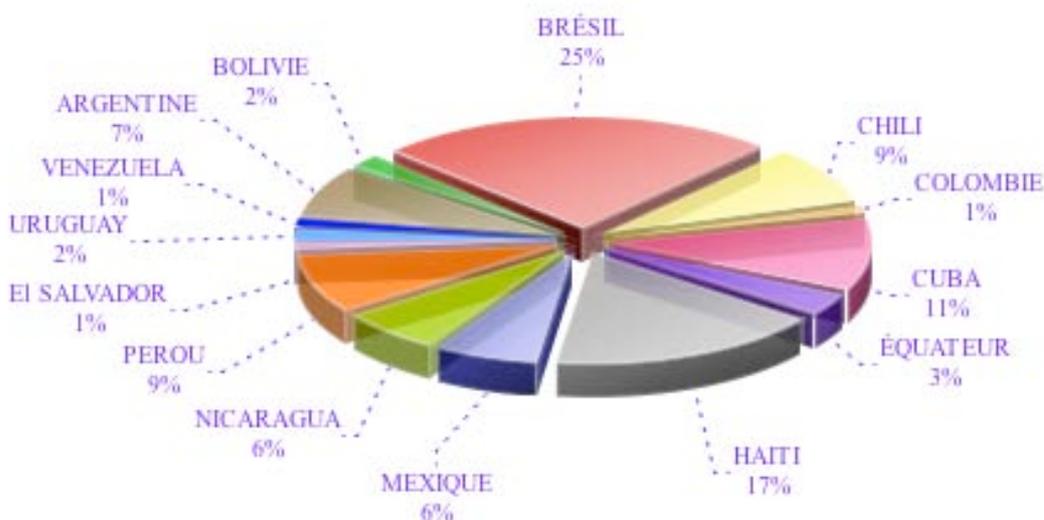
En ce qui concerne les villes, la majorité d'entre elles sont de taille moyenne avec une population oscillant entre 50 000 et 500 000 habitants. Seules 3 villes de moins de 5 000 habitants entretiennent des liens de coopération décentralisée (une le fait en partenariat avec d'autres villes). Marseille et Paris sont les deux seules villes de plus de 500 000 habitants.

Les collectivités étrangères partenaires sont, en général, d'une autre dimension. On ne dénombre que 10 collectivités autres que des villes (3 Etats au Brésil, 2 Régions et 1 Province au Chili et 1 Etat au Mexique, 1 département au Pérou, un département au Salvador et une intercommunalité au Venezuela). La majorité des collectivités concernées, les villes, ont une population comprise entre 7 000 habitants (pour la ville de Herval do Sul au Brésil) et 10 millions d'habitants (pour la ville de Sao Paulo au Brésil). Sur les 28 villes recensées, 15 comptent plus de 200 000 habitants ; alors qu'en France seules 3 villes atteignent cette échelle (Nantes vient s'ajouter à Paris et Marseille).

Mais, pour le choix d'une ville partenaire, le nombre d'habitants ne semble pas avoir une si grande influence dans les accords de coopération. Bien plus importante semble leur situation géographique ou administrative. Ainsi Montevideo (1 340 000 habitants) capitale de l'Uruguay et ville côtière a-elle à la fois des accords de coopération avec Saint-Denis (96 000 000 habitants) et de Marseille (826 700 habitants). D'autres accords montrent des écarts plus importants, comme Nantes (268 000 habitants) avec Recife (1 400 000 habitants).

Au-delà de ces écarts, il est par contre flagrant que les coopérations entre collectivités de niveau similaire sont plus nombreuses. Il apparaît assez rare que des Conseils régionaux ou généraux s'orientent vers d'autres partenaires que les Provinces, les Etats ou les départements (ou réciproquement).

Pays d'implication des collectivités françaises en 2008



Les liens qui se sont noués, entre les collectivités territoriales françaises et les collectivités d'Amérique latine, restent géographiquement ciblés. Ainsi le Brésil, pays émergent, est celui où la coopération décentralisée s'est le plus développée. Elle représente aujourd'hui un quart des coopérations recensées en Amérique latine et Caraïbes.

D'un autre côté, les liens historiques et linguistiques qui lient la France à Haïti sont certainement des facteurs qui lui donnent une place privilégiée dans la coopération décentralisée.

Dans les autres pays, la coopération décentralisée semble encore demeurer un épiphénomène.

4. Vue d'ensemble des partenariats par pays en 2008

PAYS	COLLECTIVITÉ FRANÇAISE	COLLECTIVITÉ ÉTRANGÈRE	DOMAINES DE COOPERATION ACTUELS
ARGENTINE	Conseil Général de l'Aveyron	Municipalité de Saavedra (Ville de Pigüé)	Francophonie – Enseignement – Culture
	Conseil Général de Haute-Savoie	San José	Développement local
	Conseil Général de Haute-Savoie	Villa Elisa	Développement local
	Conseil Général des Hautes-Pyrénées	Municipalités de Quebrada de Humahuaca	Gestion intégrée des ressources hydriques. Zone classée patrimoine de l'humanité.
	Lille Métropole Communauté Urbaine	Ville d'Arezzo (Italie), Ville de Cuenca, (Equateur), Ville d'Arica (Chili), Ville de Santiago de Surco (Pérou), <u>Ville de Tres de Febrero (Argentine)</u> <u>Ville de General Pico (Argentine)</u>	Projet Urb-AI 2 : Urbanisme – gestion des déchets
	Ville de Boulogne-sur-Mer	La Plata	Enseignement – Culture
BOLIVIE	Ville de Mulhouse	Oruro	Environnement – Urbanisme – Développement local
	Ville de Mulhouse	Santa Ana de Chipaya	Environnement – Urbanisme – Développement local
	Ville de Nantes	Cochabamba	Environnement – Santé – Culture – Lutte contre la pauvreté
BRÉSIL	Conseil Régional d'Alsace (IRCOD)	Nova Friburgo	Tourisme rural
	Conseil Régional d'Alsace (IRCOD)	Capanema	Développement économique – Agriculture
	Conseil Régional de Bretagne*	État du Parana	Action du réseau GM-free Regions Network. inactif
	Conseil Régional de Guyane	État d'Amapa	Relations uniquement institutionnelles. Coopération envisagée
	Conseil Régional d'Ile-de-France	Ville de Sao Paulo	Francophonie – Culture – Enseignement/ Formation
	Conseil Régional d'Ile-de-France	État de Sao Paulo	Enseignement supérieur – Recherche – Développement économique
	Conseil Régional Nord-pas-de-Calais	14ème Etat de Minas Gérais	Accord de coopération à venir prochainement
	Conseil Régional PACA	Ville de Sao Paulo, Etat de Sao Paulo	Développement économique-portuaire – Enseignement supérieur – Environnement
	Conseil Régional de Rhône-Alpes	État du Parana	Développement économique – Échanges Universitaires et scientifiques – Education et formation – Agriculture et

			culture
	Conseil Général de Charente-Maritime	Etat de Bahia & ville de Salvador	Culture – Nautisme – Enseignement – Développement économique
	Conseil Général du Rhône*	État de Ceará	
	Communauté Urbaine de Dunkerque	Vitoria	Développement économique-portuaire – Développement urbain – Démocratie participative – Culture – Enseignement -
	Communauté Urbaine de Dunkerque	Corumba	Coopération transfrontalière – Démocratie participative – Culture
	Ville de Cayenne	Etat de Salvador de Bahia et Belém do Para	Accord signé en 2006 coopération inactive
	Ville de Fort-de-France*	Belém	En sommeil
	Ville de Genest St Isle	Herval do Sul, Pedras Altas, Arroio Grande et Pedro Osorio	Enseignement – Développement rural durable
	Ville de Joinville-le-Pont	Joinville	Culture
	Ville de Nanterre*	Alvorada et Guarulhos	Réseau « FALP pour des métropole solidaires »
	Ville de Nantes	Recife	Culture – Environnement – Economie populaire et solidaire
	Ville de Montreuil	Diadema	Développement économique – Enseignement supérieur
	Ville de Paris	Rio de Janeiro	Urbanisme
CHILI	Conseil Régional d’Ile-de-France	Région métropolitaine de Santiago	Développement économique, formation, urbanisme, francophonie
	Conseil Général du Finistère	Province de Chiloé	Développement local – Aquaculture – tourisme rural – Formation professionnelle
	Conseil Général de l’Hérault	Région de Coquimbo	Environnement – Evaluation des politiques de coopération – Tourisme rural – Santé – Echanges scientifiques
	Lille Métropole Communauté Urbaine	Ville d’Arezzo (Italie), Ville de Cuenca, (Equateur), <i>Ville d’Arica (Chili)</i>, Ville de Santiago de Surco (Pérou), Ville de Tres de Febrero (Argentine) Ville de General Pico (Argentine)	Projet Urb-AI 2 : Urbanisme – gestion des déchets
	Ville de la Ferrières-en-brie*	Municipalité de Puren	
COLOMBIE	Ville de Saint-Nazaire	Palmira, Floridablanca, Manizales	Urbanisme, eau, services publics
CUBA	Communauté Urbaine de Dunkerque et Brou sur Chantereine*	Regla	Action terminée en 2007

	Ville de Créteil	Playa	Culture – Education - Santé
	Ville d’Ivry sur seine	Mairie de la Lisa	Urbanisme – Echanges
	Ville de Le Lamentin (Martinique)*	Santiago de Cuba	
	Ville de Limeil-Brévannes*	Marianao	
	Ville de Sainte-Anne (Martinique)*	Pinar del Río	En sommeil
	Ville de Saint-Nazaire	Cienfuegos	Éducation, culture, formation
	Ville de Schoelcher (Martinique)*	Marianao	
ÉQUATEUR	Lille Métropole Communauté Urbaine	Ville d’Arezzo (Italie), <u>Ville de Cuenca, (Equateur),</u> Ville d’Arica (Chili), Ville de Santiago de Surco (Pérou), Ville de Tres de Febrero (Argentine) Ville de General Pico (Argentine)	Projet Urb-Al 2 : Urbanisme – gestion des déchets
	Ville de Saint-Amand- Montrond	Riobamba	Jeunesse
HAITI	Conseil Régional d’Aquitaine	Fort Liberté, Cap-Haïtien, Limbe, Saint-Louis, Port de Paix	Projet de reboisement et de lutte contre les inondations. Projet triennal (2007-2009) cofinancé par le MAEE
	Conseil Régional de Bretagne		<i>La Région s’implique en Haïti par le biais de subventions accordées aux ONG disposant d’agronomes, intervenant dans le champ de la production de café, de lait ou la pêche ou encore à Vétérinaires sans frontière.</i>
	Conseil Régional de la Guadeloupe		<i>Convention avec la Chambre de Commerce haïtienne. Développement urbain, gouvernance, appui aux petites entreprises</i>
	Conseil Régional d’Ile-de- France	Gonaïves	Urbanisme – Assistance technique
	Conseil Général de Guadeloupe*	Port-au-Prince	
	Conseils Généraux de Guyane et de l’Essonne	Départements du Sud et des Nipes	<i>Pas d’accord de coopération signé pour l’instant. En recherche d’actions nouvelles Partenaire : Solidarité Laïque qui s’investit dans la promotion de la lecture du français.</i>
	Conseil Général des Hauts-de- Seine*	Vieux Bourg d’Aquin, les Cayes Aquin, le Cap-Haïtien, Fonds de Nègres, Port-Au-	<i>Coopération mise en place depuis 2001. Santé, éducation, énergie, eau, nutrition, accès à</i>

		Prince	<i>l'emploi. Création à Port-Au-Prince d'un centre franco-haïtien de recherche en sciences sociales avec le soutien de l'ambassade de France.</i>
	Conseil Général de Savoie	Municipalité de Dessalines	Développement rural – Jeunesse
	Communauté d'Agglomération de La Rochelle*	Jéremie et Gonaïves	<i>Formation d'élus haïtiens, projet triennal (2007-2009) cofinancé par le MAEE</i>
	Communauté Urbaine et ville de Strasbourg	Jacmel	Petite enfance – Echanges scolaires – Gestion des déchets
	Ville de Sainte-Anne (Martinique)	Limbe	Culture, risques naturels majeurs, Gouvernance, Expertise technique
	Ville de Schoelcher (Martinique)*	Pétion ville	<i>Coopération envisagée</i>
	Ville de Suresnes	Cap-Haïtien	Développement communal – Gestion des déchets – Enseignement – Santé – Formation – Développement local et solidaire
MEXIQUE	Conseil Régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur	Etat de Nuevo León	Economie, sciences, université, technologie et culture
	Villes de Balan Miré, Druye, Berthenay et Savonnières.*	Jalapa	Intervention via l'association Confluence
NICARAGUA	Ville d'Allonnes	Cinco Pinoz	Soutien à une association locale (CODER)
	Ville de Bezons*	Sebaco	Intervention via l'association Basic. Action de développement rural
	Ville de Bouguenais	El Tuma la Dalia	Développement local durable – Jeunesse - Education
	Ville de Champigny-sur-Marne*	Jalapa	Enseignement – bourses étudiantes
	Ville de La Courneuve	Ocotal	Enseignement – Hygiène – Santé
	Ville de Fougères	Somoto	Développement rural – Education – Culture
	Ville de Vaulx-en-Velin	Sebaco	Développement durable – Agriculture – Culture

PEROU	Conseil Général des Hautes-Pyrénées	Départements de Cuzco et Apurimac	Développement local – Agriculture – Santé – Jeunesse
	Lille Métropole Communauté Urbaine	Ville d'Arezzo (Italie), Ville de Cuenca, (Equateur), Ville d'Arica (Chili), <i>Ville de Santiago de Surco (Pérou)</i>, Ville de Tres de Febrero (Argentine) Ville de General Pico (Argentine)	Projet Urb-AI 2 : Urbanisme – gestion des déchets
	Ville de Bordeaux*	Lima	Humanitaire – Santé
	Villes d'Eybens, de Gières et de Poizat	Ville d'Independencia	Environnement – Emploi
	Ville de Nanterre*	Villa El salvador	Réseau « FALP pour des métropoles solidaires »
	Ville de Rezé	Villa El Salvador	Environnement - Jeunesse
	Ville de Sucy-en-brie	Trujillo	Échanges scolaires
EI SALVADOR	Conseil Général du Val-de-Marne	Départements d'Usultán et d'Ahuachapán	Environnement – Santé
URUGUAY	Ville de Marseille	Montevideo	Urbanisme – Echanges enseignement supérieur
	Ville de Saint-Denis	Montevideo	Action sociale – Développement local
VENEZUELA	Communauté Urbaine de Bordeaux	Intercommunalité de Barinas et El Tigre	Échanges d'expériences Environnement, Urbanisme, Développement économique et touristique, Développement durable
	Communauté Urbaine de Bordeaux*	Mérida, Laguillas, Lechería, Caroni	Accord-cadre de coopération 2005-2009. Développement durable

* Les éléments qui apparaissent ici sont ceux déjà en notre possession, aucune donnée nouvelle ne nous a été transmise.

En gras les partenariats apparaissant sous forme de fiche détaillée dans ce répertoire.

N.B. : La fiche du Conseil général de l'Hérault a été élaborée à partir du site du MAEE <https://cncd.diplomatie.gouv.fr/>

ARGENTINE



République d'Argentine		
Données générales (indicateurs géographiques, démographiques, macroéconomiques)		
Sources : MAE, INSEE, CIA factbook,		
Superficie : 2,7 millions km ²	Population urbaine : 89% (2007)	IDH : 38 ^e /177
Population : 40,6 millions hab. (2008)	Densité : 14 hab./km ² (2007)	Taux de chômage : 8,1% (2007)
Capitale : Buenos Aires (12,5 millions hab.)	Unité monétaire : Peso argentin	Espérance de vie : 72,8 ans (hommes), 80,4 ans (femmes)
	PIB/hab : 6600 US\$ (2007)	Taux d'alphabétisation : 97,4%
Autres villes importantes : Cordoba (1,513 millions hab.), Rosario (1,3 millions hab.), Mendoza, San Miguel de Tucumán, La Plata	Taux de croissance PIB : + 8,7% (2007)	Population sous le seuil de pauvreté : 23,4% (2007)
	Langue officielle : Espagnol	

Fiche de présentation du partenariat : CG de l'Aveyron/Saavedra

Collectivité territoriale française (nom, population, superficie, ...)	Conseil Général de l'Aveyron 263 808 habitants - 8735 Km ²
Collectivité territoriale étrangère (nom population, superficie,...)	Municipalité de Saavedra (Argentine) 19 411 habitants - 3.491 Km ²
Type de coopération (Accord cadre, jumelage, ...)	Coopération décentralisée
Date de mise en place	2006

Présentation des actions

Champs d'action	Francophonie – Enseignement Échanges culturels
Intitulé du projet	Descriptif des actions
Aveyron – Pigüé : développer les échanges linguistiques entre les jeunes et impulser un co-développement	<p>Objectif général : soutenir la Municipalité de Saavedra-Pigüé dans la mise en œuvre d'un projet pilote de l'enseignement du français et le développement des échanges de jeunes.</p> <p>Objectifs spécifiques :</p> <p>Renforcer la gouvernance locale :</p> <ul style="list-style-type: none"> par la valorisation des compétences partagées par l'impulsion d'un partenariat public/privé impliquant de nombreux acteurs <p>Mettre en œuvre un projet permettant l'accroissement des échanges réciproques :</p> <ul style="list-style-type: none"> par les échanges entre des écoles de l'Aveyron et celles de Pigüé par la mise en œuvre de nouvelles pédagogies d'apprentissage par les échanges d'expérience et de ressources entre les professeurs de Pigüé et de l'Aveyron par l'utilisation de techniques d'information et de communication <p>Impulser des échanges francophones et hispanophones auprès d'un public jeune :</p> <ul style="list-style-type: none"> par la mise en place d'un projet pilote dans la ville de Pigüé, amené à être étendu à d'autres villes de la Province de Bouenos Aires par la formation de professeurs de français par l'implication des jeunes dans le projet : écoles et Lycée de Pigüé, écoles et Lycée de l'Aveyron <p>Le projet se déroule sur six années de 2006 à 2011 en plusieurs étapes :</p> <ul style="list-style-type: none"> 2006 : Formation des futurs professeurs de français et mise en place d'une salle multimédia. 2007 : mise en place des cours de français pour les élèves du 4^o cycle du niveau Enseignement Primaire Basique (EPB 2 : 9 ans) et formation continue des professeurs 2008 : cours dispensés au 4^o cycle et au 5^o cycle (9 ans et 10 ans) de l'EPB 2 De 2009 à 2011 : cours dispensés au 4^o, 5^o et 6^o cycle de l'EPB 2.
Partenaires	En France Maître d'ouvrage : Conseil Général de l'Aveyron via

	<p>Aveyron coopération internationale</p> <p>Maître d'oeuvre : Inspection académique de l'Aveyron</p> <p>Partenaires : Association Rouergue Pigüé, Lycée Louis Querbes, LEGTA La Roque, Mairie de Rodez</p> <p>À l'étranger</p> <p>Maître d'ouvrage : la Municipalité de Saavedra via l'Amicale d'échange de Pigüe</p> <p>Maîtres d'œuvre locaux du projet : Les inspecteurs généraux de l'éducation publique et privée de la Direction Générale de la Culture et de l'Éducation de la Province de Buenos Aires, dans le District du Saavedra, Les trois écoles publiques deux écoles privées de Pigüe</p> <p>Partenaires : Alliance française de Pigüe, Association professeurs de français de la province de Buenos Aires (APFBA), Société française, Etablissements scolaires de Pigüé</p>
ÉCHANGES SCOLAIRES	
Échanges scolaires entre le Lycée Louis Querbes de Rodez et les lycées de Pigüé	Les échanges ont débuté en 2001 et se poursuivent dans le cadre de la coopération décentralisée, en particulier par le voyage d'élèves du Lycée Louis Querbes à Pigüé tous les deux ans
FM des Cités – FM de la Ciudad	<p>Objectifs poursuivis</p> <p>Consolider le retour de la pratique du français dans la ville et la région de Pigüé.</p> <p>Établir une coopération bilatérale de production d'émissions entre RadioTemps, radio sociale de proximité en milieu scolaire et la radio locale de la ville de Pigüé.</p> <p>Le lycée Louis Querbes développe un projet de Radio de proximité en milieu scolaire, RadioTemps. Il organise des échanges réciproques d'accueil de jeunes des deux pays sur des durées variables.</p> <p>RadioTemps est déclarée en association loi 1901 et comprends d'ores et déjà des utilisateurs et producteurs d'émissions issus de plusieurs établissements du secteur public et privé. Sa vocation est d'être un outil pédagogique d'apprentissage de la communication conceptuelle écrite et orale.</p> <p>RadioTemps propose de produire des émissions bilingues de format court (10mn) facilement compréhensibles par les habitants de Pigüé et de Rodez. Elles ont pour but, à la fois de soutenir le renouveau de l'enseignement du français à Pigüé mais aussi de faire vivre régulièrement aux auditeurs de RadioTemps des moments de vie des cousins Aveyronnais</p>
Accueil de jeunes argentins au lycée Louis Querbes	<p>Objectifs poursuivis :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Assurer la continuité de la formation des deux lycéens argentins - Faire connaître l'Argentine et Pigüé aux autres lycéens - Consolider la pratique du français des stagiaires - Montrer aux jeunes français l'intérêt d'un séjour à l'étranger et développer leur apprentissage de la langue espagnole
Partenaires	<p>En France : Lycée Louis Querbes</p> <p>Partenaire : Aveyron Coopération Internationale</p> <p>À l'étranger : l'Amicale d'échange de Pigüe et les établissements scolaires de Pigüé</p>

Voyages d'élèves du LEGTA la Roque à Pigüé	35 élèves du LEGTA La Roque du groupe Argentine se déplaceront à Pigüé en décembre 2008
Echange de stratégies et pratiques pédagogiques et éducatives entre établissements scolaires de la zone de Pigüé et le LEGTA La Roque de l'Aveyron	Permettre des échanges réciproques entre enseignants/éducateurs sur les stratégies et pratiques pédagogiques et éducatives Echanger sur les stratégies de construction des formations en lien avec le développement territorial (valorisation et développement des patrimoines et des savoir-faire) Développer un réseau d'échanges de pratiques dans les domaines de l'agriculture, l'alimentation et l'agroalimentaire
Stages en milieu professionnel	Permettre l'accueil en entreprises de stagiaires aveyronnais et argentins ; niveau BTSA, licence professionnelle
Portraits et regards croisés sur les agriculteurs de Pigüé et agriculteurs de l'Aveyron	Connaître et comparer les problématiques et enjeux autour du thème général Agriculture, Technologies et Sociétés
Partenaires :	En France : LEGTA La Roque Partenaire : Conseil Général de l'Aveyron via Aveyron coopération internationale À l'étranger : L'Amicale d'échange de Pigüé et les Etablissements scolaires de Pigüé
CULTURE	
Édition d'un recueil de poèmes de Maria Lucia Tarayre (et travail pédagogique)	Editer en français et en espagnol un recueil de poèmes illustré de photographies ou dessins d'élèves de l'Aveyron et de Pigüé
Partenaires	En France : Conseil Général de l'Aveyron via Aveyron coopération internationale Partenaires : Association Rouergue Pigüé Inspection Académique de l'Aveyron Lycée Louis Querbes LEGTA La Roque Mairie de Rodez À l'étranger : la Municipalité de Saavedra via l'Amicale d'échange de Pigüé Partenaires : Alliance française de Pigüé, Établissements scolaires de Pigüé

Autres partenaires (pour les actions en cours)	Nom	Type de partenaire (association, institution, collectivité territoriale...)	Rôle du partenaire (financier, technique...)
En France	- Ambassade de France en Argentine - Alliance Française de Paris en Argentine - Ministère des Affaires Etrangères et Européennes	Institutions Ministère	Partenaires techniques Partenaire financier (MAE)
À l'étranger	- Ministère de l'Éducation, des sciences et de la technologie de la nation Argentine - Direction Générale de la Culture et de l'Éducation de la Province de Buenos Aires	Ministères	Partenaires techniques

Contacts				
	Noms	Fonctions	Tél. / Fax	E. Mail
Élu	BLANQUET Pierre-Marie	Vice-président du Conseil Général de l'Aveyron chargé des relations internationales et de la coopération décentralisée, Président d'Aveyron Coopération Internationale (ACOOPI)	05.65.77.77.30	Pm.blanquet@r odez.cci.fr
Fonctionnaire	BIELANSKY Delphine	Chargée de mission	05.65.73.16.98 / 05.65.73.16.99	acoopi@wanad oo.fr

Perspectives et évaluation	
Perspectives du projet et du partenariat	Élargissement de la coopération à d'autres projets (culturels, économiques, ...) Faire intervenir un assistant linguistique argentin dans les cours d'espagnol des écoles primaires de l'Aveyron impliquées dans les échanges avec les écoles de Pigüé et un assistant linguistique français
Évaluation envisagée	Évaluation à l'issue du projet sur l'enseignement du Français, en 2011 en fonction du degré d'implication de la Direction Générale de l'Education de la Province de Buenos Aires dans ce projet et du nombre d'élèves effectivement formés et leur intérêt pour le suivi des cours.

Fiche de présentation du partenariat : CG Haute-Savoie/San José

Collectivité territoriale française (nom, population, superficie, ...)	Maîtrise d'ouvrage : Conseil Général de la Haute- Savoie Maîtrise d'œuvre : Conseil Général de la Haute-Savoie
Collectivité territoriale étrangère (nom population, superficie,...)	San José (Argentine) 17.000 habitants, Commune de la Province de l'Entre Rios
Type de coopération (Accord cadre, jumelage, ...)	Intention de Partenariat signée le 12/11/2007 Convention en cours
Date de mise en place	2003

Présentation des actions

	Développement local	
Histoire du partenariat Champs d'action	<p>Initiée en 2003, les partenariats avec les villes de San José et de Villa Elisa ont été conduits dans le cadre de l'Assemblée des Pays de Savoie par l'association Pays de Savoie solidaires, outil de coopération des deux départements savoyards</p> <p>Depuis janvier 2008, ces partenariats ont été repris en propre par le Conseil Général de Haute-Savoie, service de la coopération décentralisée : accompagnement au montage de programmes de coopération traitant des différents volets du développement local. Ainsi des projets sont mis en oeuvre dans les domaines de l'éducation, l'économie, le tourisme, la santé, l'urbanisme, la sécurité, la jeunesse et citoyenneté, la culture.</p> <p>Au-delà des réalisations concrètes porteuses de plus-values immédiates pour les habitants de ces deux communes, les acteurs de la coopération partagent un même objectif : miser sur les échanges d'expérience pour renforcer l'organisation des personnes impliquées dans le champ du développement local et augmenter leurs compétences.</p>	
Projets/actions 2008 en cours de réalisation	<p><u>APPUI FONCTIONNEMENT IMPULSAR/</u></p> <p><u>FRANCOPHONIE :</u> MAINTIEN DE L'ENSEIGNEMENT DU FRANÇAIS A LA GARDERIE</p> <p>POURSUITE DU PROJET DE BOURSES EN APPUI A L'APPRENTISSAGE DU FRANÇAIS</p> <p><u>PATRIMOINE/CULTURE:</u> CREATION ET INSTALLATION D'UNE SCULPTURE SUR LE THEME DES CYCLES DE L'HISTOIRE PROJET YANN LARA</p> <p>CREATION D'UNE BIBLIOTHEQUE DE QUARTIER.</p> <p><u>SANTE:</u> MISE EN PLACE D'UN CABINET DE PSYCHO-PEDAGOGUES</p>	<p>COORDINATION ET SUIVI DES ACTIONS :</p> <p>Prise en charge partielle des salaires des deux intervenantes (pratique du français) à la garderie</p> <p>Concerne 60 élèves de San José. Promotion de l'étude de la langue française, langue des ancêtres savoyards, amélioration de la formation...</p> <p>Réalisation d'une sculpture « les cycles de l'histoire » avec les enfants des écoles de la ville</p> <p>Ce projet concerne le quartier défavorisé « El Brillante ». Le budget sera consacré à l'achat de meubles et au salaire du bibliothécaire.</p> <p>Création d'un Centre d'Attention Intégral ayant pour objectifs d'intervenir dans les différentes étapes du développement: affectif ; social; pédagogique.</p>

	<p>EQUIPEMENT D'UN DISPENSAIRE</p> <p><u>EDUCATION / FORMATION :</u> POURSUITE DU PROJET PORTE PAR L'ECOLE N° 54</p> <p>SOUTIEN SCOLAIRE</p> <p>CREATION D'UN ATELIER PROFESSIONNEL POUR JEUNES HANDICAPES</p> <p>ORGANISATION D'UNE FORMATION A LA FORMULATION DE PROJETS.</p> <p><u>JEUNESSE ET SPORT :</u> ECHANGE ENTRE EQUIPES FEMININES DE VOLLEY-BALL</p> <p>PARTICIPATION A LA CONSTRUCTION D'UNE SALLE OMNISPORT</p> <p><u>Développement social et environnement:</u> « DES LEADERS POUR LE CHANGEMENT »</p>	<p>Promotion de meilleures conditions de vie chez les enfants</p> <p>Projet soutenu par la mairie qui prendra en charge les professionnels. Un programme d'appui national fournira les médicaments L'argent de la coopération est destiné à l'équipement</p> <p>Mise en place d'ateliers thématiques à l'école pour des enfants de milieux défavorisés (prévention de l'absentéisme, du travail des enfants, promotion de la culture)</p> <p>Expérience de soutien scolaire gratuit pour les enfants des écoles publiques 5/53/83 de San José</p> <p>Création d'un espace pour accueillir des jeunes et des adultes souffrant d'un handicap physique ou mental ayant besoin d'éducation spécialisée</p> <p>Seconde session à destination des porteurs de projets (suite à la première session réalisée en 2005 par le CEER). Concerne notamment la gestion des ressources. Organismes concernés: Ville de San José, CEER, IDI, Impulsar</p> <p>Echange sportif entre équipes féminines de volley ball de San José et d'Annecy. Accueil des argentines en mars 2008. Déplacement des françaises en juillet.</p> <p>Equipement de la ville destiné à tous les publics : piscine, salles de sport, gymnase... Projet lancé en janvier 2008 par la municipalité.</p> <p>Population ciblée : les adolescents Actions de prévention à destination des adolescents, mise en place de lieux d'expression, amélioration des espaces récréatifs et sportifs, informations diverses en particulier sur la prévention des MST.</p>
--	--	--

Contacts

	Noms	Fonctions	Tél / Fax	E. Mail
Fonctionnaire	Aline FABRESSE	Chargée de mission	Tel : 04 50 33 49 10 Fax : 04 50 33 49 20	Aline.fabresse@cg74.fr
Élu	François MUGNIER	Vice Président du CG74	Tél : 04 50 33 50 00	François.mugnier@cg74.fr

perspectives et évaluation

Perspectives du projet et du partenariat	Appuyer et conforter les actions de développement local, soutenir les actions en direction des populations pour favoriser le mieux vivre des uns et des autres. Soutenir la francophonie.
---	--

Évaluation envisagée	Bilans intermédiaires et annuels en référence aux projets engagés dans le cadre du programme annuel de coopération
-----------------------------	--

Fiche de présentation du partenariat : CG Haute-Savoie/Villa Elisa

Collectivité territoriale française (nom, population, superficie, ...)	Maîtrise d'ouvrage : Conseil Général de la Haute- Savoie Maîtrise d'œuvre : Conseil Général de la Haute-Savoie
Collectivité territoriale étrangère (nom population, superficie,...)	Villa Elisa (Argentine) Commune de la Province de l'Entre Rios : 13.000 habitants
Type de coopération (Accord cadre, jumelage, ...)	Intention de Partenariat 12/11/2007 Convention en cours
Date de mise en place	2003

Présentation des actions

Développement local			
Histoire des partenariats Champs d'action	<p>Initiée en 2003, les partenariats avec les villes de San José et de Villa Elisa ont été conduits dans le cadre de l'Assemblée des Pays de Savoie par l'association Pays de Savoie solidaires, outil de coopération des deux départements savoyards</p> <p>Depuis janvier 2008, ces partenariats ont été repris en propre par le Conseil Général de Haute- Savoie, service de la coopération décentralisée : accompagnement au montage de programmes de coopération traitant des différents volets du développement local. Ainsi des projets sont mis en oeuvre dans les domaines de l'éducation, l'économie, le tourisme, la santé, l'urbanisme, la sécurité, la jeunesse et citoyenneté, la culture.</p> <p>Au-delà des réalisations concrètes porteuses de plus-values immédiates pour les habitants de ces deux communes, les acteurs de la coopération partagent un même objectif : miser sur les échanges d'expérience pour renforcer l'organisation des personnes impliquées dans le champ du développement local et augmenter leurs compétences.</p>		
Projets/actions 2008 en cours de réalisation	<table border="0"> <tr> <td style="vertical-align: top;"> <p>CENTRE SAVOYARD</p> <p>AXE PROFIL DE VILLE</p> <p>Mise en valeur du patrimoine historique, culturel et environnemental de V.E et de ses environs</p> <p>Système de formation géographique (SIGVE)</p> </td> <td style="vertical-align: top;"> <p>APPUI A LA COORDINATION LOCALE</p> <p>Sauver le patrimoine historique, social, culturel et naturel de Villa Elisa.</p> <p>Mise en place des lignes stratégiques dont la base est le développement soutenable et la planification urbaine</p> <p>Construction du sentier des colons</p> <p>Construction d'une piste cyclable</p> <p>Déplacement de la décharge</p> <p>Echange de techniciens</p> <p>Aménagement paysager pour relier la ville et les thermes</p> <p>Elaborer un système d'information géographique permettant d'informatiser les procédures utilisées dans la réalisation, l'utilisation et l'actualisation de la cartographie, comme mécanisme pour optimiser les ressources, augmenter l'efficacité et la mise en place de programmes publics.</p> <p>Formation, définition des indicateurs, relevés de données, relevés topographiques, réalisation des fonds de carte...</p> </td> </tr> </table>	<p>CENTRE SAVOYARD</p> <p>AXE PROFIL DE VILLE</p> <p>Mise en valeur du patrimoine historique, culturel et environnemental de V.E et de ses environs</p> <p>Système de formation géographique (SIGVE)</p>	<p>APPUI A LA COORDINATION LOCALE</p> <p>Sauver le patrimoine historique, social, culturel et naturel de Villa Elisa.</p> <p>Mise en place des lignes stratégiques dont la base est le développement soutenable et la planification urbaine</p> <p>Construction du sentier des colons</p> <p>Construction d'une piste cyclable</p> <p>Déplacement de la décharge</p> <p>Echange de techniciens</p> <p>Aménagement paysager pour relier la ville et les thermes</p> <p>Elaborer un système d'information géographique permettant d'informatiser les procédures utilisées dans la réalisation, l'utilisation et l'actualisation de la cartographie, comme mécanisme pour optimiser les ressources, augmenter l'efficacité et la mise en place de programmes publics.</p> <p>Formation, définition des indicateurs, relevés de données, relevés topographiques, réalisation des fonds de carte...</p>
<p>CENTRE SAVOYARD</p> <p>AXE PROFIL DE VILLE</p> <p>Mise en valeur du patrimoine historique, culturel et environnemental de V.E et de ses environs</p> <p>Système de formation géographique (SIGVE)</p>	<p>APPUI A LA COORDINATION LOCALE</p> <p>Sauver le patrimoine historique, social, culturel et naturel de Villa Elisa.</p> <p>Mise en place des lignes stratégiques dont la base est le développement soutenable et la planification urbaine</p> <p>Construction du sentier des colons</p> <p>Construction d'une piste cyclable</p> <p>Déplacement de la décharge</p> <p>Echange de techniciens</p> <p>Aménagement paysager pour relier la ville et les thermes</p> <p>Elaborer un système d'information géographique permettant d'informatiser les procédures utilisées dans la réalisation, l'utilisation et l'actualisation de la cartographie, comme mécanisme pour optimiser les ressources, augmenter l'efficacité et la mise en place de programmes publics.</p> <p>Formation, définition des indicateurs, relevés de données, relevés topographiques, réalisation des fonds de carte...</p>		

	<p>AXE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE Pépinière d'entreprises</p> <p>Relevés des données socio-économiques et commerciales de V.E et de sa zone</p> <p>AXE TOURISTIQUE Relions les villages: réhabilitation d'une voie ferrée</p> <p>AXE FORMATION A LA CITOYENNETE Participation citoyenne dans le cadre du développement local</p> <p>AXE SANTE Profil Epidémiologique (Système Intégré de Santé Local)</p>	<p>Encourager le développement économique soutenable en participant activement au processus de création et de consolidation d'entreprises, génératrices d'emplois. Mise en place d'une équipe technique Identification des bénéficiaires des micro- crédits suite au diagnostic réalisé Échange de techniciens en 2008 : mission française à V.E</p> <p>Élaborer un diagnostic socio-économique et commercial permettant de définir des stratégies de développement local concerté entre les différents acteurs du développement économique. Finalisation du diagnostic en 2008, extension du diagnostic aux zones rurales</p> <p>Promotion du développement touristique local et régional. Consolider le rôle touristique du train, permettant l'acheminement vers une zone touristique (termes). Réactivation du tronçon ferroviaire dans son rôle d'acheminement des marchandises et des passagers.</p> <p>Lancement d'un audit financier sur le PDL/Mairie en commençant par l'Office de Tourisme Formation</p> <p>Mise en place d'actions préventives en matière de santé permettant de diminuer l'incidence et la recrudescence de maladies et les facteurs de risque associés parmi la population. Mise en place d'un système de surveillance et de promotion de la santé. Santé dentaire Mise en place d'une équipe médicale Constitution du Conseil Local de Santé</p>
--	---	---

Contacts				
	Noms	Fonctions	Tél / Fax	E. Mail
Fonctionnaire	Aline FABRESSE	Chargée de mission	Tel : 04 50 33 49 10 Fax :04 50 33 49 20	Aline.fabresse@cg74.fr
Élu	François MUGNIER	Vice Président du CG74	Tél : 04 50 33 50 00	Francois.mugnier@cg74.fr

Perspectives et évaluation	
Perspectives du projet et du partenariat	Appuyer et conforter les actions de développement local, soutenir les actions en direction des populations pour favoriser le mieux vivre des uns et des autres. Soutenir la francophonie.
Évaluation envisagée	Bilans intermédiaires et annuels en référence aux projets engagés dans le cadre du programme annuel de coopération

Fiche de présentation du partenariat : Ville de Boulogne-Sur-Mer/La Plata

Collectivité territoriale française (nom, population, superficie, ...)	Ville de Boulogne-Sur-Mer 45.508 habitants 842 ha
Collectivité territoriale étrangère (nom population, superficie,...)	La Plata (Argentine)
Type de coopération (Accord cadre, jumelage, ...)	Jumelage (Délibération du Conseil Municipal du 7 juin 1999)
Date de mise en place	Juillet 2000

Présentation des actions

Champs d'action	Échanges divers (scolaires, universitaires, culturels)	
Actions engagées depuis 2003	<p><u>Octobre 2003</u> : Séjour à Boulogne-Sur-Mer de 2 lauréates d'un concours organisé par la Municipalité de la Plata sur la vie du Général San Martin en France de 1824 à 1850.</p> <p><u>Octobre 2004</u> : Séjour boulonnais d'un diplômé de la faculté d'architecture de la Plata, qui a obtenu le 1^{er} prix suite a un concours d'architecture sur le thème « L'influence française dans l'architecture de la Plata ».</p> <p><u>Mai 2006</u> : Séjour d'une délégation de la Plata menée par Monsieur le Docteur Alak (Maire), dans le cadre de la Remise Officielle du Drapeau d'Honneur du Conseil de l'Europe à la Ville de Boulogne-sur-Mer.</p> <p><u>Août 2006</u> : Visite de l'Orchestre Boulonnais « Opal Sinfonietta » à la Plata</p>	
Projets/ actions en cours de réalisation	Intitulé du projet	Descriptif des actions
	Visite de l'Orchestre Boulonnais « Opal Sinfonietta » à la Plata, (septembre 2006)	

Contacts

	Noms	Fonctions	Tél / Fax	E. Mail
Élu	Mireille HINGREZ-CEREDA	Adjoint au Maire	03 21 87 80 22 03 21 87 80 99 (fax)	
Fonctionnaire	Bernard QUEHEN	Directeur Territorial	03 21 87 80 35 03 21 87 80 99(fax)	Intérieur@ville-boulogne-sur-mer.fr

Perspectives et évaluation

Perspectives du projet et du partenariat	Développer les relations existantes et en créer de nouvelles.
Évaluation envisagée	

BOLIVIE



République de Bolivie		
Données générales (indicateurs géographiques, démographiques, macroéconomiques) Sources : MAEE, CIA factbook		
Superficie : 1 098 580 km ²	Population urbaine : 64%	IDH : 115 ^e /177
Population : 9,248 millions hab	Densité : 8,4 hab./km ²	Taux de chômage : 7,6% (2006)
Capitale : La Paz (1 million hab.)	Unité monétaire : Boliviano	Espérance de vie : 63,7 ans
Autres villes importantes : Saanta Cruz (1,2 million hab.), Cochabamba (620 000 hab.), El Alto (580 000 hab.), Oruro (250 000 hab)	PIB/tête : 1 200 US\$ (2006)	Taux d'alphabétisation : 86,9%
	Taux de croissance : 4,6% (2006)	Population sous le seuil de pauvreté : 70%
	Langues officielles : Espagnol, Aymara, Quechua	

Fiche de présentation du partenariat : Muhlouse/Oruro & Santa Anna de Chipaya

Collectivité territoriale française (nom, population, superficie, ...)	Ville de Mulhouse 112 002 habitants Superficie : 20240 ha
Collectivité territoriale étrangère (nom population, superficie,...)	Ville d'Oruro (Bolivie) 230 000 habitants (environ) et Santa Ana de Chipaya (Bolivie) (220 km au NO d'Oruro) 30 000 habitants (environ)
Type de coopération (Accord cadre, jumelage, ...)	1998 et 2002 pour Santa Ana de Chipaya
Date de mise en place	

Présentation des actions

Champs d'action	Renforcement de la capacité de maîtrise d'ouvrage de la commune en matière d'urbanisme Renforcement des capacités de la commune en vue de la définition d'une politique de développement visant à maîtriser les risques environnementaux Amélioration des conditions de vie de la communauté Chipaya sur ses terres ancestrales	
Actions engagées depuis 2003	Éducation à l'environnement Appui au contrôle de la pollution atmosphérique Appui à l'élaboration du Plan d'aménagement urbain Appui au développement du système de traitement des ordures ménagères Appui à la réhabilitation environnementale du lac Uru Uru Appui aux artisans briquetiers Appui à la valorisation économique des potentialités régionales Appui à l'amointrissement des effets des inondations sur le territoire Chipaya	
Projets/ actions en cours de réalisation	Intitulé du projet	Descriptif des actions
	Plusieurs projets sont restés sans suite, principalement du fait de l'instabilité politique du pays. Certains ont toutefois pu être menés à bien. La Mairie d'Oruro a désigné en octobre 2005 un nouvel interlocuteur chargé du suivi des projets avec l'IRCOD, témoignant de la volonté des partenaires locaux de poursuivre les efforts engagés. Éducation à l'environnement dans les écoles Appui au contrôle de la pollution atmosphérique Appui à l'amointrissement des effets des inondations sur le territoire de la Communauté de Santa Ana de Chipaya	- Finalisation du projet d'éducation à l'environnement et démarrage des opérations de tri des déchets dans les écoles - Achèvement du projet relatif aux mesures atmosphériques - Une mission d'expertise menée en mai 2006 a permis de dégager des solutions techniques permettant de préserver l'espace de vie et de cultures des Chipayas en canalisant le cours du Rio Lauca.
Moyens humains mis à disposition	En France : 1 agent de la Ville de Mulhouse ; 1 chargé de mission de l'IRCOD ; un chargé de mission de l'AURM ; 1 agent du SMICTOM ; 1 ancien cadre des Mines de Potasses d'Alsace ; le directeur du Service Environnement du CG 68 et 1 collaborateur du service Environnement du	

CG68
À l'Étranger : Coordonnateur IRCOD chargé du suivi des projets, le Préfet d'Oruro et une équipe technique de la Préfecture, de la main d'œuvre mise à disposition par la Commune de Santa Ana de Chipayas.

Autres partenaires (pour les actions en cours)	En France	À l'étranger
	<ul style="list-style-type: none"> - Institut Régional de Coopération et Développement (IRCOD) Alsace: <i>association - rôle technique</i> - Agence d'Urbanisme de la région Mulhousienne (A.U.R.M) : <i>association - rôle technique</i> - Syndicat Mixte Intercommunal de Collecte et de Traitement des Ordures Ménagères d'Alsace Centrale (SMICTOM) – <i>rôle technique</i> - Service Environnement du Conseil Général du Haut-Rhin - <i>rôle technique</i> 	<ul style="list-style-type: none"> - Association « Point d'Appui » - <i>rôle technique</i> - Ambassade de France en Bolivie - Préfecture d'Oruro

Contacts				
	Noms	Fonctions	Tel / Fax	E. Mail
Élu	Mme Christiane ECKERT	Adjointe déléguée aux affaires internationales	Tel : 03.89.32.58.94	christiane.eckert@ville-mulhouse.fr
Fonctionnaire	Mme Estelle MANGOLD	Chef du service des Relations Internationales	Tel.: 03.69.77.77.31 Fax.: 03.89.45.70.61	estelle.mangold@ville-mulhouse.fr

Perspectives et évaluation	
Perspectives du projet et du partenariat	<p>En 2008 :</p> <ul style="list-style-type: none"> Réalisation d'une mission visant à dresser un état des lieux global de la coopération et de la recadrer sur des actions précises. Élaboration du plan de développement urbain : Mission d'appui méthodologique Appui à la recherche de financements Mission d'expertise technique du SMICTOM en vue d'apporter un appui à : la mise en œuvre effective des différents types de collecte décrits par la Ville la possibilité de développement de filières de récupération la possibilité de création de micro-entreprises autonomes de collecte et de traitement Lancement des travaux de canalisation du Rio Lauca
Évaluation envisagée	Une mission de suivi général est prévue en 2008 pour cerner l'évolution des projets et la situation globale sur le terrain

Fiche de présentation du partenariat : Nantes/Cochabamba

Collectivité territoriale française (nom, population, superficie, ...)	Ville de Nantes 268 000 habitants, 6 500 ha
Collectivité territoriale étrangère (nom population, superficie,...)	Cochabamba (Bolivie) 600 000 habitants
Type de coopération (Accord cadre, jumelage, ...)	Pacte d'Amitié et de Coopération
Date de mise en place	1992 (convention), 1995 (convention), 1999 (Pacte d'Amitié et de Coopération), 2005-2007 (Plan triennal)

Présentation des actions

Champs d'action	Lutte contre la pauvreté, Santé, Culture et patrimoine, Environnement (Plan triennal)	
Projets/ actions en cours de réalisation	Intitulé du projet	Descriptif des actions
	Appui projet eau potable comités locaux Economie sociale et solidaire Patrimoine architectural Projets de marché de quartier Environnement Reforestation urbaine durable Soutien utilisation énergies renouvelables Echanges scientifiques jardins botaniques Echanges culturels divers	Apport financement Loi Oudin Diagnostic des acteurs et des échanges possibles Stages Ecole d'Architecture de Nantes Stages Ecole d'Architecture de Nantes Expertise conseil Lagune Alalay, gestion des déchets, etc. Projet en veille en relation avec les droits d'émission CO2 (Nantes Métropole) Avec Bolivia Inti - Sud Soleil Réhabilitation et constitution de collections Festival des 3 Continents, et projets associatifs
Moyens humains mis à disposition	En France	À l'étranger
	1 ingénieur plus expertise externe suivant projet	Moyens de la Mairie de Cochabamba

Autres partenaires (pour les actions en cours)	Nom	Type de partenaire (association, institution, collectivité territoriale...)	Rôle du partenaire (financier, technique...)
En France		Université de Nantes, Nantes Métropole, CHR de Nantes Bolivia Inti, Association Chasqui Festival des 3 Continents, Ecole d'Architecture de Nantes	Technico-scientifique, Technico-financier (Loi Oudin), Technique Association (social), Association (culture), Culture (cinéma), Technique
À l'étranger		Université mayor San Simon Université Univalle	Technico-scientifique Technico-scientifique

Contacts

	Noms	Fonctions	Tél / Fax	E. Mail
Élu	Jean-Philippe MAGNEN	Adjoint au Maire	02 40 41 92 21 02 40 41 90 84	jean-philippe.magnen@mairie-nantes.fr
Fonctionnaire	Yannick MOULINIER	<i>Ingénieur en chef</i> Chargé de mission Coop. Tec. Inter	02 51 89 73 37 02 51 89 73 40	yannick.moulinier@mairie-nantes.fr

Perspectives et évaluation

Perspectives du projet et du partenariat	Prévision évaluation plan triennal 2004 - 2007
Évaluation envisagée	Nouveau Plan triennal

BRESIL



République Fédérative du Brésil		
Données générales (indicateurs géographiques, démographiques, macroéconomiques)		
Sources : MAE, CIA factbook		
Superficie : 8 511 965 km ²	Population urbaine : 81% (2007)	IDH : 69 ^e /177
Population : 191,9 millions hab. (2008)	Densité : 22 hab./km ² (2007)	Taux de chômage : 10,4% (2006)
Capitale : Brasilia (2 millions hab.)	Unité monétaire : Real	Espérance de vie : 68,5 ans (hommes), 76,6 ans (femmes)
	PIB/tête : 5088 US\$	Taux d'alphabétisation : 89%
Autres villes importantes : Sao Paulo (18,4 millions hab), Rio de Janeiro (11,1 millions hab.), Belo Horizonte (4,5 millions d'hab), Porto Alegre ((3,8 millions d'hab .), Salvador de Bahia (2,4 millions d'hab.), Fortaleza (2,14 millions d'hab.), Curitiba (1,6 millions d'hab.), Recife (1,3 millions d'hab.), Belém (1,1 millions d'hab.), Goiania (1,1 millions d'hab.)	Taux de croissance : 3,7% (2006) Estimation 2007 : 4,6%	Population sous le seuil de pauvreté : 31% (2005)
	Langue officielle : Portugais	

Fiche de présentation du partenariat : CR d'Alsace/Nova Friburgo

Collectivité territoriale française (nom, population, superficie, ...)	Conseil Régional d'Alsace 8 300 km ² 1,8 million d'habitants
Collectivité territoriale étrangère (nom population, superficie,...)	Commune de Nova Friburgo (Brésil)
Type de coopération (Accord cadre, jumelage, ...)	Partenariat
Date de mise en place	1992

Appui au tourisme rural dans la région de Nova Friburgo – Etat de Rio de Janeiro

Champs d'action	Promotion du tourisme rural par la valorisation des caractéristiques écologiques et socioprofessionnelles d'un territoire	
Actions engagées depuis 2003	<p>Création progressive de nouveaux circuits touristiques sur le modèle des circuits existants à Nova Friburgo et dans cinq municipalités voisines (Silva Jardim, Teresopolis, Pétropolis, Araruama, Rio de Janeiro)</p> <p>Organisation d'un séjour en Alsace pour une délégation brésilienne composée de représentants des groupements de producteurs et de représentants d'institutions impliqués dans le soutien aux initiatives promouvant le tourisme rural</p> <p>Création et inauguration d'une route à thème (Route de la carpe frite)</p> <p>Mobilisation d'un chef cuisinier alsacien pour participer à un salon gastronomique d'importance nationale à Pétropolis et participer à l'inauguration de la Route de la carpe frite à Nova Friburgo</p> <p>Participation à la création du site internet de l'Abraturr-rj</p> <p>Participation de la Fédération française des Sports populaires à un séminaire de promotion du tourisme organisé à Sao Paulo par l'Abraturr-Rj avec le soutien d'institutions locales</p> <p>Accueil en Alsace d'une délégation de producteurs ruraux et de représentants institutionnels locaux : définition des termes de la poursuite du partenariat et visite d'autres structures du tourisme rural</p> <p>Participation de la délégation brésilienne au Salon du tourisme de Colmar pour y présenter les circuits ainsi que de produits locaux</p>	
Projets/ actions en cours de réalisation	Intitulé du projet	Descriptif des actions
	Appui au tourisme rural dans la région de Nova Friburgo – Etat de Rio de Janeiro	<ul style="list-style-type: none"> - Appui à la création de circuits touristiques de randonnées - Appui à l'amélioration des infrastructures (hébergement, restauration, aménagements, respect des mesures réglementaires) - Appui à la valorisation des caractéristiques écologiques et socioprofessionnelles (routes à thème) - Appui à l'amélioration de la promotion de l'offre touristique (matériel graphique, fléchage routier, patronage du circuit, site internet)
Moyens humains mis à disposition	En France :	
	Mise à disposition de personnels dans le cadre de missions techniques et pour le suivi des actions	
	À l'Étranger :	

Autres partenaires (pour les actions en cours)	Nom	Type de partenaire (association, institution, collectivité territoriale...)	Rôle du partenaire (financier, technique...)
En France	Association Départementale du Tourisme du Haut-Rhin Fédération française des sports populaires (FFSP) Fédération des Fermes Auberges du Haut-Rhin Groupement des Hôteliers Restaurateurs du Haut-Rhin Parc Naturel Régional des Ballons des Vosges Club Vosgien Association Sindgau Route de la Carpe Frite	Fédération Associations	Appui technique et financier
À l'étranger	Association Turisfriburgo comprenant des représentants de la municipalité de Nova Friburgo Association des producteurs de Ponte Branca Alliance Française de Nova Friburgo SEBRAE – organisme d'appui au développement économique local Commune de Nova-Friburgo TurisRio	Associations Organisme d'Etat	

Contacts				
	Noms	Fonctions	Tél / Fax	E. Mail
Élu	Jean-Paul HEIDER	Vice-Président de la Région Alsace		
	Julien HASS – Jean Paul MEINRAD	Membres du Conseil d'administration de l'IRCOD		
Fonctionnaire	Chantal FOESSER	Chargée de mission – Service des Relations internationales – Région Alsace		
Contractuel	Claude REGALL	Chargé de mission - IRCOD	03 88 45 59 89	Ircod1@ircod.org

Perspectives et évaluation	
Perspectives du projet et du partenariat	Organisation d'un séminaire sur le tourisme durable en juin 2008 à Nova Friburgo afin de pouvoir institutionnaliser les relations. Cette rencontre devra déboucher, à terme, sur la formulation conjointe d'un programme de coopération pour les années à venir ainsi que sur la formalisation de cette coopération au travers de la signature d'une convention cadre qui sera ensuite déclinée sous forme de conventions opérationnelles par projet.
Évaluation envisagée	Évaluation interne

Fiche de présentation du partenariat : CR d'Alsace/Capanama

Collectivité territoriale française (nom, population, superficie, ...)	Conseil Régional Alsace 8 300 km ² 1,8 million d'habitants
Collectivité territoriale étrangère (nom population, superficie,...)	Capanema (Brésil - Ouest Parana)
Type de coopération (Accord cadre, jumelage, ...)	
Date de mise en place	1992

Appui aux groupements laitiers de l'Ouest Parana

Champs d'action	<ul style="list-style-type: none"> - Appui aux organisations professionnelles - Appui au développement de services compétents en matière de production laitière - Appui au développement du référentiel technico-économique - Appui au renforcement des compétences techniques et des résultats économiques des exploitations 	
Actions engagées depuis 2003	<p>Participation à la prise en charge du technicien de la coopérative COAGRO Stage de formation en Alsace de deux techniciens de coopératives (COAGRO et COASUL) Voyage d'études en Alsace de responsables de la coopérative SUDCOOP Soutien à l'équipement informatique pour le suivi des données économiques Mission d'appui technique d'un technicien du BTPL (Bureau technique de production laitière) Mission d'une délégation alsacienne : participation à un séminaire réunissant l'ensemble des acteurs brésiliens concernés avec pour objectif de définir en commun un programme visant à pérenniser les actions entreprises. Depuis 2005 : processus visant à définir les conditions et les moyens de l'autonomisation de la fonction d'assistance technique aux producteurs s'est enclenché et mai 2007 : fin de l'assistance de type « projet ». Recrutement en 2007 par l'association d'éleveurs UNILEITE créée en 2001, de l'ingénieur agronome appuyé auparavant par le projet, et élaboration d'un projet professionnel de 4 ans, recherche de nouvelles coopératives partenaires. Contrat de trois ans signé avec Agriterria (2008-2010) visant à consolider l'association et favoriser son développement et à lui permettre d'accéder à l'autonomie financière et de gestion a été préparé en fin d'année. Appui ponctuel dans ce cadre de l'IRCOD et FERT</p>	
Projets/ actions en cours de réalisation	Intitulé du projet	Descriptif des actions
	Appui aux groupements laitiers de l'Ouest Parana	Formation de leaders Accueil en Alsace de responsables de coopératives et des groupes organisés et missions d'expertise d'un technicien et d'un éleveur alsaciens de manière à soutenir la prise de conscience de l'intérêt de l'organisation professionnelle des éleveurs.
Moyens humains mis à disposition	En France : Mise à disposition de personnels dans le cadre de missions techniques et pour le suivi des actions	

Autres partenaires (pour les actions en cours)	Nom	Type de partenaire (association, institution, collectivité territoriale...)	Rôle du partenaire (financier, technique...)
En France	Fert (Fondation pour l'épanouissement et le renouveau de la Terre) – Chambre d'Agriculture du Bas-Rhin / Établissement départemental de l'élevage (EDE) Alsace Lait (coopérative) CFPPA – Centre de formation professionnelle et de promotion agricole – d'Obernai	Association Coopératives agricoles Centre de formation Agricole	Appui technique et financier
À l'étranger		Association d'éleveurs UNILEITE Coopératives laitières, Secrétariat d'Etat à l'Agriculture et à l'Alimentation.	

Contacts				
	Noms	Fonctions	Tél / Fax	E. Mail
Élu	Jean-Paul HEIDER	Vice-Président de la Région Alsace		
	Jean Paul MEINRAD Julien HAAS	Membres du Conseil d'administration de l'IRCOD		
Fonctionnaire	Denis SCHULTZ	Directeur du service des relations internationales		
	Chantal FOESSER	Chargée de mission – Service des Relations internationales – Région Alsace		
Contractuel	Marie-Laure ROBERT	Chargée de mission - IRCOD	03 88 45 59 89	Ircod1@ircod.org

Perspectives et évaluation	
Perspectives du projet et du partenariat	Autonomisation financière et de gestion de l'association d'éleveurs UNILEITE envisagée d'ici 2010. Formation sur place et accueil en Alsace de leaders
Évaluation envisagée	Évaluation interne

Fiche de présentation du partenariat : CR d'Ile-de-France/Etat de Sao Paulo

Collectivité territoriale française (nom, population, superficie, ...)	Conseil Régional d'Île-de-France 11 M hab.
Collectivité territoriale étrangère (nom population, superficie,...)	État de São Paulo (Brésil) environ 40 M hab.
Type de coopération (Accord cadre, jumelage, ...)	Partenariat
Date de mise en place	Septembre 2007

Présentation des actions

Champs d'action	Enseignement supérieur et recherche, développement économique, transports, développement durable.	
Actions engagées depuis 2003	Aucune, l'accord de coopération ayant été signé en 2007.	
Projets/ actions en cours de réalisation	Intitulé du projet	Descriptif des actions
	→ Enseignement supérieur et recherche → Développement économique	→ Programme ARCUS de soutien aux relations universitaires et scientifiques ; bourses de niveau Master accordées à des étudiants de l'État de Sao Paulo, pour deux ans. → Aide à la création d'entreprises et développement de l'esprit entrepreneurial (en particulier dans les quartiers en difficultés) ; soutien à l'innovation, à l'aide d'outils financiers innovants (prêts personnels sans garantie, appui aux réseaux de <i>business angels</i>) ; mise en place de points d'appui pour l'accueil d'entreprises franciliennes sur le territoire de Sao Paulo.
Moyens humains mis à disposition	En France : Responsable de la coopération avec le Brésil à l'Unité des Affaires Internationales et européennes.	
	A l'Etranger : Secrétariat aux Affaires Internationales de la Mairie de São Paulo	

Autres partenaires (pour les actions en cours)	Nom	Type de partenaire (association, institution, collectivité territoriale...)	Rôle du partenaire (financier, technique...)
En France			
À l'étranger			

Contacts

	Noms	Fonctions	Tél / Fax	E. Mail
Élu	Mme Janine HADDAD	vice-présidente chargée des Affaires internationales et européennes	Tél : 0153856345	janine.haddad@iledelfrance.fr
Fonctionnaire	Mme Marie DEKETELAERE-HANNA	Directrice des Affaires Internationales et européennes de la région Ile de France	Tél : 0153856210	marie.deketelaere-hanna@iledefrance.fr
	Mme Armelle GUYOMARC'H	Responsable de la coopération avec le Brésil à l'Unité des Affaires Internationales et européennes.	Tél : 0153856227	armelle.guyomarch@iledelfrance.fr

Perspectives et évaluation	
Perspectives du projet et du partenariat	<u>Année de la France au Brésil</u> (2009). Dans ce cadre, plusieurs projets sont prévus, dans les secteurs culturel (ex : résidences d'artistes), technologique et de recherche (construction d'expositions scientifiques pour les jeunes, en lien avec la Cité des sciences et de l'industrie de la Villette).
Évaluation envisagée	Une évaluation des actions est réalisée à l'occasion des réunions des Comités mixtes de coopération

Fiche de présentation du partenariat : CR d'Ile-de-France/Mairie de Sao Paulo	
Collectivité territoriale française (nom, population, superficie, ...)	Conseil Régional d'Ile-de-France 11 M hab.
Collectivité territoriale étrangère (nom population, superficie,...)	Mairie de São Paulo (Brésil) environ 10 M hab.
Type de coopération (Accord cadre, jumelage, ...)	Partenariat
Date de mise en place	Septembre 2004

Présentation des actions	
Champs d'action	Education, formation professionnelle, francophonie, culture, développement économique, éducation
Actions engagées depuis 2003	Attribution de 15 bourses d'études « Master Ile-de-France » Accueil de la troupe de danse Samwaad pour 4 représentations dans le cadre du Festival Ile-de-France Organisation en IDF de l'exposition Peuples de São Paulo et édition du livre accompagnant l'exposition Appui à la participation des éditeurs indépendants franciliens à la biennale du Livre de São Paulo
Projets/ actions en cours de réalisation	Intitulé du projet
	Descriptif des actions
	<p>Poursuite du programme d'accueil de boursiers de SP</p> <p>Construction du Centre culturel à Cidade Tiradentes</p> <p>Formation d'aides soignantes à SP</p> <p>Appui technique pour la mise en place de l'agence de développement économique de SP</p> <p>Recensement des activités liées aux domaines des sciences de la vie, de la santé et de la biotechnologie</p> <p>Restructuration de l'enseignement professionnel dans les établissements dépendants de la mairie de SP</p> <p>Formation et remise à niveau de professeurs de français</p> <p>Mise en place de résidences d'artistes</p>
Moyens humains mis à disposition	En France : Responsable de la coopération avec le Brésil à l'Unité des Affaires Internationales et européennes.
	À l'Étranger : Secrétariat aux Affaires Internationales de la Mairie de São Paulo.

Autres partenaires (pour les actions en cours)	Nom	Type de partenaire (association, institution, collectivité territoriale...)	Rôle du partenaire (financier, technique...)
En France	Agence régionale de développement économique	Association	Appui technique
À l'étranger	Consulat de France à São Paulo	État	Appui technique

Contacts				
	Noms	Fonctions	Tél / Fax	E. Mail
Élu	Mme Janine HADDAD	Vice-présidente chargée des Affaires internationales et européennes.	Tél : 0153856345	janine.haddad@iledefrance.fr
Fonctionnaire	Mme Marie DEKETELAERE-HANNA	Directrice des Affaires Internationales et européennes de la Région Ile de France.	Tél : 0153856210	marie.deketelaere-hanna@iledefrance.fr
	Mme Armelle GUYOMARC'H	Responsable de la coopération avec le Brésil à l'Unité des Affaires Internationales et européennes.	Tél : 0153856227	armelle.guyomarch@iledefrance.fr

Perspectives et évaluation	
Perspectives du projet et du partenariat	Poursuivre les actions citées plus haut (actions en cours).
Évaluation envisagée	Une évaluation des actions est réalisée à l'occasion des réunions des Comités mixtes de coopération

Fiche de présentation du partenariat : CR PACA/Ville et Etat de Sao Paulo

Collectivité territoriale française (nom, population, superficie, ...)	Conseil Régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur (env. 4.7 millions hab. / 31 397 Km ²)
Collectivité territoriale étrangère (nom population, superficie,...)	Ville et Etat de Sao Paulo (Brésil) (Etat : env. 36.9 millions hab. / 248 800 Km ²)
Type de coopération (Accord cadre, jumelage, ...)	Accord cadre
Date de mise en place	Novembre 2002 + avenant septembre 2005

Présentation des actions

Champs d'action	Échanges portuaires et économiques Échanges universitaires, scientifiques et technologiques Échanges d'expériences : culture, échanges de jeunes Environnement et développement local	
Actions engagées depuis 2003	Accueil d'une délégation économique de l'Etat de Sao Paulo à Nice et Marseille, septembre 2005 et mission chefs d'entreprises à Rio et Sao Paulo, en partenariat avec la CRCI, mai 2006 Enseignement supérieur / recherche : septembre 2005, signature accord de coopération universitaire franco-brésilien, entre l'USTV, les Universités de Provence, de la Méditerranée, de Nice Sophia Antipolis, et l'Université de Sao Paulo Actions culturelles, 2006 1ères Assises de la coopération décentralisée franco-brésilienne, mai 2006 Hôtel de Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et 2èmes assises de la coopération décentralisée franco-brésilienne, mai 2007 Belo Horizonte Mission institutionnelle, mission environnement et délégation photonique, avril 2008 Etat Sao Paulo	
Projets/ actions en cours de réalisation	Intitulé du projet Environnement : projet Mosaïques aires protégées Recherche : Participation projet ARCUS (Actions en Régions de Coopération Universitaire et Scientifique)	Descriptif des actions - (appel d'offres MAE) - (appel d'offres MAE et MENESR)

Autres partenaires (pour les actions en cours)	Nom	Type de partenaire (association, institution, collectivité territoriale...)	Rôle du partenaire (financier, technique...)
(En France région PACA)		Chambre régionale de commerce et d'industrie, universités, technopôles, parcs naturels, associations	
À l'étranger (Brésil)		Secrétariats d'Etat, Chambre de commerce franco-brésilienne, Fédération des industries de l'Etat de Sao Paulo, Université de Sao Paulo, Fondation Florestal, FAPESP, Institut d'astronomie de Sao Paulo, technopôles	

Contacts

	Noms	Fonctions	Tel / Fax	E. Mail
Élu	- M. Michel VAUZELLE	Président du Conseil Région Provence-Alpes-Côte d'Azur		
Fonctionnaire	- M. Gérard BODINIER - Mme E. MOINEAU	- Conseiller du Président - Chargée de mission	0491575057 0491575057	gbodinier@regionpaca.fr emoineau@regionpaca.fr

Perspectives et évaluation

Perspectives du projet et du partenariat	<ul style="list-style-type: none">- Développement du volet économique et commercial concernant les entreprises- Développement du volet environnement (parcs naturels, tourisme durable)- Développement du volet enseignement supérieur/recherche- Poursuite des actions de coopération décentralisée (développement local, actions culturelles, sportives) associant la société civile à la définition des objectifs et à leur réalisation
---	---

Fiche de présentation du partenariat : CR Rhône-Alpes/Etat du Parana

Collectivité territoriale française (nom, population, superficie...)	Conseil Régional de Rhône-Alpes (5,8 millions d'habitants, 45 000 km ² de superficie)
Collectivité territoriale étrangère (nom, population, superficie...)	Etat du Parana (Brésil) (9,6 millions d'habitants ; 199 709 km ² de superficie)
Type de coopération (Accord cadre, jumelage...)	Accord cadre (Déclaration d'Intention de Coopération)
Date de mise en place :	octobre 2005

Présentation des actions

Champs d'action	Développement économique ; échanges universitaires et scientifiques, éducation et formation, agriculture et développement rural, environnement et énergie, culture, transports
Actions engagées depuis 2005	<p>Depuis la signature, le 13 octobre 2005, de la déclaration d'intention de coopération entre la Région Rhône-Alpes et l'État du Parana, les actions suivantes ont été réalisées ou engagées (liste non exhaustive) :</p> <p>Relations institutionnelles</p> <ul style="list-style-type: none"> - Visite officielle du gouverneur de l'État du Parana, M. Roberto Requião en Rhône-Alpes, en octobre 2005 et signature d'une déclaration d'intention de coopération entre les deux collectivités - Mission régionale au Parana, en février 2006, conduite par le Vice-président du Conseil régional Rhône-Alpes délégué aux Relations internationales, le sénateur Jean Besson, tenue de la première réunion du comité de pilotage et signature d'un plan d'action pour la période 2006-2007 - Deuxième visite officielle du gouverneur du Parana en Rhône-Alpes, en novembre 2006, à l'occasion du salon Pollutec (technologies environnementales) où le Brésil fut le pays invité d'honneur et auquel le Parana a également participé. - Mission régionale au Parana, en février 2007, conduite par le président du Conseil régional Rhône-Alpes, M. Jean-Jack Queyranne, tenue de la 2^{ème} réunion du comité de pilotage et signature d'un plan d'action pour la période 2007-2008 - Participation conjointe de Rhône-Alpes et du Parana aux 1ères Rencontres de la Coopération décentralisée franco-brésilienne, en mai 2006 à Marseille ; puis aux 2èmes Rencontres, en novembre 2007 à Belo Horizonte (coordination commune de l'atelier sur le développement territorial durable dans les zones rurales) <p>Développement économique</p> <ul style="list-style-type: none"> - Accueil d'une représentante de la Fédération des Industries du Parana (FIEP) au congrès mondial des clusters, en octobre 2006 à Lyon - Participation d'entreprises publiques et privées du Parana au salon Pollutec à Lyon, en novembre 2006, à l'occasion de la visite du gouverneur Requião - Mission collective d'entreprises rhônalpines au Brésil (labellisée par Ubifrance), à Sao Paulo et au Parana, en février 2007, à l'occasion du déplacement du président Queyranne : participation d'une quinzaine de sociétés mobilisées et accompagnées par ERAI (Entreprise Rhône-Alpes International), la CCI de Lyon, la CCI de la Drôme et la CGPME Rhône-Alpes, en lien avec la Mission économique de la France à Sao Paulo et la Fédération des Industries du Parana. - Installation à cette occasion (en février 2007), d'un relais d'ERAI au Brésil (le cabinet rhônalpin Altios International, déjà présent à Sao Paulo, représente depuis cette date

l'économie de Rhône-Alpes sur le marché brésilien)

- Installation à l'automne 2007 d'une représentation d'ERAI au Parana (à Curitiba), relevant du relais à Sao Paulo.
- Missions individuelles d'entreprises rhônalpines au Brésil (y compris au Parana) et de sociétés brésiliennes (p.ex. « O Boticário ») en Rhône-Alpes, avec un appui d'ERAI et de ses relais à Curitiba et à Sao Paulo.

Échanges universitaires et scientifiques

- Partenariat ancien entre l'INSA Lyon et 3 établissements du Parana
- Initiation en 2006 et 2007, dans le cadre de la coopération interrégionale, de nouveaux partenariats, notamment avec Lyon 2 et ISARA Lyon
- Soutien régional à la mobilité : attribution des bourses à des étudiants et enseignants issus des établissements partenaires rhônalpins et paranéens, dans le cadre des dispositifs régionaux spécifiques
- Participation, en mai 2007, d'une dizaine d'établissements d'enseignement supérieur de Rhône-Alpes à la « Caravane Sud » (salon étudiant et rencontres universitaires itinérants) dans les états de Santa Catarina, du Parana et de Sao Paulo. Renforcement des liens existants et identification de nouveaux partenariats potentiels.
- Visite en Rhône-Alpes, en octobre 2007, d'une délégation universitaire et scientifique conduite par la secrétaire d'État à l'enseignement supérieur et à la recherche du Parana. Objectifs : identifier les champs de coopération universitaire et scientifique prioritaires ; renforcer les partenariats existants et en susciter d'autres ; encourager des échanges entre laboratoires de recherche, parcs technologiques, clusters et pôles de compétitivité des deux territoires.

Éducation et formation

- Appui méthodologique à la création de l'École du Lait et du Fromage à Castro, au sein de l'université de Ponta Grossa (formation du niveau « technicien supérieur » et spécialisation post-diplôme). La première étape a consisté à accueillir en Rhône-Alpes, en novembre 2007, deux experts du Parana en stage d'observation à l'ENILV (École nationale du Lait et de la Viande à La Roche-sur-Foron) et à l'ISARA Lyon (Institut supérieur d'Agriculture Rhône-Alpes) et dans d'autres structures rhônalpines liées à la filière lait et fromage, afin qu'ils puissent étudier les aspects méthodologiques, pédagogiques et économiques de la mise en place d'une telle formation. Cet accueil a été réalisé dans le cadre du dispositif régional « Échanges professionnels interrégionaux ».

Agriculture, développement rural et secteur agro-alimentaire

- Accueil, en avril 2006, d'une soixantaine de maires et responsables locaux du Parana sur le thème du développement durable dans les zones rurales.
- Participation d'un enseignant de l'ISARA Lyon au congrès international sur le secteur agro-alimentaire, en octobre 2006 à Curitiba ; identification, pour le compte de la Région Rhône-Alpes des possibilités de coopération dans les domaines de l'agriculture, de l'agro-alimentaire et du développement rural.
- Mission d'études en Rhône-Alpes, en octobre 2007, d'une délégation de techniciens du Parana afin d'approfondir les thématiques prévues dans le cadre du partenariat (politique qualité et circuits courts de distribution ; agriculture biologique ; agro-écologie ; forêt ; non-OGM, ...)
- Mission rhônalpine au Parana, en avril 2008, dans le but d'étudier l'opportunité et les conditions d'un éventuel approvisionnement pérenne des élevages rhônalpins en soja garantie sans OGM en provenance de cet état du Brésil

Environnement, énergie, développement durable

- Mission d'études régionale au Brésil (états du Parana, de Minas Gerais et de Sao Paulo »,
- en juillet 2007, sur le thème du développement durable. Sujets abordés : tri sélectif et traitement des déchets ménagers ; système de transports publics à Curitiba ; environnement et urbanisme.
 - Mission conjointe (Rhône-Alpes et son partenaire américain – l'État de Pennsylvanie) au Parana, en juillet 2008 sur le thème des énergies renouvelables. Objectifs : promouvoir le potentiel respectif de chaque territoire en la matière (notamment la biomasse, le photovoltaïque, la petite hydraulique, les biocarburants), identifier des projets de coopération tripartite et encourager des échanges directs entre entreprises, clusters et pôles de compétitivité rhônalpins, américains et brésiliens de ce secteur.

Culture

- Tournée du spectacle « Mobile Homme » de la compagnie rhônalpine de théâtre de rue Transe Express au Brésil (au Parana et dans l'état de Sao Paulo), en juin/juillet 2007 ; travail et parades conjoints des tambours de cette compagnie et des batucadas brésiliennes
- Plusieurs échanges techniques (accueils et missions) entre l'Institut Lumière de Lyon et le Musée Oscar Niemayer de Curitiba dans le but de préparer une exposition des autochromes des frères Lumière au Parana, en 2009 (dans le cadre de l'Année de la France au Brésil).

Transports

- Participation et intervention du directeur de la société des transports publics de Curitiba (qui possède un système des transports publics très performant et connu sur le plan international) à la conférence internationale CODATU consacrée aux déplacements urbains qui s'est tenue à Lyon en juillet 2006

Intitulé et description du projet

Projets/ actions en cours de réalisation

Relations institutionnelles

- Appui méthodologique et technique de Rhône-Alpes à l'État du Parana pour la mise en place d'un réseau de coopération au niveau des collectivités territoriales du Mercosul (Quatre Moteurs pour le Mercosul – 4MM) similaire au réseau européen existant – Quatre Moteurs pour l'Europe- 4ME (Rhône-Alpes, Lombardie, Catalogne et Bade-Württemberg). Après une première rencontre des représentants du Parana et des 4ME en octobre 2007, à Bruxelles, à l'occasion des Open Days, il est envisagé d'organiser une mission conjointe des 4ME au Parana, en mai/juin 2009 qui comporterait un volet politique et institutionnel ainsi qu'un volet économique (mission collective d'entreprises européennes) et technologique.
- Contribution de Rhône-Alpes et du Parana à la démarche franco-brésilienne, « Mosaïques des territoires » (développement territorial intégré) pilotée d'une part par l'ambassade de France à Brasilia et la Fédération nationale des PNR et d'autre part par le Fonds national brésilien pour l'Environnement. Le réseau français est constitué des Régions Rhône-Alpes, Paca et Nord Pas-de-Calais, et de la FNPNR. Après un séminaire organisé dans ce cadre à Brasilia, en novembre 2007, un accueil des représentants des « mosaïques » brésiennes est prévu en octobre 2008, parallèlement dans les trois régions françaises précitées et sur trois thématiques différentes, suivi d'un séminaire commun en Paca.
- Préparation d'une mission régionale au Parana, conduite par le président du Conseil régional Rhône-Alpes, en mai/juin 2009. A cette occasion aura lieu : la 3^{ème} réunion du comité de pilotage, suivie de la signature d'un nouveau plan d'action pour 2009-2010 ; l'inauguration et/ou la réalisation de certains événements de promotion de Rhône-Alpes prévus dans le cadre de l'Année de la France au Brésil ; la mission des Quatre Moteurs pour l'Europe (politique et économique).
- Appui de la Région Rhône-Alpes à la préparation de nombreux événements rhônalpins (culturels, économiques, universitaires et scientifiques, touristiques et gastronomiques) qui se dérouleront tout au long de l'Année de la France au Brésil, principalement au Parana mais également dans d'autres états brésiliens.
- Préparation, en lien avec les comités de suivi français et brésilien et avec les collectivités concernées, des 3^{èmes} Rencontres de la Coopération décentralisée franco-brésilienne qui seront accueillies par la Région Rhône-Alpes à Lyon en décembre 2009.

Développement économique

- Poursuite et renforcement des activités d'ERAI au Brésil (recherche de nouveaux prospects; préparation, accompagnement et suivi des missions individuelles et collectives d'entreprises rhônalpines ; appui aux projets brésiliens d'investissement ou de recherche de partenaires technologiques en Rhône-Alpes) dans l'objectif de développer les échanges commerciaux, industriels et technologiques entre sociétés de Rhône-Alpes et du Parana.
- Préparation par ERAI de la mission collective d'entreprises rhônalpines au Brésil (le Parana, Rio de Janeiro et Sao Paulo) en mai/juin 2009, à l'occasion de l'Année de la France au Brésil et dans le cadre du volet économique de la mission des Quatre Moteurs pour l'Europe au Brésil.
- Accueil d'« experts cluster » brésiliens par des clusters et pôles de compétitivité rhônalpins dans le but de faciliter le rapprochement entre ce type de structures françaises et brésiennes. Ces courts séjours (3 à 5 jours) sont organisés par ERAI et financés par un dispositif régional spécifique.

Échanges universitaires et scientifiques

- Poursuite et renforcement de la mobilité étudiante entre établissements partenaires de Rhône-Alpes et du Parana à l'aide des dispositifs régionaux spécifiques.
- Préparation d'une mission universitaire et scientifique rhônalpine au Parana, en novembre 2008, conduite par le Vice-président du Conseil régional délégué à l'enseignement supérieur et à la recherche, dans le but d'encourager de nouveaux partenariats interuniversitaires, d'identifier des domaines prioritaires de coopération universitaire et scientifique et de signer un avenant spécifique à l'accord général de coopération.
- Programme d'échanges, de rencontres et de conférences universitaires et scientifiques entre Rhône-Alpes et le Brésil (y compris le Parana) dans le cadre du projet « Arcus-Brazil » remporté à l'automne 2007 par un consortium rhônalpin soutenu par la Région Rhône-Alpes.
- Mise en place, par l'INSA Lyon et la PUC Parana, avec un soutien de la Région Rhône-Alpes, d'un congrès biennal des mathématiques. La première édition aura lieu à Curitiba en septembre 2009.
- Échanges entre Rhône-Alpes et le Parana sur le thème du rôle social de l'université, en partenariat avec la Catalogne. Une première rencontre aura lieu en Rhône-Alpes en décembre 2008, puis une conférence sera organisée au Parana en mai/juin 2009.
- Mise en place d'un partenariat sur le thème de l'économie de connaissance (notamment dans le domaine des énergies renouvelables).

Éducation et formation

- Poursuite de l'appui méthodologique, pédagogique et technologique à l'École du Lait et du Fromage à Castro. Organisation, en mai/juin 2009 au Parana, d'un séminaire franco-brésilien sur la production fromagère, avec la participation des experts rhônalpins.

Agriculture, développement rural et secteur agro-alimentaire

- Poursuite des échanges et préparation d'une mission technique au Parana, début 2009, sur les 4 thématiques retenues (politique qualité et circuits courts ; agriculture bio ; agro-écologie ; forêt). Il est prévu que cette mission soit réalisée conjointement avec une délégation québécoise (le Québec est le partenaire de Rhône-Alpes depuis 20 ans et le Parana cherche à nouer des collaborations avec cette province canadienne, notamment dans le secteur agro-alimentaire).
- Appui financier de la Région Rhône-Alpes à la réalisation en 2008 d'un programme de formation en agro-écologie destiné à des communautés paysannes défavorisées du Parana (des sans-terre, petits paysans familiaux, ...)

Environnement, énergie, développement durable

- Poursuite des échanges techniques dans le domaine des énergies renouvelables (notamment la méthanisation et biocarburants/huiles végétales pures)
- Échanges relatifs à la problématique des changements climatiques (crédits carbone) et de la préservation de la biodiversité (couloirs de la biodiversité)
- Accueil d'experts et d'entreprises du Parana à Lyon, à l'occasion du salon Pollutec (technologies environnementales) en décembre 2008 et au salon des énergies renouvelables en février 2009. Organisation pour ces participants brésiliens, par ERAI, en complément du programme des salons, de rencontres « sur mesure » et de visites de sites industriels et technologiques.

Culture

- Préparation en cours par plusieurs acteurs culturels rhônalpins (Institut Lumière ; compagnies Transe Express, Malka et Käfig ; auteur et metteur en scène Gilles Pastor, artiste plasticien Pierre David) de spectacles de danse, de théâtre et de théâtre de rue ainsi que d'expositions qui seront présentés au Parana et dans d'autres états pendant l'Année de la France au Brésil. Avec un soutien financier de la Région Rhône-Alpes et de CulturesFrance.

Moyens humains mis à disposition	En France		À l'étranger	
	<ul style="list-style-type: none"> - une coordinatrice du partenariat avec le Parana (la responsable du service « Amériques » au sein de la Direction Europe, Relations internationales et Coopération (DERIC), Région Rhône-Alpes) - des correspondants au sein des directions thématiques concernées de la Région Rhône-Alpes - une correspondante « économie » au sein d'ERAI (Entreprise Rhône-Alpes International) 	<ul style="list-style-type: none"> - un coordinateur « institutionnel » auprès du Gouvernement de l'Etat du Parana (le responsable du bureau de représentation du MAE brésilien au Parana – EREPAR) - des correspondants au sein des secrétariats d'État concernés du gouvernement du Parana - un coordinateur «économique» au sein du Gouvernement de l'État du Parana (le secrétaire d'État à l'Industrie, au Commerce et aux Affaires Mercosul) 		
Autres partenaires (pour les actions en cours)	Nom	Type de partenaire (association, institution, collectivité territoriale...)	Rôle du partenaire (financier, technique...)	
En France	<p><i>Liste non exhaustive</i></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. ERAI (Entreprise Rhône-Alpes international) 2. Chambre régionale d'Agriculture Rhône-Alpes 3. Comité de Promotion de Produits agro-alimentaires Rhône-Alpes (R3AP) 4. Rhône-Alpes Tourisme (CRT) 5. Rhône-Alpes Énergie Environnement (RAEE) 6. CCI de Lyon et CRCI Rhône-Alpes 7. CGPME Rhône-Alpes 8. L'Université de Lyon, l'Université de Grenoble, l'INSA Lyon, l'ISARA Lyon, ... 9. École nationale du Lait et de la Viande (ENILV) 10. Ville de Lyon 11. Institut Lumière à Lyon 12. compagnies et artistes rhônalpins (Transe Express, Malka, KäfigGilles Pastor, Pierre David, ...) 	<ol style="list-style-type: none"> 1. association 2. chambre consulaire 3. association 4. association 5. association 6. chambres consulaires 7. confédération 8. établissements d'enseignement supérieur 9. établissement d'enseignement professionnel 10. collectivité locale (partenariat avec la Ville de Curitiba) 11. établissement culturel 12. associations 	<ol style="list-style-type: none"> 1. technique et financier 2. technique et financier 3. technique et financier 4. technique et financier 5. technique 6. technique et financier 7. technique et financier 8. technique et financier 9. technique 10. technique et financier 11. technique et financier 12. technique 	

À l'étranger	Liste non exhaustive		
	1. Fédération des Industries du Parana (FIEP)	1. fédération	1. technique et financier
	2. Université fédérale du Parana (UFPR) et les universités de l'État du Parana (à Maringa, Londrina, Ponta Grossa)	2. établissements d'enseignement supérieur	2. technique et financier
	3. Ville de Curitiba	3. collectivité	3. technique et financier
	4. Alliance française de Curitiba	4. association	4. technique
	5. Consulat honoraire de Curitiba	5. consulat	5. technique
	6. Chambre de Commerce franco-brésilienne à Curitiba	6. chambre consulaire	6. technique et financier
7. Musée Oscar Niemayer à Curitiba	7. établissement culturel	7. technique et financier	

Contacts				
	Noms	Fonctions	Tél. / Fax	E. Mail
Élu	M. Jean BESSON	Vice-président du Conseil régional Rhône-Alpes délégué aux Affaires européennes et aux Relations internationales ; Sénateur de la Drôme	Tél.: 04 72 59 53 55 Fax : 04 72 59 48 05	jbesson@rhonealpes.fr
Fonctionnaire	Mme Lucyna GRAVIERE	Responsable du service « Amériques » ; coordinatrice Brésil ; Direction Europe, Relations internationales et Coopération	Tél.: 04 72 59 51 78 Fax : 04 72 59 45 88	lgraviere@rhonealpes.fr

Perspectives et évaluation	
Perspectives du projet et du partenariat	<ul style="list-style-type: none"> - Poursuite des actions engagées dans les différents domaines du partenariat - Recentrage des actions futures sur des thématiques prioritaires - Renforcement des collaborations multilatérales sur certains sujets (énergies renouvelables, avec la Pennsylvanie ; agriculture et agro-alimentaire, avec le Québec ; concept des « Quatre Moteurs », avec les collectivités territoriales concernées européennes et du Mercosul ; « Mosaïques des territoires », avec les réseaux français et brésilien ; ...) - Recherche des co-financements (notamment européens) pour la réalisation des projets d'une plus grande envergure et nécessitant des partenariats multiples
Évaluation envisagée	<p>Les réunions du comité de pilotage (février 2006, février 2007 et la prochaine – en mai/juin 2009) permettent d'identifier des projets de coopération et d'assurer la cohérence et la continuité des actions engagées. Elles sont également l'occasion de faire régulièrement un bilan des opérations réalisées, de les évaluer quantitativement et qualitativement et de réajuster le programme de coopération en fonction des besoins et des résultats de cette évaluation.</p>

Fiche de présentation du partenariat : CG de Charente-Maritime/Bahia & Salvador

Collectivité territoriale française (nom, population, superficie...)	Conseil Général de Charente-Maritime (557 000 habitants, 689 273 ha)
Collectivité territoriale étrangère (nom, population, superficie...)	État de Bahia (Brésil) (13,2 millions d'habitants, 568 296 km2) et Ville de Salvador (Brésil) (depuis le renouvellement de la convention le 15 avril 2007)
Type de coopération (Accord cadre, jumelage...)	15 Octobre 2003
Date de mise en place :	

Présentation des actions	
Champs d'action	Nautisme, échanges culturels, échanges scolaires et universitaires, développement économique, aide sociale
Actions engagées depuis 2003	1) Développement de la filière nautique au Terminal Nautique de Salvador (création d'une structure chargée de l'accueil des courses à la voile et d'une école de voile, avec une perspective de mise en place de location de bateaux) 2) Développement des échanges culturels (danse, théâtre, expositions, concerts, littérature, ...) 3) Promotion des échanges scolaires et universitaires (allocations de bourses aux étudiants français et brésiliens, soutien aux missions d'enseignement et de recherche des professeurs) 4) Développement économique (soutien aux missions de prospection économique) 5) Actions dans le domaine social (aide aux associations oeuvrant pour les jeunes défavorisés)
Projets/ actions en cours de réalisation	idem
	En France : 1 Directeur et 2 agents
	Descriptif des actions
	idem

Autres partenaires (pour les actions en cours)	Nom	Type de partenaire (association, institution, collectivité territoriale...)	Rôle du partenaire (financier, technique...)
En France	Grand Pavois Organisation, Université de La Rochelle, Lycée Hôtelier de la Rochelle, Conservatoire de La Rochelle, Chambre de Commerce et d'Industrie de La Rochelle		Financier et technique
À l'étranger	Centre Nautique de Bahia, Fondation Culturelle de Bahia, Alliance Française de Salvador, Mairie de Salvador, Association Vida Brazil		Financier et technique

Contacts				
	Noms	Fonctions	Tél / Fax	E. Mail
Élu	Bernard ROCHET Jean-Marie ROUSTIT	3 ^{ème} Vice-Président Vice-Président	05.46.87.72.72	coopération@cg17.fr
Fonctionnaire	Philippe DE VALENCE Céline POUZIN	Directeur de la Mer et de la Coopération Chargée de la Coopération	05.46.87.72.72	coopération@cg17.fr

Perspectives et évaluation	
Perspectives du projet et du partenariat	Développement de la filière ostréicole et/ou mytilicole à Salvador

Fiche de présentation du partenariat : CU de Dunkerque/Vitoria

Collectivité territoriale française (nom, population, superficie...)	Communauté Urbaine de Dunkerque 210 000 habitants (18 communes) 25 478 hectares
Collectivité territoriale étrangère (nom, population, superficie...)	Vitoria (Brésil) 300 000 habitants
Type de coopération (Accord cadre, jumelage...)	
Date de mise en place :	2005

Présentation des actions

Champs d'action	Intercommunalité, développement urbain, environnement industriel, développement économique-portuaire, démocratie participative, culture, échanges universitaires
------------------------	---

Contacts

	Noms	Fonctions	Tél / Fax	E. Mail
Élu	Gracienne DAMMAN	Vice-Présidente chargée du développement culturel d'agglomération et des Relations extérieures		
	Claude NICOLET	Conseiller communautaire délégué chargé de la Coopération décentralisée		
Fonctionnaire	Rose-Anne BISIAUX	Chargée de Mission Relations Internationales	03.28.62.71.08 03.28.62.71.16	rose-anne.bisiaux@cud.fr

Perspectives et évaluation

Perspectives du projet et du partenariat	<ul style="list-style-type: none"> - poursuite des échanges techniques sur la revitalisation du centre-ville (appui et renforcement de la maîtrise d'ouvrage) - approfondissement des échanges économiques et portuaires - développement des échanges universitaires (école de commerce, laboratoire de recherche sur l'environnement industriel) - préparation de l'année de la France au Brésil en 2009 (projets culturels et urbains) - élaboration d'un projet sur la thématique de la démocratie participative - élaboration d'un projet d'échanges de lycéens sur la thématique du développement durable.
---	---

Fiche de présentation du partenariat : CU de Dunkerque/Corumba

Collectivité territoriale française (nom, population, superficie...)	Communauté Urbaine de Dunkerque 210 000 habitants (18 communes) 25 478 hectares
Collectivité territoriale étrangère (nom, population, superficie...)	Corumba (Brésil) 100 000 habitants
Type de coopération (Accord cadre, jumelage...)	Accord de coopération
Date de mise en place :	2005

Présentation des actions

Champs d'action	Coopération Transfrontalière, inclusion sociale, démocratie participative, culture
------------------------	---

Contacts

	Noms	Fonctions	Tél / Fax	E. Mail
Élu	Gracienne DAMMAN	Vice-Présidente chargée du Développement culturel d'agglomération et des Relations extérieures		
	Claude NICOLET	Conseiller communautaire délégué chargé de la Coopération décentralisée		
Fonctionnaire	Rose-Anne BISIAUX	Chargée de Mission Relations Internationales	03.28.62.71.08 03.28.62.71.16	rose-anne.bisiaux@cud.fr

Perspectives et évaluation

Perspectives du projet et du partenariat	Coopération actuellement en sommeil
---	-------------------------------------

Fiche de présentation du partenariat : Le Genest-Saint-Isle/ Herval do Sul (associés Pedras Altas, Arroio Grande, Pedro Osorio)

Collectivité territoriale française (nom, population, superficie...)	Ville de Le Genest St Isle (53) 2000 habitants, 1900 ha Elargissement progressif à d'autres communes de la communauté de communes.
Collectivité territoriale étrangère (nom, population, superficie...)	Municipe de Herval do Sul , en associant les municipes voisins de Pedras Altas, Arroio Grande et Pedro Osorio (Brésil) HERVAL : 7000 habitants, 180 000 ha
Type de coopération (Accord cadre, jumelage...)	Accord de coopération décentralisée.
Date de mise en place :	2003

Présentation des actions		
Champs d'action	Titre : Ensemble pour un développement rural durable	
Actions engagées depuis 2003	Echanges scolaires, appui aux familles nouvellement installées par la réforme agraire, échanges sur la gestion municipale, appui à la création d'une fromagerie, ...	
Projets/ actions en cours de réalisation	Intitulé du projet	Descriptif des actions
	Echanges scolaires	Correspondances, transmission de dessins, photos, accueil dans les classes
	Appui aux installés de la réforme agraire	Partage d'expériences entre agriculteurs, éleveurs laitiers (conduite des prairies, entraide de groupe, plantation de haies, ...)
	Appui à la mise en place d'une fromagerie	Stages et formation à la transformation fromagère.
	Gestion municipale et dynamisation du tissu économique et social	Partage d'expérience et appui ponctuel sur certaines actions, comme le lancement d'une bibliothèque itinérante, marché de produits fermiers, ...
	Cours de portugais sur la commune du Genest	Cours hebdomadaire de 1h 30
Moyens humains mis à disposition	En France	À l'étranger
	Temps partiel de personnel communal Implication d'habitants de la commune et communes environnantes	Temps partiel de personnel municipal Implication de l'association des « assentados » et des autres habitants des 4 municipes

Autres partenaires (pour les actions en cours)	Nom	Type de partenaire (association, institution, collectivité territoriale...)	Rôle du partenaire (financier, technique...)
En France	Holos Environnement Développement France	Association qui conduit des actions de développement au Brésil	Assure l'animation du projet de développement agricole
	Réseau Agriculture Durable	Groupes d'agriculteurs de l'Ouest de la France en marche vers une agriculture durable	Participe aux échanges d'expériences et diffuse des documents techniques.
À l'étranger	Associao dos agricultores	Association liée au mouvement des sans terre (MST)	Formation et appui technique des initiatives agricoles

	assentados		
--	------------	--	--

Contacts				
	Noms	Fonctions	Tél / Fax	E. Mail
Élu	Mme Nicole BOUILLON	Maire de la commune Conseillère générale	02 43 02 11 95	mairie.le.genest.saint.isle @wanadoo.fr
Fonctionnaire				

Perspectives et évaluation	
Perspectives du projet et du partenariat	<p>Cette zone de pampa, faiblement peuplée, sans infrastructures, est peu accueillante pour les nouveaux arrivants assentados.</p> <p>Certaines familles repartent, mais une majorité s'enracine et peu à peu les productions agricoles s'organisent, la production laitière progresse et les assentados s'impliquent dans la vie municipale.</p> <p>Tout cela reste encore fragile. Les échanges agissent au niveau des techniques de production et d'organisation mais aussi sur la dynamique sociale.</p>
Évaluation envisagée	<p>Chaque mission donne lieu à une évaluation à chaud. Le courrier électronique permet de communiquer en continu et de suivre les projets Une évaluation avec un recul de 3 à 5 ans est à prévoir.</p>

Fiche de présentation du partenariat : Joinville-le-Pont/Joinville

Collectivité territoriale française (nom, population, superficie...)	Ville de Joinville-le-Pont 17 500 habitants
Collectivité territoriale étrangère (nom, population, superficie...)	Ville de Joinville (État de Santa Catarina - Brésil) 450 000 Habitants 1 183 km2
Type de coopération (Accord cadre, jumelage...)	Villes soeurs
Date de mise en place :	2001

Présentation des actions

Champs d'action	Jumelage artistique	
Actions engagées depuis 2003	Relations d'amitié entre Joinville-le-pont et Joinville Santa Catarina au Brésil Visites des élus de Joinville SC à JLP (3 fois) Voyages de joinvillais de JLP au Brésil Accueil de 5 artistes danseurs et musiciens de l'école du Bolchoi de Santa Catarina, à JLP	
Projets/ actions en cours de réalisation	Intitulé du projet	Descriptif des actions
	Accueil des danseurs de l'école du Bolchoi au Brésil, à JLP du 1 ^{er} au 4 février 2006	Master class avec Amarildo Cassiano, professeur de danse contemporaine, au Bolchoi Stage de danse contemporaine Public : élèves de danse de l'association FANAC danse de JLP (450 élèves)
Moyens humains mis à disposition	En France : Le service des animations culturelles – secteur jumelage (1/4 personne)	
	À l'Étranger :	

Contacts

	Noms	Fonctions	Tél/Fax	E. Mail
Élu	Pierre MARCHADIER	Conseiller municipal délégué culture et coopération internationale	0149766070	
Fonctionnaire	Laure TAAR	Responsable du service des animations culturelles	idem	culturel@ville-joinville-le-pont.fr

Perspectives et évaluation

Perspectives du projet et du partenariat	Une ou deux élèves danseuses de Joinville-le-pont partiront étudier la danse au Bolchoi en 2007
Évaluation envisagée	

Fiche de présentation du partenariat : Montreuil/Diadema

Collectivité territoriale française (nom, population, superficie...)	Ville de Montreuil 100 000 habitants 892 ha
Collectivité territoriale étrangère (nom, population, superficie...)	Ville de Diadema (Brésil) 400 000 habitants
Type de coopération (Accord cadre, jumelage...)	
Date de mise en place :	2002

Présentation des actions

Champs d'action	Santé, échanges universitaires et linguistiques, prévention de la délinquance, développement économique, environnement, démocratie participative, culture, sport, loisirs, coopération multilatérale
Actions engagées depuis 2003	<p>Intitulé du projet</p> <p>Jeunesse :</p> <ul style="list-style-type: none"> * Accueil de trois étudiants de Diadema (2004 à 2007) * Accueil de jeunes de Diadema dans les centres de vacances montreuillois en tant qu'agents municipaux (été 2005) * Accueil à Diadema d'un groupe de danse montreuillois (janvier 2004) * Accueil à Diadema de 15 jeunes montreuillois (octobre 2005) <p>Démocratie participative :</p> <ul style="list-style-type: none"> * Accueil à Diadema d'une délégation montreuilloise pour des échanges dans le domaine de la démocratie participative (avril 2004) <p>Prévention de la délinquance</p> <ul style="list-style-type: none"> * Accueil d'une délégation de policiers de proximité (octobre 2005) * Accueil à Diadema d'une délégation pour des échanges dans le domaine de la prévention de la délinquance (octobre 2005) <p>Coopération sud-sud et assainissement</p> <ul style="list-style-type: none"> * Mission de M. Filippi, maire de Diadema, au Mali pour étudier les modalités de participation de Diadema dans le Programme d'Appui pour le Développement Durable de Yélimané (PADDY), volet collecte sélective et assainissement (avril 2005) * Mission de la mairie de Montreuil et du ministère de l'agriculture malien au Brésil pour la mise en œuvre de la coopération sur l'assainissement et le bio-carburant (juillet 2006) * Mission de Diadema au Mali dans le cadre du projet sur l'assainissement <p>Santé :</p> <ul style="list-style-type: none"> * Accueil à Montreuil d'une délégation de médecins pour des échanges dans le domaine de la gestion du SAMU (octobre 2005) <p>Promotion de la coopération Montreuil - Diadema</p> <ul style="list-style-type: none"> * Participation conjointe des deux villes au Forum des Autorités Locales de Périphéries (février 2006 - Nanterre) * Participation conjointe des deux villes aux 1ères assises de la coopération décentralisée franco-brésilienne (Marseille – mai 2006) . Présidence de l'atelier jeunesse. Table ronde sur la coopération multilatérale et sud-sud. * Participation conjointe des deux villes aux 2èmes assises de la coopération décentralisée franco-brésilienne (Belo Horizonte – novembre 2007). Table ronde sur la coopération nord-sud-sud, projection d'un film sur le partenariat tripartite entre Diadema, Montreuil et le cercle de Yélimané au Mali. Participation à l'atelier jeunesse.

	Développement économique : *Accueil à Montreuil d'une délégation d'entreprises de Diadema (mars 2006). Culture : * Accueil à Montreuil de deux artistes de Diadema pour participer à l'exposition « L'accrochage de printemps » (février 2008).	
Projets/ actions en cours de réalisation	Intitulé du projet	Descriptif des actions
	Développement économique : Accueil d'entreprises de Montreuil et du département de la Seine Saint Denis à Diadema	Dernier trimestre 2008. Présentation de l'économie brésilienne, présentation du panorama économique de l'Etat de Sao Paulo et de Diadema, rencontres avec des entreprises. Participation au forum économique, organisé par Ubifrance à Sao Paulo du 8 au 15 novembre
	Echanges universitaires et linguistiques Accueil de 2 nouveaux étudiants de Diadema à Montreuil	Accueil à Montreuil prévu début septembre 2008
	Accueil de stagiaires de Montreuil à Diadema pendant 2 mois	Accueil à Diadema prévu en juin 2008
Moyens humains mis à disposition	En France : 1 personne	
	À l'Étranger : 1 personne	

Autres partenaires (pour les actions en cours)	En France	À l'étranger
Nom	Cités Unies France Ministère des affaires étrangères Ambassade du Brésil Centre hospitalier Montreuil SAMU 93 Chambre de commerce et d'industrie de Paris	

Contacts				
	Noms	Fonctions	Tél / Fax	E. Mail
Élu	Alexandre TUAILLON	Adjoint à la Maire, délégué à la vie associative, aux Affaires européennes et à la Coopération internationale	01 48 70 69 69	
Fonctionnaire	Jacques PERROT	Responsable des échanges internationaux, à la coopération décentralisée et à la francophonie	01 48 70 63 68	Jacques.perrot@mairie-montreuil93.fr
	Reinhard UHLIG	Chargé de mission aux échanges internationaux, à la coopération décentralisée et à la francophonie	01 48 70 62 71	reinhard.uhlig@mairie-montreuil93.fr

Fiche de présentation du partenariat : Nantes/ Recife

Collectivité territoriale française (nom, population, superficie...)	Ville de Nantes 280 600 Habitants, sur 6 600 ha
Collectivité territoriale étrangère (nom, population, superficie...)	Recife (Brésil) 1, 4 million d'habitants sur 220 km ²
Type de coopération (Accord cadre, jumelage...)	Accord de coopération
Date de mise en place :	29 août 2003

Présentation des actions

Champs d'action	Échanges culturels, Economie populaire et solidaire, Aspects environnementaux, Echanges d'expériences	
Actions engagées depuis 2003	Réseau des villes-Approche multiculturelle <ul style="list-style-type: none"> - Coopérations culturelles - Économie solidaire et démarches participatives - Aménagement urbain, - Soutien au Centre d'Economie populaire de Caranguejo-Tabaiaras, - Exposition Recife à Nantes (2003) et Nantes à Recife (2005), - Participation de Recife au séminaire sur les friches industrielles (2005), - Exposition sur le Maracatu à Cosmopolis (2006), - Résidence d'artiste et échanges entre les deux Musées des Beaux-Arts (2004-2005), - Séminaire sur l'Eau à Recife (2004), - 14 juillet 2005, présence de Recife à Nantes dans le cadre des animations d'Été, - Echanges musiques actuelles (2004), - Marché de Noël (2005). 	
Projets/ actions en cours de réalisation	Intitulé du projet	Descriptif des actions
	<ul style="list-style-type: none"> - Poursuite du soutien au centre d'Economie Populaire de Caranguejo-Tabaiaras - Participation au Forum des Droits Humains - Rencontre franco-brésilienne de la coopération décentralisée à Marseille (2006) et Belo Horizonte (novembre 2007) - « Produire au Sud », Festival des 3 Continents à Recife. - Edition poétique bilingue - Relance d'une réflexion partagée sur l'économie solidaire - Projet d'expo-résidence entre le Musée des Beaux-Arts de Nantes et le MAMAM de Recife (2008) 	
Moyens humains mis à disposition	En France	À l'étranger
	Une personne au sein de la Mairie de Nantes	Un volontaire du progrès + service ville de Recife

Autres partenaires (pour les actions en cours)	Nom	Type de partenaire (association, institution, collectivité territoriale...)	Rôle du partenaire (financier, technique...)
En France		Associations nantaises travaillant avec le Brésil <ul style="list-style-type: none"> - Association Frères des Hommes - Ville de Recife - Consulat Général de France à Recife - Communauté Urbaine de Nantes - Festival des Rendez-Vous de l'Erdre et des 3 Continents - Musée des Beaux Arts 	

Contacts				
	Noms	Fonctions	Tél / Fax	E. Mail
Élu	Jean-Philippe MAGNEN	Adjoint au député- maire de Nantes	02 40 41 92 21 02 40 41 90 84	jean-philippe.magnen @mairie-nantes.fr
Fonctionnaire	Jean-Jacques DERRIEN	Directeur de la Mission Coopération et Solidarité Internationales	02 51 89 73 30 02 50 89 73 40	Jean-jacques.derrien@mairie- nantes.fr

Perspectives et évaluation	
Perspectives du projet et du partenariat	
Évaluation envisagée	

Fiche de présentation du partenariat : Paris/Rio de Janeiro

Collectivité territoriale française (nom, population, superficie...)	Ville de Paris Capitale 2 millions d'habitants
Collectivité territoriale étrangère (nom, population, superficie...)	Rio de Janeiro (Brésil) 7 millions d'habitants
Type de coopération (Accord cadre, jumelage...)	Convention biannuelle
Date de mise en place :	Janvier 2004

Présentation des actions

Champs d'action	Urbanisme et aménagement, transport	
Actions engagées depuis 2003	Rénovation urbaine du quartier de São Cristovão Réflexion stratégique sur le système de transport pour le centre-ville. 2006-2008 (convention biannuelle)	
Projets/ actions en cours de réalisation	Intitulé du projet	Descriptif des actions
	<p>Ce projet vise à répondre à une demande formulée, dans le domaine de la réhabilitation des centres urbains, par le Maire de Rio au Maire de Paris lors du déplacement de ce dernier au Brésil en janvier 2004.</p> <p>Les premiers échanges ont permis de passer d'un projet focalisé sur le réaménagement partiel d'une zone souffrant d'une mauvaise image à l'élaboration commune d'un projet urbain proposant une vision et une dynamique nouvelle pour l'ensemble du quartier, en jouant sur ses atouts valorisables.</p> <p>Les premières missions parisiennes (2004) ont permis de constituer des équipes de travail impliquant, autour d'un noyau dur d'experts, un panel de spécialistes mobilisables en fonction des besoins. Elles ont aussi permis de définir une approche territoriale multisectorielle, d'analyse et d'élaboration d'objectifs.</p> <p>Du côté brésilien, une des premières étapes a été la décision de la Mairie de Rio de Janeiro de constituer, par décret en 2005, un groupe de travail ad hoc, transversal et pluridisciplinaire sous le pilotage direct du Maire, impliquant les principales institutions municipales et chargé de conduire le projet dans toutes ses composantes.</p> <p>Une autre étape importante a été en janvier 2006 la validation, faite par le Maire de Rio de Janeiro par décret, du projet de réhabilitation</p>	<p>Depuis la mise en place du partenariat, l'action essentielle a été de bâtir ensemble un projet urbain global intégrant différents projets sectoriels et articulant des interventions de différentes natures. Ce plan a été donc été approuvé par décret du Maire de Rio de Janeiro en janvier 2006.</p> <p>Ce projet se développe, d'une part, au plan local : réaménagement de la rue São Luis Gonzaga et de ses abords, restructuration de la place de Largo da Cancela (centre de gravité historique du quartier São Cristovão), réappropriation des rues Bela et Figuera de Melo afin qu'elles deviennent un véritable axe urbain autour duquel pourra se structurer toute la partie Est du quartier jusqu'à la baie de Guanabara, aménagement de l'entrée du parc entre la rue São Luis Gonzaga et la Quinta, liaison en tunnel entre la rue Sinimbu et la rue de Predeira avec les aménagements sur la petite favela et la brasserie.../..</p> <p>D'autre part, le projet se développe sur l'ensemble du secteur de São Cristovão en intégrant sa périphérie (Maracaña) afin de mieux l'intégrer dans la ville environnante. L'enjeu est d'établir des relations fortes entre le Nord et le Sud du site depuis le quartier du stade Vasco de Gama jusqu'à l'université et le stade de Maracaña, et de valoriser le site de la Quinta da Boa Vista.</p> <p>A titre d'illustration, le projet du Plan de Sauvegarde du Patrimoine Urbain (APAC), dont une première version a été discutée en mai 2007,</p>

	<p>intégrée du quartier de São Cristovão préparé par le groupe de travail.</p> <p>Enfin, il convient de mentionner que ces actions ont été menées avec le soutien du Ministère Français des Affaires Etrangères et de son programme de développement urbain « Cidade Brasil », avec la Caisse Economique Fédérale (CAIXA) et le ministère brésilien des Villes.</p> <p>D'ailleurs, cette coopération décentralisée a été formalisée dans une convention signée en octobre 2006 liant tous ces acteurs pour deux années.</p>	<p>a intégré les orientations fixées dans le plan stratégique pour São Cristovão.</p> <p>La construction d'une méthodologie de travail entre les Villes de Paris et de Rio de Janeiro, mais aussi dans la mise en place du projet sur le plan local est aussi un acquis de cette coopération. Paris a constitué une équipe pluridisciplinaire et transversale en complétant les compétences de ses experts par celles de ses partenaires techniques, telle son agence d'urbanisme, l'Atelier Parisien d'Urbanisme (APUR) ou sa SEM d'éradication de l'habitat insalubre (SIEMP. Du côté brésilien, le groupe de travail mis en place à l'occasion de cette coopération décentralisée se révèle être un lieu d'échange multidisciplinaire où les différents services de la Ville de Rio peuvent confronter leurs actions, leurs visions et œuvrer en commun sur un même projet. Se sont, en effet, plus de 70 experts, des différents secrétariats municipaux de la Mairie de Rio, de l'Etat de Rio, de la CAIXA et de l'Etat fédéral qui ont été associés aux actions.</p> <p>Liste des actions en cours de réalisation Les dernières missions réalisées et l'avancée des réflexions et travaux des experts brésiliens ont permis de dégager des nouvelles déclinaisons locales du projet urbain :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La restructuration du Largo da Cancela et la rua Dom Meinrado autour des enjeux d'aménagement de l'esplanade en correspondance avec l'échelle du grand parc de la Quinta, de conservation d'éléments patrimoniaux (façades), et de facilitation du cheminement piéton. - La voie nord-sud : Sinimbu / Pedreira. Cet axe, fondamental pour le nouvel aménagement, sera le seul espace de liaison directe nord-sud dans ce secteur et constitue une véritable limite à l'extension de la favela de la Mangueira. - La rue Ceara et la gare Leopoldina. L'enjeu serait de revaloriser complètement cette partie du site, de donner une nouvelle entrée sud au quartier Sao Cristovão et donc une véritable liaison avec les nouveaux aménagements prévus autour de la Quinta de la Boa Vista. - La promenade autour de la Quinta. L'installation d'une grande promenade plantée pourrait devenir être un élément fort d'identification et de valorisation de tout le quartier de Sao Cristovão et de ses alentours.
--	---	---

		<p>- Opérations de constructions de logements sociaux (plus de 1 000 logements pour les ménages pauvres) réutilisant le patrimoine bâti du quartier et les opportunités foncières présentes (requalification de friches industrielles)</p> <p>- Agrandissement du zoo, exploitant la colline du Morro do Telegrapho pour créer un espace zoo botanique.</p> <p>Les perspectives Le recours au partenariat public/ privé sur des intervention foncières semble la piste la plus intéressante pour essayer de dégager des ressources financières sur le projet.</p> <p>Il est maintenant nécessaire d'opérer un passage depuis le tracé des espaces publics (voies, places, jardins) vers celui des espaces privés des îlots qui les bordent afin de connaître les potentialités constructives que ceux-ci recèlent et commencer ainsi à établir un bilan financier de l'opération.</p> <p>Il s'agit donc maintenant d'initier une recherche foncière de tous les territoires constructibles dans le quartier Sao Cristovão, notamment autour de la Quinta, d'en évaluer les constructibilités, d'en dégager les recettes possibles et commencer à établir un bilan recette/dépense de l'opération afin de connaître la réalité financière du projet.</p> <p>Par ailleurs, il s'agit aussi pour la Ville de Paris de mobiliser, par exemple à l'occasion d'une prochaine mission, à l'expertise d'un spécialiste de ce type d'intervention urbaine coordonnée issu d'une SEM d'aménagement, telle la SEMAPA.</p> <p>Enfin, l'habitat social constitue un axe de coopération à développer, en particulier, comme le souhaite aujourd'hui la Mairie de Rio de Janeiro, en expérimentant du logement social locatif.</p>
Moyens humains mis à disposition	En France : La pluridisciplinarité de l'équipe parisienne a été construite en complétant les compétences des experts municipaux par celles de partenaires techniques de la Mairie, tels que l'APUR ou la SEM spécialisée dans le logement social et l'éradication de l'habitat insalubre, la SIEMP ou encore la RIVP pour les partenariats publics privés.	
	A l'Etranger : Plus de 70 experts, des différents secrétariats municipaux de la Mairie de Rio, de l'Etat de Rio, de la Caisse Economique Fédérale (CAIXA) et de l'Etat fédéral, ont été associés aux actions.	

Autres partenaires (pour les actions en cours)	Nom	Type de partenaire (association, institution, collectivité territoriale...)	Rôle du partenaire (financier, technique...)
En France	- L'Atelier Parisien d'Urbanisme - Société immobilière mixte de la Ville de Paris (SIEMP) - Régie Immobilière de la Ville de Paris (RIVP)	- Association - SEM - SEM	- Technique - Technique - Technique
À l'étranger	- MAE programme cicade Brasil (Rio) - CAIXA - Ministère des Villes brésiliennes - Consulat Général de France à Rio	- État - Banque de développement (de type caisse des dépôts) - État Brésilien - État Français	- Technique et financier - Technique et financier - Appui et suivi - Appui et suivi

Contacts				
	Noms	Fonctions	Tél / Fax	E. Mail
Élu	Pierre SCHAPIRA	Adjoint au Maire chargé des Relations Internationales et de la Francophonie	01 42 76 50 64 01 42 76 60 40	pierre.schapira@paris.fr
Fonctionnaire	Michèle MARGUERON	Chargée de mission DGRI	01 42 76 52 53 01 42 76 58 75	michele.margueron@paris.fr

Perspectives et évaluation	
Perspectives du projet et du partenariat	Poursuite du partenariat sur les perspectives de mise en œuvre du projet urbain
Évaluation envisagée	Évaluation conjointe en 2009

CHILI



République du Chili		
Données générales (indicateurs géographiques, démographiques, macroéconomiques)		
Sources : MAE, CIA factbook		
Superficie : 756 626 km ²	Population urbaine : 88%	IDH : 37 ^e /177
Population : 16,6 millions hab. (2007)	Densité : 22 hab./km ²	Taux de chômage : 7,1% (2007)
Capitale : Santiago du Chili (6 millions hab.)	Unité monétaire : Peso chilien	Espérance de vie : 73,8 ans (hommes), 80,6 ans (femmes)
	PIB/tête : 9800 US\$ (2007)	Taux d'alphabétisation : 95,7%
Autres villes importantes : Valparaíso, Concepción, Antofagasta	Taux de croissance : +5,1% (2007)	Population sous le seuil de pauvreté : 13,7% (2006)
	Langue officielle : Espagnol	

Fiche de présentation du partenariat : CR Ile-de-France / Région Métropolitaine de Santiago

Collectivité territoriale française (nom, population, superficie...)	Conseil Régional d'Ile-de-France 11,4 millions d'habitants 12 012 km ²
Collectivité territoriale étrangère (nom, population, superficie...)	Région Métropolitaine de Santiago (Chili) 6,1 millions d'habitants 15 103,20 km ²
Type de coopération (Accord cadre, jumelage...)	Accord de coopération décentralisée
Date de mise en place :	Signature de l'Accord de coopération entre la Région Ile-de-France et la Région Métropolitaine de Santiago en avril 1995. Le programme d'action pluriannuel pour 2005-2008 a été défini lors du troisième Comité mixte de coopération organisé en Ile-de-France en mai 2005.

Présentation des actions

Champs d'action	Aménagement, urbanisme, transports, environnement, santé, développement social, développement économique, formation professionnelle, éducation, culture, coopération institutionnelle, tourisme
Actions engagées depuis 2003	<p>Transports - environnement : étude pour la mise en place d'un Plan Vert, mise en place d'un réseau d'éducation à l'environnement dans les jardins d'enfants, mise en place d'un projet de sensibilisation à l'environnement « Un enfant, Un arbre », étude d'impact environnemental autour de la mise en place de Transantiago (nouveau réseau de transports publics de la Région Métropolitaine)</p> <p>Santé - développement social : création d'un Centre d'artisanat dans la commune de La Florida (Santiago), soutien au Centre régional d'information et d'appui à la prévention du Sida (CRIAPS), mise en place d'un fonds de micro-crédit pour les habitants de la Région Métropolitaine n'ayant pas accès au système bancaire traditionnel, mise en place d'un programme d'alphabétisation digitale pour les parents d'élèves d'une école de la commune de Pudahuel (Santiago), création d'Ecoles de formation artistique pour les femmes de la Région Métropolitaine en situation de pauvreté, mise en place d'un programme « Pain et Famille », mise en place d'un Centre d'accueil pour enfants handicapés dans la commune de Cerro Navia (Santiago), création d'une Université du travailleur</p> <p>Education - culture : participation à la réhabilitation de la maison qui abrite désormais le Musée de la Solidarité Salvador Allende, mise en place d'un programme de formation à la musique baroque, mise à disposition de bourses d'études pour des étudiants de la Région Métropolitaine souhaitant poursuivre leurs études en Ile-de-France (tous les ans depuis 2003), mise en place d'un programme d'échange scolaire franco-chilien, participation à la Semaine culturelle chilienne en France (2005)</p> <p>Développement économique : participation à la Semaine française au Chili (chaque année depuis 2005)</p> <p>Aménagement - urbanisme : étude pour la réhabilitation des cités et passages dans la ville de Santiago</p> <p>Coopération institutionnelle : envoi d'une coopérante auprès des services de la Région Métropolitaine de Santiago (depuis mars 2005)</p> <p>Tourisme : échanges avec le Comité régional du tourisme d'Ile-de-France, en vue de l'élaboration d'une politique régionale du tourisme en Région Métropolitaine</p>

	Intitulé du projet	Descriptif des actions
Projets/ actions en cours de réalisation	Toutes les actions décrites ci-dessus sont actuellement en cours de réalisation, sauf quelques unes (surlignage jaune).	<p>Retour sur quelques actions :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Etude d'impact environnemental autour de la mise en place de Transantiago : en collaboration avec Airparif (maître d'œuvre) ; contenu : mesurer la qualité de l'air (en différents points de la Région Métropolitaine) avant et après la mise en place de Transantiago, afin d'en étudier l'impact environnemental ; montant du financement de la Région Ile-de-France : 200 000 euros. - Mise en place d'un fonds de micro-crédit pour les habitants de la Région Métropolitaine n'ayant pas accès au système bancaire traditionnel : en collaboration avec le Gouvernement basque (Espagne), la Fondation Micro-entreprise et Développement (fondation administratrice) et les Fondations Contigo, Un Techo para Chile et Fondo Esperanza (fondations opérationnelles) ; contenu : atteindre les secteurs les plus défavorisés de la population de la Région Métropolitaine par la mise à la disposition d'institutions de micro-crédit (reconnues pour leur expertise) d'un fonds rotatif alimenté par la Région Ile-de-France et le Gouvernement basque ; montant du financement de la Région Ile-de-France : 400 000 euros. - Bourses d'études : en collaboration avec l'Institut culturel franco-chilien (diffusion et sélection des candidats) ; contenu : attribuer, chaque année, 10 bourses de Master (durée : 1 ou 2 ans) à des étudiants de la Région Métropolitaine (ou du reste du Chili) souhaitant poursuivre leurs études en Ile-de-France (sélection selon 3 critères principaux : la maîtrise de la langue française, la condition sociale, la pertinence des études en fonction des défis de développement de la Région Métropolitaine).
Moyens humains mis à disposition	En France Un chargé de mission, qui suit l'accord de coopération avec la Région Métropolitaine de Santiago	À l'étranger Une coopérante, qui travaille en collaboration avec l'équipe internationale de la Région Métropolitaine de Santiago

Autres partenaires (pour les actions en cours)	Nom	Type de partenaire (association, institution, collectivité territoriale...)	Rôle du partenaire (financier, technique...)
En France	Airparif	Association	Technique / Opérationnel
	Centre régional d'information et de prévention du Sida Crips Ile-de-France	Association	Technique
	Comité régional du tourisme d'Ile-de-France	Association	Technique / Opérationnel
À l'étranger	Office National des Forêts - Région Métropolitaine (« Un enfant, Un arbre »)	Institution publique	Technique
	Ministère de la Santé (Secrétariat régional - Région Métropolitaine) (CRIAPS)	Organe déconcentré ministériel	Technique / Opérationnel et financier
	Gouvernement basque (Espagne)	Gouvernement autonome	Financier
	Fondation Micro-entreprise et Développement	Association	Technique
	Fondations Contigo, Un Techo Para Chile et Fondo Esperanza	Associations	Opérationnel
	Municipalité de Pudahuel (Ecole municipale Francisco Ochagavía Hurtado) (alphabétisation digitale)	Collectivité territoriale	Technique / Opérationnel et financier
	Gouvernement de la province de Melipilla (Ecoles de formation artistique et « Pain et famille »)	Collectivité territoriale	Technique / Opérationnel
	Municipalité de Cerro Navia (Université du travailleur)	Collectivité territoriale	Technique et financier
	Ambassade de France au Chili	Ambassade	Opérationnel et financier
	Chambre de commerce et d'industrie franco-chilienne (Semaine française au Chili)	Association	Technique et financier

Contacts				
	Noms	Fonctions	Tél / Fax	E. Mail
Élu	Janine HADDAD	Vice-présidente de la Région Ile-de-France, chargée des Affaires internationales et européennes	Tél : 01 53 85 64 06 Fax : 01 53 85 63 49	janine.haddad@iledefrance.fr
Fonctionnaire	Marie DEKELAERE-HANNA	Directrice des Affaires internationales et européennes de la Région Ile-de-France	Tél : 01 53 85 62 10 Fax : 01 53 85 62 19	marie.deketelaere-hanna@iledefrance.fr
	Rémi STAQUART	Chargé de mission à la Région Ile-de-France, en charge de la coopération avec la Région Métropolitaine de Santiago	Tél : 01 53 85 62 42 Fax : 01 53 85 62 19	remi.stoquart@iledefrance.fr

Perspectives et évaluation	
Perspectives du projet et du partenariat	A l'occasion d'une rencontre, en juillet 2007 à Paris, entre la responsable des Affaires internationales de la Région Métropolitaine et la Vice-présidente chargée des Affaires internationales et européennes de la Région Ile-de-France, il a été décidé de recentrer la coopération sur les compétences de la Région Ile-de-France, en fonction des priorités de la Région Métropolitaine. Des axes de coopération prioritaires ont alors été définis, parmi lesquels notamment les transports, l'environnement et le tourisme. Les actions à mettre en œuvre dans chacun de ces domaines seront déterminées lors du 4ème Comité mixte de coopération, qui se tiendra à Santiago durant le second semestre 2008 (décembre 2008 a priori).
Évaluation envisagée	Une évaluation de tous les projets de coopération est faite régulièrement par la coopérante en poste, sur place, à Santiago. Un bilan commun (Région Ile-de-France / Région Métropolitaine) de ces mêmes projets sera établi lors du prochain Comité mixte de coopération. A noter que quatre missions techniques (Tourisme, Aménagement du Territoire, Transports).
Comité Mixte	A priori, le Comité mixte devrait avoir lieu le 22 décembre (date à confirmer) à Santiago.

Fiche de présentation du partenariat : CG du Finistère/Chiloé

Collectivité territoriale française (nom, population, superficie...)	Conseil Général du Finistère 673 300 ha
Collectivité territoriale étrangère (nom, population, superficie...)	Province de Chiloé (Chili) 150 000 ha
Type de coopération (Accord cadre, jumelage...)	Convention de coopération signée en avril 2005 et complétée par une convention de coopération avec l'association des Municipalités de Chiloé signée en janvier 2007.
Date de mise en place :	Liens initiés en 2002

Présentation des actions

Champs d'action	Le partenariat Finistère-Chiloé repose sur deux finalités : favoriser la compréhension et l'ouverture réciproques des populations des deux territoires ; améliorer les conditions de vie des populations par la promotion du développement local. Pour cela, nous mettons en œuvre des actions visant l'appui et le renforcement du service public et de l'intérêt collectif et la création d'échanges de savoirs et de savoir-faire entre nos deux territoires autour de 3 principaux axes: le développement durable des territoires côtiers, le tourisme rural et la formation professionnelle des jeunes.	
Actions engagées depuis 2003	<p>- Volet « Développement durable des territoires côtiers » : appui aux municipalités de Chiloé sur le soutien aux activités de la pêche et de l'aquaculture à petite échelle, au moyen d'échanges d'expériences et d'appui technique entre les deux, afin de permettre à nos partenaires locaux de disposer d'outils de gestion durable de leurs territoires côtiers.</p> <p>- Volet « tourisme rural » : Mise en place d'une route touristique sur Chiloé (Ancud/ Castro/Dalcahue/Quemchi). Appui à l'élaboration de politiques territoriales de développement touristique. Développement des notions de certifications et de labellisation de produits touristiques.</p> <p>- Volet « formation professionnelle des jeunes » : Soutien au programme de Bourses « Marcel l'Aot » mené par l'association « Douar Nevez » pour permettre à une vingtaine de jeunes de Chiloé de poursuivre leurs études secondaires sur place.</p>	
Projets/ actions en cours de réalisation	Intitulé du projet	Descriptif des actions
	Volet « Aquaculture »	<p><u>Action 1</u> : Appui aux organisations professionnelles chilotes pour la "gestion des infrastructures portuaires et l'organisation du marché local de produits halieutiques" ;</p> <p><u>Action 2</u> : Préparation d'un projet conjoint de formation lié à l'implantation d'une unité de première transformation des algues à Chiloé ;</p> <p><u>Action 3</u> : Appui technique pour la réalisation de deux diagnostics territoriaux ;</p> <p><u>Action 4</u> : Conduite d'un projet d'Education à l'Environnement et au Développement Durable par la réalisation d'une mission à Chiloé sur la thématique des algues et leur valorisation dans la gastronomie locale ainsi que la réalisation de supports d'information et d'éducation.</p> <p><u>Action 5</u> : Appui à la mise en place d'échanges entre lycées techniques chilotes et finistériens.</p>
	Volet « tourisme rural »	Élaboration de politiques territoriales de

	Volet « formation professionnelle »	développement touristique. Développement de notions de certifications et de labialisation de produits touristiques. Soutien à la formation professionnelle de 20 jeunes chilotes pour poursuivre leurs études secondaires.
Moyens humains mis à disposition	En France	À l'étranger
	Un chargé de mission « Coopération décentralisée » (1/3 temps). Un assistant (¼ temps).	Deux volontaires du progrès : Un coordinateur général du programme en charge du volet « Développement durable des territoires côtiers » ; Un responsable du volet « tourisme rural ».

Autres partenaires (pour les actions en cours)	Nom	Type de partenaire (association, institution, collectivité territoriale...)	Rôle du partenaire (financier, technique...)
En France	- Agrocampus Cempama. - Comité départemental du tourisme/ Bienvenue à la ferme et les Gîtes de France. - Association Douar Nevez.	- Centre d'étude du milieu et de pédagogie du ministère de l'agriculture.	Partenaires techniques.
À l'étranger	- Consultoria Agraria los Lagos. - L'association des Municipalités de Chiloé. - Universités de Puerto Montt. - Laboratoires de recherche. - Entreprises aquacoles.		Partenaires techniques.

Contacts				
	Noms	Fonctions	Tél / Fax	E. Mail
Élu	Madame BLONDIN	Vice-Présidente déléguée à la Solidarité internationale	02 98 76 20 17	Maryvonne.blondin@cg29.fr
Fonctionnaire	M. LEMAIRE	Directeur du développement économique et de l'international	02 98 76 24 34	Benoit.lemaire@cg29.fr
	Mme CALVEZ	Chargée de mission Coopération décentralisée et Solidarité internationale	02 98 76 24 38	Anna.calvez@cg29.fr

Perspectives et évaluation	
Perspectives du projet et du partenariat	En cours de définition.
Évaluation envisagée	Évaluation annuelle interne prévue en 2008.

Fiche de présentation du partenariat : CG Hérault/Coquimbo

Collectivité territoriale française (nom, population, superficie...)	Conseil Général de l'Hérault
Collectivité territoriale étrangère (nom, population, superficie...)	Gouvernement de la IV région Coquimbo (Chili)
Type de coopération (Accord cadre, jumelage...)	Convention de partenariat
Date de mise en place :	1998

Présentation des actions

Champs d'action	Gestion globale de l'eau sur le bassin du Limari – Education à l'environnement – Développement du tourisme rural – Développement de l'innovation – Développement du concept de lecture publique au Chili pour les populations les plus défavorisées – Échanges scientifiques – Transferts de savoirs-faire et offres de formation dans le domaine médical et télé-médical – Evaluation et promotion des coopérations décentralisées françaises au Chili	
Projets/ actions en cours de réalisation	Intitulé du projet	Descriptif des actions
	Gestion globale de l'eau sur le bassin du Limari	Le projet vise à l'application d'un programme territorial intégré (PTI) dans le bassin du Limari, référencé site pilote chilien.
	Éducation à l'environnement	Accueil en Hérault des personnes concernées par le thème de la prévention des pollutions à la fin de l'année 2007.
	Développement du tourisme rural	Réalisation d'un échange d'expériences dans le domaine de la commercialisation des hébergements ruraux avec le Relais départemental des gîtes ruraux du Département de l'Hérault
	Développement de l'innovation	Le Gouvernement régional de la IVème région chilienne est intéressé dans le domaine de l'innovation technologique et de l'assistance technique à la participation des experts du Conseil général et du pôle Agropolis.
	Développement du concept de lecture publique au Chili pour les populations les plus défavorisées	Depuis le début de la coopération avec la IVème région chilienne, le Département met à disposition de ce projet les compétences d'une personne pendant plusieurs mois par an, chaque année pour la formation initiale des étudiants de l'université de la Serena et ses annexes d'Ovalle et de Canella, la formation continue des enseignants, la mise en place d'un centre d'innovation pédagogique à l'université de la Serena
	Échanges scientifiques	Développer et valoriser des savoirs-faire communs dans le domaine de l'agronomie des zones arides.
Transferts de savoirs-faire et offres de formation dans le domaine médical et télé-médical	Transferts de savoir faire et offres de formation dans le domaine médical et télé-médical. Module de coopération N°1 : Partager l'expérience héraultaise en matière de télé-médecine et de transfert des technologies. Module de coopération N°2 : Partager l'excellence héraultaise en matière de formation médicale de spécialité. Module de coopération N°3 : Participation au programme « Bien vieillir » dans le cadre du projet « Bien vieillir en Hérault ».	

	Évaluation et promotion des coopérations décentralisées françaises au Chili	À la demande du ministère des affaires étrangères français, il s'agit de promouvoir et développer la coopération décentralisée française au Chili à l'horizon 2010, dans le cadre d'une meilleure concertation. Ce projet cofinancé par le MAEE en 2008 pour <ul style="list-style-type: none"> - compléter la cartographie existante par des données spécifiques concernant les domaines de coopération décentralisée potentiels - fournir une évaluation politique et technique de la coopération entre le département de l'Hérault et la IVème région chilienne - Identifier et décrire les bonnes pratiques existantes dans les coopérations décentralisées françaises au Chili - Organiser les contenus pour faciliter leur mise en communication et organiser un
Moyens humains mis à disposition	En France	À l'étranger
	Un chargé de Mission au sein du cabinet du Président du Conseil Général de l'Hérault ; divers membres de l'administration départementale selon le thème d'intervention	Un Volontaire International (AFVP)

Autres partenaires (pour les actions en cours)	Nom	Type de partenaire (association, institution, collectivité territoriale...)	Rôle du partenaire (financier, technique...)
En France	Centre régional de la coopération pédagogique ; Pôle Agropolis, Montpellier ; Relais départemental des gîtes ruraux de l'Hérault ; CHU de Montpellier ; MAEE ;		
À l'étranger	Seremi Education ; CEAZA ; Université Catholique du Nord ; Direction Régionale de SERNATUR		

Contacts				
	Noms	Fonctions	Tél / Fax	E. Mail
Élu	Antoine MARTINEZ	Conseiller général délégué aux relations internationales		
Fonctionnaire	Tom ASHWANDEN	Directeur des Relations Internationales Conseil Général de l'Hérault	Tel : +33 467 67 64 42 Fax : +33 467 67 68 99	tashwanden@cg34.fr
	Jean-luc FABRE	Chargé de mission pour la coopération décentralisée Direction des relations internationales	Tel : +33 467 67 67 13	jlfabre@cg34.fr

Perspectives et évaluation	
Perspectives du projet et du partenariat	Partenariat à long terme
Évaluation envisagée	Évaluation conjointe par les partenaires réalisée annuellement

COLOMBIE



République de Colombie		
Données générales (indicateurs géographiques, démographiques, macroéconomiques)		
Sources : MAE, CIA factbook		
Superficie : 1 138 910 km ²	Population urbaine : 72% (2007)	IDH : 73 ^e /177
Population : 46,2 millions d'hab. (2007)	Densité : 41 hab./km ² (2007)	Taux de chômage : 10% (2007)
Capitale : Bogota (7 millions hab.)	Unité monétaire : Peso colombien	Espérance de vie : 68,7 ans (hommes), 76,5 (femmes)
		Taux d'alphabétisation : 92,5%
Autres Villes importantes : Cali (2,3 millions hab.), Medellin (2 millions d'hab.), Barranquilla	PIB/tête : 3415 US\$ (2007)	Population sous le seuil de pauvreté : 50% (2008)
	Taux de croissance : 6,7% (2007)	

Fiche de présentation du partenariat : Saint-Nazaire / Palmira, Floridablanca, Manizales

Collectivité territoriale française	Ville de Saint-Nazaire
Collectivité territoriale étrangère	Palmira, Floridablanca, Manizales (Colombie)
Type de coopération	
Date de mise en place :	1993

Présentation des actions

Champs d'action	Développement urbain, gestion de l'eau et assainissement, gestion des services publics	
Actions engagées depuis 2003	Il s'agit de doter la ville de Palmira d'un outil de gestion administrative , de mettre en place des Plans d'Occupation des Sols à Manizales ainsi que des infrastructures de traitement des eaux à Floridablanca.	
Projets/ actions en cours de réalisation	Intitulé du projet	Descriptif des actions
	Idem	Idem

Autres partenaires (pour les actions en cours)	Nom	Type de partenaire (association, institution, collectivité territoriale...)	Rôle du partenaire (financier, technique...)
En France	La CARENE (Communauté d'Agglomération de la Région Nazarienne et de l'Estuaire)		Partenaire technique
À l'étranger			

Contacts

	Noms	Fonctions	Tél / Fax	E. Mail
Élu	Patricia DUPRE-CORMERAIS	CM Dél. Coop. Déc, Jumelages et Solidarités internationales	02 40 00 41 01	patricia.dupre44@orange.fr duprecormerp@mairie-saintnazaire.fr
Fonctionnaire	Mariama ALOU Mairie de Saint-Nazaire Place François Blancho 44 600 Saint-Nazaire	Chargée du suivi des Relations Internationales	02.44.73.44.33	aloum@mairie-saintnazaire.fr

Perspectives et évaluation

Perspectives du projet et du partenariat	Depuis 2002, les projets sont en attente en raison du contexte politique difficile de la Colombie
Évaluation envisagée	

CUBA



République de Cuba		
Données générales (indicateurs géographiques, démographiques, macroéconomiques)		
Sources : MAE, CIA factbook		
Superficie : 111 922 km ²	Population urbaine : 76% (2007)	IDH : 50 ^e /177
Population : 11,3 millions hab. (2007)	Densité : 101 hab./km ² (2007)	Taux de chômage : 1,9% (2006)
Capitale : La Havane (2,7 millions d'hab.)	Unité monétaire : peso cubano et peso convertible	Espérance de vie : 75 ans (hommes), 79,6 (femmes)
Autres villes importantes : Santiago de Cuba (465 806 hab.), Camagüey (311 823 hab.), Cienfuegos, Holguín (296 243 hab.)	PIB/tête : 3549 US\$ (2006)	Taux d'alphabétisation : 99,8%
	Taux de croissance : 12,5% (2006)	
	Langue officielle : Espagnol	Population sous le seuil de pauvreté : 66% (estimation ONU 2008)

Fiche de présentation du partenariat : Créteil/Playa

Collectivité territoriale française (nom, population, superficie...)	Ville de Créteil (Val-de-Marne) 85 000 habitants
Collectivité territoriale étrangère (nom, population, superficie...)	Playa (Cuba) 188 400 habitants environ Sup : 40 km ²
Type de coopération (Accord cadre, jumelage...)	
Date de mise en place :	2 avril 2003

Présentation des actions

Champs d'action	Éducation – Santé – Sport - Urbanisme	
Actions engagées depuis 2003	Acheminement de matériel divers répondant aux besoins de la Municipalité de Playa : médical (dialyseurs, fauteuils médicaux, respirateurs, microscopes, tables d'opération...)-scolaire (ordinateurs)-de jardinage suite passage cyclones (tronçonneuses, tondeuses)-envoi de véhicules réformés mais remis en état avant envoi (Renault 21, 1 véhicule destiné au transport de personnes à mobilité réduite, 2 balayeuses aspiratrices...)	
Projets/ actions en cours de réalisation	Intitulé du projet	Descriptif des actions
	Rénovation de l'Académie Municipale de Playa achevée Équipement en matériel de cuisine (réfrigérateur, assiettes, couverts, ustensiles de cuisine...) pour restaurants populaires de Playa, fréquentés par des personnes âgées démunies.	

Contacts

	Noms	Fonctions	Tel / Fax	E. Mail
Élu Mairie de Créteil	Mme Danielle DEFORTESCU	Maire adjointe à la Coopération décentralisée et solidarités internationales	Tel Mairie de Créteil : 01 49 80 92 94	
Bénévoles	Mme Catherine TARDY	Présidente du Comité de Jumelage	Tel : 01 49 80 55 64 Fax : 01 49 80 50 07	jumcre@club-internet.fr
	M. Denis DANGAIX	Responsable de la Commission Coopération Internationale et d'Aide au Développement		d.dangaix@areneidf.org

Fiche de présentation du partenariat : Ivry-sur-Seine/La Lisa

Collectivité territoriale française (nom, population, superficie...)	Ville d'Ivry-sur-Seine 57 400 habitants, 612 hectares
Collectivité territoriale étrangère (nom, population, superficie...)	Municipalité de la Lisa (Cuba) 125 790 habitants, 37,5 Km ²
Type de coopération (Accord cadre, jumelage...)	1997
Date de mise en place :	

Présentation des actions

Champs d'action	-Coopération décentralisée dans le domaine urbain - Enfance / Jeunesse (13-14 ans) dans le domaine des loisirs et de la culture de la Paix	
Actions engagées depuis 2003	- programme de coopération décentralisée Ivry-La Lisa « Rénovation urbaine et développement communautaire du quartier insalubre La Linea (La Lisa) » depuis 2006 - séjour international d'enfants / jeunes (12-14 ans) « Village du Monde » en France (2003, 2008) - séjour de jeunes Ivryens (14 ans) à Cuba dont 5 jours à La Lisa depuis 2005 - subvention en aide à la municipalité de La Lisa à Cuba suite aux dégâts causés par l'ouragan Charley (septembre 2004) - dons de matériels réformés envoyés par l'association Cuba Coopération (2003) - projet de coopération culturelle et artistique <i>Mehr Licht !</i> (2003-2006)	
Projets/ actions en cours de réalisation	Intitulé du projet	Descriptif des actions
	Programme de « Coopération décentralisée de rénovation urbaine et développement communautaire du quartier insalubre de La Linea à La Lisa » (Cuba)	Le 1 ^{er} projet : Etape d'urgence, de diagnostic et de planification (2007-2008) - Réalisation du diagnostic social et technique - Réparation de toitures de 50 habitations - Nettoyement de fosses d'aisance - Renforcement institutionnel (aménagement d'un local, matériels informatiques, implantation du SIG, moyens de transports, formation au diagnostic participatif) - Réalisation des études techniques nécessaires de planification pour une intervention prochaine (projet 2) de réhabilitation d'habitations, de rénovation urbaine et de mise en place d'un assainissement du quartier insalubre
	Séjour international de jeunes (13-14 ans) « Village du Monde » (depuis 2003) <i>Collectivités jumelées :</i> Brandenburg (Allemagne), La Lisa, Wear Valley District (Angleterre), commune rurale de Dianguirédé (Mali) <i>Partenaire palestinien :</i> Camp de Jelazone et village de Jifna (Cisjordanie)	Chaque été durant trois semaines, à Ivry et dans un centre de vacances de la ville, sont invités à participer avec des Ivryens des jeunes des quatre collectivités jumelées et d'un partenaire. L'initiative « Village du Monde » a tout particulièrement pour objectif de promouvoir une culture de la Paix et de la non violence. Sont développées des activités d'échanges interculturels, artistiques et sportives afin de promouvoir la connaissance et la compréhension mutuelle.
	Séjour à Cuba proposé par le secteur vacances à des jeunes Ivryens (14 ans) pendant les vacances de printemps	Séjour d'une durée de 15 jours : 1 semaine de trekking, 1 semaine au sein de la municipalité de La Lisa
Moyens humains mis à disposition	En France : - Une responsable du secteur relations internationales - Mise en place de groupes de travail interne et technique pour chaque projet développé - Consultation d'experts externes pour le programme de développement urbain	

	À l'Étranger : - référents administratifs et techniques de la municipalité de La Lisa
--	---

Autres partenaires (pour les actions en cours)	Nom	Type de partenaire (association, institution, collectivité territoriale...)	Rôle du partenaire (financier, technique...)
En France	Association ivryenne France Cuba / séjour Village du Monde	Association	- partenariat pour la conception et organisation
	Association ivryenne Cuba Coopération / programme de coopération urbaine du quartier La Linea (La Lisa) – volet assainissement	Association	- Echanges d'expertises, de connaissance et mise en relations
	Association Ivryenne La Multi-Nationale / Développement d'actions et d'initiatives	Association	- Coordination d'activités

Contacts				
	Noms	Fonctions	Tél / Fax	E. Mail
Elu	Rabah LACHOURI	Conseiller municipal délégué chargé de la coopération internationale		rlachouri@ivry94.fr rabah.lachouri@mairie-vitry94.fr
Administration	Alexandra CORNET	Responsable du secteur relations internationales - du service relations publiques et internationales -	01 49 60 24 53 01 49 60 25 66	acornet@ivry94.fr

Perspectives et évaluation	
Perspectives du projet et du partenariat	- Finalisation du projet 1 du programme de coopération décentralisée de développement urbain, élaboration de projets d'études de faisabilité et d'urgence, élaboration des projets de planification du programme, développement des partenariats techniques et financiers - Développement de séjour de jeunes à La Lisa - Coopération trilatérale avec la commune de Dianguiré (Mali) sur la santé communautaire
Évaluation envisagée	- Évaluation du projet 1 à la fin des opérations

Fiche de présentation du partenariat : Saint-Nazaire / Cienfuegos

Collectivité territoriale française	Ville de Saint-Nazaire 68 200 habitants 46,79 Km ²
Collectivité territoriale étrangère	Cienfuegos (Cuba) 160 000 habitants
Type de coopération	
Date de mise en place :	1996

Présentation des actions

Champs d'action	Échange de savoir-faire, gestion des services publics, action éducative, culturelle et sportive, formation professionnelle
Actions engagées depuis 2003	-Informatisation des services municipaux de la ville -Mise en place d'un projet d'adduction d'eau -Envoi de matériels dans le cadre de la coopération technique -Coopération culturelle notamment musicale -Coopération éducative -Coopération sportive

Autres partenaires (pour les actions en cours)	Nom	Type de partenaire (association, institution, collectivité territoriale...)	Rôle du partenaire (financier, technique...)
En France	La CARENE (Communauté d'Agglomération de la Région Nazairienne et de l'Estuaire)	Collectivité territoriale	Partenaire technique
À l'étranger			

Contacts

	Noms	Fonctions	Tél / Fax	E. Mail
Élu	Patricia DUPRE-CORMERAIS	CM Dél. Coop.Déc, Jumelages et Solidarités internationales	02 40 00 41 01	patricia.dupre44@orange.fr duprecormerp@mairie-saintnazaire.fr
Fonctionnaire	Mariama ALOU Mairie de Saint-Nazaire Place François Blancho 44 600 Saint-Nazaire	Chargée du suivi des Relations Internationales	02 44 73 44 33	aloum@mairie-saintnazaire.fr

Perspectives et évaluation

Perspectives du projet et du partenariat	
Évaluation envisagée	Tous les projets sont bien suivis et se poursuivent de manière cohérente. Pas de difficulté notable signalée. Système d'évaluation mis en place sur la base de critères notamment de transparence

ÉQUATEUR



République de l'Équateur		
Données générales (indicateurs géographiques, démographiques, macroéconomiques)		
Sources : MAE, CIA factbook		
Superficie : 283 560 km ²	Population urbaine : 63% (2005)	IDH : 83 ^e /177
Population : 13, 6 millions hab.	Densité : 48 hab./km ²	Taux de chômage : 9,8% (2007)
Capitale : Quito (1,8 millions hab.)	Unité monétaire : US Dollar	Espérance de vie : 74 ans (hommes), 79,8 ans (femmes)
	PIB/tête : 3265 US\$ (2007)	Taux d'alphabétisation : 92%
Autres villes importantes : Guayaquil (2,6 millions hab.), Cuenca (0,5 millions hab.)	Taux de croissance : 2,6% (2007)	Population sous le seuil de pauvreté : 60% (2002)
	Langue officielle : Espagnol, langues indigènes : Quechua, Shuara	

Fiche de présentation du partenariat : CU de Lille/ Cuenca, Arica, Santiago de Surco, Tres de Febrero, General Pico

Collectivité territoriale française (nom, population, superficie...)	Lille Métropole Communauté urbaine 1,2 million d'habitants
Collectivité territoriale étrangère (nom, population, superficie...)	Convention avec la ville d'Arezzo (Italie) Accords indirects avec les villes mentionnées ci-dessous
Type de coopération (Accord cadre, jumelage...)	Accord de partenariat indirect*
Date de mise en place :	2005

Présentation des actions		
Champs d'action	Gestion globale et durable des résidus solides urbains	
Actions engagées depuis 2003	Échanges / missions / Visites	
Projets/ actions en cours de réalisation	Intitulé du projet	Descriptif des actions
	URB-AL B : Mise en œuvre d'une stratégie de gestion des résidus solides urbains dans un objectif de développement durable	Formation Mise en œuvre d'un projet pilote
Moyens humains mis à disposition	En France	À l'étranger
	Lille Métropole : Un expert de la direction des résidus urbains	

Autres partenaires (pour les actions en cours)	Nom	Type de partenaire (association, institution, collectivité territoriale...)	Rôle du partenaire (financier, technique...)
À l'étranger	Ville d'Arezzo, Ville de Cuenca, (Equateur), Ville d'Arica (Chili), Ville de Santiago de Surco (Pérou), Ville de Tres de Febrero (Argentine), Ville de General Pico (Argentine)	Collectivités	Chef de file Partenaires

Contacts				
	Noms	Fonctions	Tel / Fax	E. Mail
Élu	Monsieur Vincent LEDOUX	Vice-président chargé des Relations Internationales	03 20 21 22 42	
Fonctionnaire	Madame Marie VANNOUQUE DIGNE	Directrice Générale Direction Générale des Relations Internationales	03 20 21 25 92	mvannouque-digne@cudl-lille.fr

Perspectives et évaluation	
Perspectives du projet et du partenariat	Mise en œuvre du projet européen URB-AL pour la période 2007 - 2008
Évaluation envisagée	Oui – dans le cadre du projet.

Participation de Lille Métropole Communauté urbaine au projet européen URB-AL – Accord de partenariat entre tous les partenaires. Lille Métropole n'est pas Chef de file du projet. Caceres au Brésil n'est plus partenaire du projet.

Fiche de présentation du partenariat : Saint-Amand-Montrond/Riobamba

Collectivité territoriale française (nom, population, superficie...)	Ville de Saint Amand Montrond
Collectivité territoriale étrangère (nom, population, superficie...)	Riobamba (Equateur)
Type de coopération (Accord cadre, jumelage...)	Jumelage
Date de mise en place :	Signature 1985

Présentation des actions

Champs d'action	Aide à la jeunesse
Actions engagées depuis 2003	Aide à l'école maternelle Riobamba « Jardin d'enfants Saint-Amand-Montrond » Ecole pour les enfants indiens - Subvention Aide au lycée Isabel Godin à Riobamba (machines à coudre et aide financière) Aide à la Communauté religieuse des enfants des rues « Les sœurs de la Providence » (Evêché)
Projets/ actions en cours de réalisation	Intitulé du projet
	Course « Carera del Chimborgo » - Subvention
	En France : Association Amitié Berry Chimborgo À l'étranger : Ville de Riobamba

Contacts

	Noms	Fonctions	Tél / Fax	E. Mail
Élu				
Fonctionnaire	Madame Evelyne BAUDON	49 Routes des Cassons Nosières 18200	02 48 96 31 03	mairie.noisieres.18@free.fr

HAÏTI



République d'Haïti		
Données générales (indicateurs géographiques, démographiques, macroéconomiques)		
Sources : MAE, CIA factbook		
Superficie : 27 750 km ²	Population urbaine : 36% (2007)	IDH : 146 ^e /177
Population : 9 millions d'hab. (2007)	Densité : 323 hab./km ² (2007)	Taux de chômage : 32,7% de la population active et 80% des haïtiens sont touchés par le chômage ou le sous-emploi (2005)
Capitale : Port-au-Prince (2,5 millions hab.)	Unité monétaire : Gourde	Espérance de vie : 55,8 ans (hommes), 59,3 ans (femmes)
Autres villes importantes : Cap-Haïtien, Carrefour, Gonaïves, Hinche, Jacmel	PIB/tête : 600 US\$ (2006)	Taux d'alphabétisation : 51,9%
	Taux de croissance : 3% (2007)	Population sous le seuil de pauvreté : 70% (2008)
	Langues officielles : Créole, Français	

Fiche de présentation du partenariat : CR Aquitaine / Fort Liberté, Cap-Haïtien, Limbé, Saint-Louis, Port de Paix

Collectivité territoriale française	Conseil Régional d'Aquitaine
Collectivité territoriale étrangère (nom, population, superficie...)	Départements du Nord et du Nord-Est d'Haïti Communes de Limbé, Bas-Limbé, Acul du Nord, Dondon, Limonade et Fort-Liberté (Haïti)
Type de coopération (Accord cadre, jumelage...)	Accord cadre de coopération
Date de mise en place :	2007

Présentation des actions

Champs d'action	Gestion des espaces forestiers (actions de reboisement), Développement économique (soutien aux coopératives caféières et aux associations d'artisans) et Appui institutionnel (planification territoriale)	
Actions engagées depuis 2003	Néant	
Projets/ actions en cours de réalisation	Intitulé du projet	Descriptif des actions
	<p>Le projet de la Région Aquitaine est un projet intégré de reboisement, de développement économique et d'aménagement pour la lutte contre les inondations dans la zone littorale Nord d'Haïti.</p> <p>La logique environnementale du projet associe la protection du milieu et des hommes qui y vivent au renforcement des dynamiques économiques locales. En ce sens, il s'agit d'un projet opérationnel de développement durable conforme à la Charte de la coopération décentralisée pour le Développement Durable, adoptée par la Région Aquitaine le 18 décembre 2006.</p> <p>Le programme est situé dans les Départements Nord et Nord-Est d'Haïti et concerne plus exactement 6 communes de la périphérie de Cap-Haïtien : Limbé, Bas-Limbé, Acul du Nord, Dondon, Limonade et Fort-Liberté.</p> <p>Le programme d'une durée de 3 ans (2008-2010) est constitué de trois composantes qui entrent en interaction et proposent de ce fait une réponse systémique et intégrée à la gestion des espaces naturels sensibles ainsi qu'à l'extrême vulnérabilité des populations aux catastrophes naturelles.</p>	<p><u>Les trois composantes du programme sont :</u></p> <p>Composante 1 « Reboisement et protection des espaces naturels sensibles » :</p> <p>Sous-composante 1 « Réhabilitation des mangroves de la Baie de l'Acul »</p> <p>Sous-composante 2 « Lutte contre l'érosion sur la commune de Dondon »</p> <p>Sous-composante 3 « Boisement énergétique sur la commune de Fort-Liberté »</p> <p>Composante 2 « Valorisation économique des richesses naturelles : Agriculture/Artisanat » :</p> <p>Sous-composante 1 « Préservation des savoirs-faire »</p> <p>Sous-composante 2 « Formation »</p> <p>Composante 3 « Planification territoriale et coopération institutionnelle » :</p> <p>Cette composante a pour objectif, dans un premier temps, de démontrer l'intérêt des travaux de planification territoriale en réalisant une cartographie dynamique (SIG) à l'usage des communes partenaires qui sera complétée par des formations théoriques et pratiques.</p>
Moyens humains mis à disposition	En France	À l'étranger
	Un (1) chargé de mission Conseil Régional d'Aquitaine ; Un (1) chef de projet Agriculteur Français Développement International (AFDI)	Un (1) représentant AFDI Haïti (volontaire du progrès) Deux (2) partenaires haïtiens privilégiés : Associations ADDH et GTIH

	Un (1) chef de projet Coopérative Agricole et Forestière Sud Atlantique (CAFSA)	
--	---	--

Autres partenaires (pour les actions en cours)	Nom	Type de partenaire (association, institution, collectivité territoriale...)	Rôle du partenaire (financier, technique...)
En France	Conseil Régional d'Aquitaine	Collectivité territoriale	Maître d'ouvrage et financeur
	Ministère des Affaires étrangères et européennes	Etat	Financier
	Conseil Général de la Dordogne	Collectivité territoriale	Maître d'ouvrage (pour actions complémentaires) et financeur
	AFDI	Association	Maître d'œuvre
	CAFSA	Association	Maître d'œuvre
À l'étranger	Ministère de l'Agriculture, Ministère de l'Environnement et Ministère de la Planification Territoriale + Services techniques déconcentrés de ces trois ministères	Etat haïtien	Partenaires techniques
	Ambassade de France à Port-au-Prince	Etat français	Partenaire institutionnel
	Communes partenaires de Limbé, Bas-Limbé, Acul du Nord, Dondon, Limonade et Fort-Liberté	Collectivités	Partenaires techniques (maîtres d'œuvre locaux) et bénéficiaires
	Coopérative Coopacvod	Association	Partenaire technique (maître d'œuvre local) et bénéficiaire
	Autres coopératives et associations d'artisans	Associations	Bénéficiaires
	Association ADDH	Association	Partenaire technique (maître d'œuvre local) et bénéficiaire
	Association GTIH	Association	Partenaire institutionnel
	Centre National de l'Information Géographique et Spatiale (CNIGS)	Etablissement Public	Partenaire technique

Contacts				
	Noms	Fonctions	Tél / Fax	E. Mail
Élu	Jean GUERARD	Vice-Président du Conseil Régional d'Aquitaine aux Relations Internationales et Européennes	05 57 57 02 19	jean.guerard@aquitaine.fr
Fonctionnaire	Christophe PEYRON	Chargé de mission / Coopération internationale	05 57 57 74 91 05 57 57 86 32	christophe.peyron@aquitaine.fr

Perspectives et évaluation	
Perspectives du projet et du partenariat	Le programme d'expérimental pour plusieurs de ses aspects a vocation à donner lieu à une action de plus grande envergure à compter de 2010, notamment sur les composantes « Gestion des espaces forestiers » et « Planification territoriale / Appui institutionnel »
Évaluation envisagée	Une évaluation interne conduite annuellement sera complétée au terme du programme (2008-2010) par une évaluation externe

Fiche de présentation du partenariat : CR Ile-de-France/ Gonaïves

Collectivité territoriale française (nom, population, superficie...)	Conseil Régional d'Île-de-France
Collectivité territoriale étrangère (nom, population, superficie...)	Ville des Gonaïves (Haïti)
Type de coopération (Accord cadre, jumelage...)	
Date de mise en place	

Présentation des actions

Champs d'action		
Actions engagées depuis 2003	Coopération engagée en 2006 suite à la catastrophe de la tempête Jeanne par la réalisation d'une étude de bassins versants et la réalisation du Plan local d'Urbanisme ; en 2007 : mission de cadrage des actions à entreprendre et affectation d'un assistant technique.	
Projets/ actions en cours de réalisation	Intitulé du projet	Descriptif des actions
	Appui à la reconstruction de la ville des Gonaïves	<ul style="list-style-type: none"> - Appui institutionnel à la Mairie (et à terme à 4 autres villes voisines) - accès à l'eau et assainissement ; - énergie renouvelables ; Gestion des déchets - projets de cohésion sociale : culture, sport, NTIC ; - formation d'élus et de fonctionnaires territoriaux
Moyens humains mis à disposition	En France	À l'étranger
	Dispositif de la Région	Assistant technique et appui du CRESFED (institution locale partenaire)

Autres partenaires (pour les actions en cours)	Nom	Type de partenaire (association, institution, collectivité territoriale...)	Rôle du partenaire (financier, technique...)
En France	Groupe Suez, Agence régionale de l'Environnement, Syndicat Assainissement de l'agglomération parisienne, AFD, MAEE		Suivant les cas de figure à la fois financier et technique
À l'étranger	CRESFED, Ambassade de France, Bureau AFD, Ministère collectivités territoriales, Mairie des Gonaïves et Mairies des 4 autres villes voisines, Délégation départementale		

Contacts

	Noms	Fonctions	Tél / Fax	Courriel
Élu	Joseph TREHEL	Conseiller régional		jtrehel@elunet.org
Fonctionnaire	Gérard SOURNIA	Chargé de mission	01 53 85 72 80	gerard.sournia@iledefrance.fr

Perspectives et évaluation	
Perspectives du projet et du partenariat	2008 sera l'année des premières réalisations concrètes dans les différents domaines définis
Évaluation envisagée	Une évaluation est envisagée à l'horizon 2010

Fiche de présentation du partenariat : CG de Savoie/Dessalines

Collectivité territoriale française (nom, population, superficie...)	Conseil Général de la Savoie 373.258 habitants - 6.267 km ²
Collectivité territoriale étrangère (nom, population, superficie...)	Commune de Dessalines (Haïti) 200.000 habitants - 459 km ²
Type de coopération (Accord cadre, jumelage...)	Convention de coopération
Date de mise en place :	1997

Présentation des actions

Champs d'action	Appui institutionnel – Jeunesse - Développement rural – Environnement – Urbanisme – Hygiène publique	
Actions engagées depuis 2003	Programme de développement intégré à Dessalines (Haïti) ; développement rural et renforcement des capacités dans la commune de Dessalines	
Projets/ actions en cours de réalisation	Intitulé du projet	Descriptif des actions
	Développement rural et renforcement des capacités dans la commune de Dessalines	Réalisation de micro-aménagements anti-érosifs, appui à la formation des agriculteurs, promotion de la valorisation et de la diversification de la production agricole, appui aux dynamiques collectives locales
	Programme de développement intégré à Dessalines (Haïti)	Appui à la réalisation d'actions concrètes porteuses d'amélioration pour le quotidien des habitants dans les domaines de l'appui institutionnel, appui à la jeunesse, environnement, hygiène publique, santé scolaire
Moyens humains mis à disposition	En France	À l'étranger
	1 chargé de mission	1 correspondant local

Autres partenaires (pour les actions en cours)	Nom	Type de partenaire (association, institution, collectivité territoriale...)	Rôle du partenaire (financier, technique...)
En France	Ministère des Affaires étrangères	Institution	Financier
	Commune de Strasbourg (IRCOD Alsace)	Collectivité territoriale	Technique
	Commune de Suresnes	Collectivité territoriale	Technique
	Espace associatif cantonal d'Aime	Association	Technique - Financier
À l'étranger	Union européenne	Institution internationale	Financier
	FAO	Institution internationale	Technique
	ADICOD	Association	Technique
	Plateforme des jeunes de Dessalines	Association	Technique
	FONDESSA	Association	Technique

Contacts				
	Noms	Fonctions	Tél / Fax	E. Mail
Élu	Jean FRESSOZ	Conseiller général de Savoie Président de Pays de Savoie solidaires	Tel : 04.79.25.28.97 Fax : 04.79.25.07.68	cooperation@paysdesavoiesolidaires.org
Fonctionnaire	Julien PUISSANT	Chargé de mission		julien.puissant@paysdesavoiesolidaires.org

Perspectives et évaluation	
Perspectives du projet et du partenariat	Renforcement de l'appui institutionnel au niveau de la collectivité locale partenaire
Évaluation envisagée	Interne

Plus d'informations sur www.paysdesavoiesolidaires.org

Fiche de présentation du partenariat : Communauté Urbaine et ville de Strasbourg/Jacmel

Collectivité territoriale française (nom, population, superficie...)	Ville et Communauté Urbaine de Strasbourg (470 000 habitants)
Collectivité territoriale étrangère (nom, population, superficie...)	Jacmel (Haïti) 48 000 habitants (ville ancienne et zones périurbaines) 140 000 habitants avec les zones rurales
Type de coopération (Accord cadre, jumelage...)	Coopération décentralisée – accord-cadre de coopération signé entre la Commune de Jacmel, la Ville et la Communauté urbaine de Strasbourg et l’Institut Régional de Coopération Développement en juin 2007
Date de mise en place :	1991 (actif depuis 1995)

Présentation des actions

Champs d’action	Appui institutionnel Projet de renforcement des capacités de la mairie de Jacmel, financé par l’Agence Française de Développement pour un montant de 2 Md’€, portant sur : la propreté et l’assainissement (collecte, transport et traitement des déchets solides, eaux usées et latrines), les marchés (amélioration de l’ancien marché en fer du centre ville, implantation d’un nouveau marché dans un futur quartier, gestion des marchés par la mairie), la fiscalité locale (augmentation des ressources de la commune) l’administration et la gouvernance (appui à l’organisation des services, équipement, mise en place d’outils de gestion financière, appui à la mise en place des assemblées, etc.)	
	Autres actions engagées - Un appui au Service de Gestion des Centres Périscolaires de Jacmel (SGCPJ) pour la réhabilitation et l’agrandissement de crèches - Echanges entre écoles professionnelles, (envoi de matériel pour l’atelier mécanique de l’école échanges pédagogiques entre professeurs -déplacements et accueils- envoi de petit matériel) ; Projet FICOD sur la propreté en partenariat avec trois collectivités haïtiennes (Jacmel, Cap Haïtien et Marchand Dessalines) et trois françaises (Suresnes et Pays de Savoie Solidaire)	
Projets/ actions en cours de réalisation	Intitulé du projet	Descriptif des actions
	Tous les projets mentionnés ci-dessus à l’exception du FICOD (clos)	Tous les volets sont en cours de réalisation
Moyens humains mis à disposition	En France	À l’étranger
	3 personnes impliquées en permanence et une dizaine d’experts mobilisés sur le projet Comités techniques de suivi par axe et un comité de pilotage réguliers, un comité de cadrage par an en Haïti	Personnel et élus de la Mairie de Jacmel Un chef de projet sur place assisté de deux consultants au service de la Mairie Comités techniques de suivi par axe et un comité de pilotage réguliers, un comité de cadrage par an en Haïti

partenaires (pour les actions en cours)	Nom	Type de partenaire (association, institution, collectivité territoriale...)	Rôle du partenaire (financier, technique...)
En France	IRCOD, autres partenaires impliqués dans les projets (lycée professionnel, etc.)	Association, établissements scolaires, etc.	Appui à la définition, à la mise en œuvre et au suivi des projets – cofinancement
À l'étranger	AFD, Ambassade de France, Ministères et leurs services déconcentrés, UTE/FAES, associations de quartiers, de paysans, Chambre de commerce, etc.	collectivité territoriale, associations, etc.	Appui technique , implication dans la définition et l'accompagnement des différents projets mis en œuvre

Contacts

	Noms	Fonctions	Tél / Fax	E. Mail
Élu	Nawel RAFIK- ELMRINI	Adjointe au Maire		Nawel.rafik-elmrini@cus- strasbourg.net
Fonctionnaire	Sandrine MILLET	Chargée de mission	03 88 60 92 95 03 88 60 92 92	sandrine.millet@cus-strasbourg.net

Perspectives et évaluation

Perspectives du projet et du partenariat	Le projet de renforcement des capacités de la Mairie de Jacmel est programmé pour une durée de 4 ans (2007- 2011) Poursuite des autres projets
Évaluation envisagée	Oui de même qu'une capitalisation

Fiche de présentation du partenariat : Ville de Sainte-Anne / Limbé

Collectivité territoriale française (nom, population, superficie...)	Sainte-Anne (Martinique) 4910 hbts 3842 ha
Collectivité territoriale étrangère (nom, population, superficie...)	Limbé (Haïti)
Type de coopération (Accord cadre, jumelage...)	Accord-cadre
Date de mise en place :	Juillet 2006

Présentation des actions

Champs d'action	Culture, risques naturels majeurs, Gouvernance, Expertise technique	
Actions engagées depuis 2003		
Projets/ actions en cours de réalisation	Intitulé du projet	Descriptif des actions
	Quinzaine caribéenne de la jeunesse Site web - réseau	Rencontre de jeunes autour des thèmes de l'environnement, de l'éducation, de la culture et de la musique.
Moyens humains mis à disposition	En France	À l'étranger
	Services municipaux (suivi et logistique à Sainte-Anne)	Sources Mairie de Limbé (accompagnement administratif)

Autres partenaires (pour les actions en cours)	Nom	Type de partenaire (association, institution, collectivité territoriale...)	Rôle du partenaire (financier, technique...)
En France	OMDAC	Association martiniquaise Action culturelle	Montage de dossier, mise en oeuvre
À l'étranger	Célicourt Monpremier (Maire de Limbé)	Mairie de Limbé	Information, mise en oeuvre

Contacts

	Noms	Fonctions	Tél / Fax	E. Mail
Élu	Jean-Luc EGA	3 ^{ème} adjoint	05 96 76 73 06	Homega2@wanadoo.fr
Fonctionnaire	Myriam LAMON	Secrétariat	05 96 76 73 06	

Perspectives et évaluation

Perspectives du projet et du partenariat	Prochaine quinzaine caribéenne Août 2010
Évaluation envisagée	OMDAC / Mairie de Sainte-Anne / Limbé

N.B : Ont aussi participé dans le cadre de jumelage avec Sainte-Anne

- La ville de la Plaine (Dominique 4 000 habitants)
- La ville de Soufrière
- La ville de Sainte-Lucie (5 000 habitants)

Fiche de présentation du partenariat : Suresnes/Cap Haïtien

Collectivité territoriale française (nom, population, superficie...)	Ville de Suresnes (92) 45 000 habitants
Collectivité territoriale étrangère (nom, population, superficie...)	Cap Haïtien (Haïti) (Nord d'Haïti, 2 ^{ème} ville du pays) Environ 700 000 habitants
Type de coopération (Accord cadre, jumelage...)	1998
Date de mise en place :	

Présentation des actions

Champs d'action	<p><i>En Haïti</i></p> <p>I - En direction de la Mairie du Cap Haïtien :</p> <p>I – A : appui institutionnel à la gouvernance locale</p> <p>I – B : appui à maîtrise d'ouvrage pour le renforcement des capacités de la Mairie dans le cadre de la collecte et du traitement des déchets</p> <p>II - En direction de la société civile : Appui</p> <p>II – A : Pour l'éducation</p> <p>II - B : Pour la santé</p> <p>II – C : Economie / Emploi</p> <p>III - En direction des autorités nationales</p> <p>III – A : appui au secteur civil de la MINUSTAH</p> <p>IV- Le Réseau International des Collectivités pour l'Appui aux Mairies Haïtiennes</p> <p><i>En France</i></p> <p>I – L'éducation au développement</p> <p>II – Le développement solidaire</p>
------------------------	---

En Haïti

Action clôturée 2003 - 2007	I – A : Appui institutionnel à la gouvernance locale 1- L'action de formation à la conduite de projets dans le cadre du FICOD avec l'IRCOD Alsace et Pays de Savoie Solidaires qui a donné lieu en 2005 à une opération d'organisation de la propreté et de sensibilisation de la population à la problématique de l'enlèvement des déchets ménagers dans la vieille ville du Cap-Haïtien
------------------------------------	--

Projets/ actions en cours de réalisation	Intitulé du projet	Descriptif des actions
	<p>2 : Appui à l'élaboration d'un Plan de développement communal</p> <p>Maître d'ouvrage : Mairie du Cap-Haïtien</p> <p>Dans le cadre de la décentralisation souhaitée par l'Etat haïtien, des réunions de travail entre les villes de Suresnes et du Cap-Haïtien sont organisés afin de transmettre aux élus et techniciens du Cap des outils et méthodologies relatives aux problématiques de gestion locale qui s'inscrivent dans les règles de bonne gouvernance.</p> <p>Afin de rendre les formations plus efficaces, de les mettre en pratique et de les insérer dans un cadre stratégique, les Mairies du Cap-</p>	<p>En Haïti</p> <p>mener un état des lieux de la capacité de la collectivité en termes de moyens matériels, humains et financiers à assumer ses compétences actuelles et à gérer un plan de développement communal afin de définir les points d'amélioration pour le renforcement des capacités de la Mairie, notamment, au travers des actions du Réseau Haïti et de la coopération entre Suresnes et le Cap-Haïtien.</p> <p>mener un état des lieux de la ville du Cap-Haïtien afin de réaliser un diagnostic global de territoire qui débouchera sur la définition d'une stratégie de développement,</p>

	Haïtien et de Suresnes se sont entendues sur une action structurante pour la Mairie du Cap-Haïtien dans la définition d'un plan de développement communal. Ce document doit permettre au Maire du Cap-Haïtien de maîtriser le devenir de sa ville et de se positionner en tant que maître d'ouvrage des actions entreprises sur son territoire, développant, tout au long de son élaboration, des outils de concertation avec les élus, la population, la société civile et ses partenaires internationaux.	puis d'une programmation aboutissant à la rédaction d'un plan de développement communal. Ce document fondateur permettra aux élus locaux de présenter les axes prioritaires retenus afin que tous les partenaires inscrivent leurs actions en cohérence avec la stratégie de développement. En France Accueil d'une délégation du Cap Haïtien au sein des services municipaux de la ville de Suresnes
Moyens humains mis à disposition	En France : L'Adjoint au Maire Le Directeur Général des Services de la ville de Suresnes La personne chargée du suivi du projet (personne chargée de la coopération décentralisée) Les services de la ville de Suresnes concernés pouvant apporter une expertise sur les thématiques à traiter (finances / fiscalité, ressources humaines, gouvernance, système d'informations,...)	
	En Haïti : élus, techniciens de la Mairie du Cap Haïtien et auprès des personnes ressources de la société civile du Cap Haïtien	
Autres partenaires (pour les actions en cours)	En France	À l'étranger
Nom	Ministère français des Affaires Etrangères et Européennes	L'Institut Universitaire des Sciences Juridiques, Economiques et de Développement Régional (INUJED)
Type de partenaire (association, institution, collectivité territoriale...)		Université
Rôle du partenaire (financier, technique...)	cofinancement	Basé au Cap-Haïtien, l'INUJED bénéficie de la présence d'une volontaire française, diplômée en ingénierie de développement local, qui a été désignée chef de projet au sein de l'INUJED pour piloter l'appui à l'élaboration du Plan de Développement Communal. Elle est secondée dans cette tâche par un consultant français, recruté par l'INUJED, pour ce projet. L'INUJED s'appuiera également sur ses professeurs et étudiants qui mettront ainsi en pratique leur cours permettant une professionnalisation du cursus de formations.
Perspectives et évaluation		
Perspectives du projet et du partenariat	La ville de Suresnes, dans le cadre des programmes de formation prévus et de notre coopération directe, appuiera la démarche, apportera des outils méthodologiques tout au long de l'élaboration du document, permettant d'ancrer la coopération existante et de la renforcer. le Plan de développement communal permettra, outre son caractère fondateur pour la Mairie du Cap-Haïtien, de faire émerger des problématiques et de définir ainsi un nouveau plan de coopération intégré pour les 3 années à	

	venir et les perspectives ultérieures, entre Suresnes et le Cap-Haïtien.	
Projets/ actions en cours de réalisation	Intitulé du projet	Descriptif des actions
	I – B : appui à maîtrise d’ouvrage pour le renforcement des capacités de la Mairie dans le cadre de la collecte et du traitement des déchets Mise en place d’un Plan Urbain de Gestion Intégrée des Déchets Solides pour le Cap-Haïtien Maîtrise d’ouvrage Mairie du Cap-Haïtien	A l’issue d’une étude de pré-faisabilité pour la mise en place d’un Plan Urbain de Gestion Intégrée des Déchets Solides pour le Cap-Haïtien, menée par un expert technique de 2006 à 2007, financée par la ville de Suresnes et le Ministère des Affaires Etrangères, les villes du Cap-Haïtien et de Suresnes recherchent des financements multilatéraux pour son lancement. Ce Programme de collecte et de traitement des déchets au Cap-Haïtien comprendra : la pré-collecte et la collecte le traitement des déchets vers des filières de valorisation ou vers un centre de stockage des déchets l’assistance à maîtrise d’ouvrage pour sa mise en place des formations techniques
Moyens humains mis à disposition	En France : 1 personne chargée du suivi du projet (personne chargée de la coopération décentralisée) Le Conseiller en environnement de la ville de Suresnes Le Directeur Général des Services de la ville de Suresnes L’Adjoint au Maire	
	À l’Etranger : élus, techniciens de la Mairie du Cap Haïtien et personnes ressources de la société civile du Cap Haïtien Un assistant technique français missionné par la ville de Suresnes était en poste en Haïti de septembre 2006 à juin 2007 pendant la phase d’étude de pré faisabilité afin de coordonner les partenaires du projet et d’organiser les réunions de restitution au Cap-Haïtien auprès des acteurs locaux et à Port-Au-Prince auprès des bailleurs de fonds	
Autres partenaires (pour les actions en cours)	En France	A l’étranger
Nom	Ministère français des Affaires Etrangères	Haïtian Ressource Development Foundation
Type de partenaire (association, institution, collectivité territoriale...)		ONG haïtienne
Rôle du partenaire (financier, technique...)	Cofinancement	Coordination de l’étude de pré faisabilité et des relations avec les bureaux d’études haïtiens
Perspectives et évaluation		
Perspectives du projet et du partenariat	La recherche de partenaires multilatéraux nous a permis de rentrer en contact avec l’AFD qui a mené en mai 2007 une étude de faisabilité sur ce projet dans le prolongement de notre étude. Les résultats de l’étude ayant avéré sa faisabilité, l’AFD pourrait dans le courant 2009 financer ce projet mené par la Mairie du Cap avec l’appui de Suresnes. En outre, la Banque Mondiale a également été intéressée par notre étude et a indiqué qu’elle serait susceptible de cofinancer le fonctionnement de centre de stockage des déchets dans le cadre du Fonds Carbone	

Actions engagées depuis 2003	II - En direction de la société civile : Appui II – A : <u>Pour l'éducation</u> II - B : <u>Pour la santé</u> II – C : <u>Economie / Emploi</u> La ville de Suresnes a conduit, avec le cofinancement du Ministère français des Affaires Etrangères, la rénovation des lanterneaux de la Cathédrale Notre Dame d'Haïti au Cap-Haïtien, la première phase a été réalisée en 2003, la seconde achevée en 2005 avec pour axe prioritaire la transmission de savoir-faire entre les compagnons et apprentis français et les ouvriers haïtiens engagés pour ce chantier.				
Projets/ actions en cours de réalisation	<table border="1" style="width: 100%;"> <thead> <tr> <th style="text-align: center;">Intitulé du projet</th> <th style="text-align: center;">Descriptif des actions</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td data-bbox="284 562 762 1234"> II – A : Appui pédagogique à l'Ecole Française du Cap Haïtien </td> <td data-bbox="762 562 1471 1234"> <p>Appui pédagogique à l'école française du Cap Depuis 2003, la ville de Suresnes abonne l'école à des revues enfantines et pédagogiques. La ville de Suresnes a doté l'école en 2003 et 2005 de mobiliers et matériels scolaires, jeux, livres, structures de motricité. Le Conseil Communal des Jeunes s'est associé à cette démarche en organisant une vente d'objets d'occasion au profit de l'école.</p> <p>Appui de la ville de Suresnes pour le projet d'extension de l'Ecole : la ville de Suresnes a sollicité des partenaires pour financer les travaux d'extension de l'Ecole. Le Conseil Général des Hauts-de-Seine a donné son accord. Le projet d'extension sera finalisé en 2008.</p> <p>Création d'échanges entre une école suresnoise et l'Ecole Française du Cap depuis 2006. Un échange sur le conte français et haïtien entre les enfants des deux écoles a, à ce titre, été organisé. Les travaux ont été exposés lors de la 3^{ème} édition de Ti coup d'œil sou Haïti.</p> </td> </tr> </tbody> </table>	Intitulé du projet	Descriptif des actions	II – A : Appui pédagogique à l'Ecole Française du Cap Haïtien	<p>Appui pédagogique à l'école française du Cap Depuis 2003, la ville de Suresnes abonne l'école à des revues enfantines et pédagogiques. La ville de Suresnes a doté l'école en 2003 et 2005 de mobiliers et matériels scolaires, jeux, livres, structures de motricité. Le Conseil Communal des Jeunes s'est associé à cette démarche en organisant une vente d'objets d'occasion au profit de l'école.</p> <p>Appui de la ville de Suresnes pour le projet d'extension de l'Ecole : la ville de Suresnes a sollicité des partenaires pour financer les travaux d'extension de l'Ecole. Le Conseil Général des Hauts-de-Seine a donné son accord. Le projet d'extension sera finalisé en 2008.</p> <p>Création d'échanges entre une école suresnoise et l'Ecole Française du Cap depuis 2006. Un échange sur le conte français et haïtien entre les enfants des deux écoles a, à ce titre, été organisé. Les travaux ont été exposés lors de la 3^{ème} édition de Ti coup d'œil sou Haïti.</p>
Intitulé du projet	Descriptif des actions				
II – A : Appui pédagogique à l'Ecole Française du Cap Haïtien	<p>Appui pédagogique à l'école française du Cap Depuis 2003, la ville de Suresnes abonne l'école à des revues enfantines et pédagogiques. La ville de Suresnes a doté l'école en 2003 et 2005 de mobiliers et matériels scolaires, jeux, livres, structures de motricité. Le Conseil Communal des Jeunes s'est associé à cette démarche en organisant une vente d'objets d'occasion au profit de l'école.</p> <p>Appui de la ville de Suresnes pour le projet d'extension de l'Ecole : la ville de Suresnes a sollicité des partenaires pour financer les travaux d'extension de l'Ecole. Le Conseil Général des Hauts-de-Seine a donné son accord. Le projet d'extension sera finalisé en 2008.</p> <p>Création d'échanges entre une école suresnoise et l'Ecole Française du Cap depuis 2006. Un échange sur le conte français et haïtien entre les enfants des deux écoles a, à ce titre, été organisé. Les travaux ont été exposés lors de la 3^{ème} édition de Ti coup d'œil sou Haïti.</p>				
Moyens humains mis à disposition	<p>En France : 1 personne chargée du suivi du projet (personne chargée de la coopération décentralisée) Le service Affaires Scolaires de la ville de Suresnes Le Directeur Général des Services de la ville de Suresnes L'Adjoint au Maire</p> <p>À l'Etranger : Directrice de l'Ecole Française du Cap</p>				
Autres partenaires (pour les actions en cours)	En France	À l'étranger			
Nom	Écoles suresnoises				
	Junior Association Cap-Suresnes - Cap				
Perspectives et évaluation					
Perspectives du projet et du partenariat	Le partenariat avec l'Ecole Française du Cap s'inscrit dans la durée. Suite aux éditions passées de « Ti Coup d'œil sou Haïti », ayant pour ambition de faire découvrir la culture haïtienne, la vie au quotidien au Cap-Haïtien aux Suresnois, plusieurs acteurs suresnois se sont mobilisés en 2008 pour mettre en place une action transversale intergénérationnelle en faveur de l'Ecole française du Cap au travers de l'apport de matériels pédagogiques				

	Intitulé du projet	Descriptif des actions
Projets/ actions en cours de réalisation	II - B : <u>Pour la santé</u>	- La ville de Suresnes a doté en 2005 l'Hôpital Justinien du Cap de matériels paramédicaux - la ville de Suresnes recherche des partenaires afin de développer une coopération technique entre hôpitaux
Moyens humains mis à disposition	En France : 1 personne chargée du suivi du projet (personne chargée de la coopération décentralisée) Le Directeur Général des Services de la ville de Suresnes L'Adjoint au Maire	
	À l'Étranger : Directeur du Laboratoire de l'Hôpital Justinien du Cap	
	Intitulé du projet	Descriptif des actions
Projets/ actions en cours de réalisation	II – C : <u>Economie / Emploi</u>	- Formation pour générer les conditions d'employabilité des populations locales au travers de la restauration du patrimoine historique La ville de Suresnes a conduit, avec le cofinancement du Ministère français des Affaires Étrangères, la rénovation des lanterneaux de la Cathédrale Notre Dame d'Haïti au Cap-Haïtien, la première phase a été réalisée en 2003, la seconde achevée en 2005 avec pour axe prioritaire la transmission de savoir-faire entre les compagnons et apprentis français et les ouvriers haïtiens engagés pour ce chantier. - Appui auprès d'acteurs économiques du Cap-Haïtien pour la mise en place de projets viables et pérennes dans le domaine de la production agricole générant de la création d'activités qui seraient présentées au Conseil Général des Hauts-de-Seine pour un financement
Actions engagées depuis 2003	III – en direction des autorités nationales III – A en direction du secteur civil de la MINUSTAH La ville de Suresnes travaille en partenariat, depuis 2005, avec le secteur civil de la Mission de Stabilisation des Nations Unies en Haïti. Elle a participé, avec le cofinancement du Ministère français des Affaires Étrangères, à la réalisation d'un document de communication en français et en créole ayant pour objectif d'expliquer le rôle d'une Mairie et des édiles locaux aux futurs candidats aux élections municipales	
	Intitulé du projet	Descriptif des actions
Projets/ actions en cours de réalisation	IV- Le Réseau International des Collectivités pour l'Appui aux Mairies Haïtiennes L'ensemble des projets de coopération décentralisée a conduit la ville de Suresnes et son principal partenaire local, Haitian Ressource Development Foundation (HRDF), à travailler de concert avec les autorités nationales haïtiennes et des partenaires internationaux. Le Réseau est né de ces synergies.	Il s'agit d'aider au relèvement d'Haïti par le relèvement de ses collectivités. Le réseau des villes permet de bénéficier d'un vivier d'experts – praticiens, de partager et de porter des projets d'envergure au profit de plusieurs collectivités haïtiennes pour une meilleure visibilité auprès des bailleurs de fonds et une couverture plus importante du territoire, de mettre en contact les maires haïtiens et le partage d'expériences pour le développement d'une culture de l'élu local. Le Ministre haïtien de l'Intérieur et des Collectivités Territoriales a également souhaité que « Réseau Haïti » mette en place une structure d'évaluation des actions des

	<p>Il a pour objectif de la mise en commun des expériences, compétences et savoir-faire de l'ensemble des acteurs d'aide au développement qui s'inscrit dans une démarche de renforcement de la Démocratie et du respect des Droits de l'Homme.</p> <p>En mars 2007, le Ministre haïtien de l'Intérieur et des Collectivités Territoriales a acté que le réseau de villes pourrait ainsi servir de socle pour développer les actions d'appui institutionnel, comprenant notamment, d'un point de vue fonctionnel la fiscalité locale, le cadastre, le processus administratif et de ressources humaines, l'informatique et d'un point de vue opérationnel le développement touristique, économique, éducatif, santé (hôpitaux, hygiène public, cimetières), propreté (gestion des déchets)...</p> <p>La présidence de « Réseau Haïti » est assurée par Monsieur Charles JOSSELIN, Président de Cités Unies France et ancien Ministre de la Coopération.</p>	<p>ONG dans les villes haïtiennes.</p> <p>Les dossiers de financement relatifs au fonctionnement administratif de cette plate-forme et au maillage du réseau informatique intégrant les 20 villes haïtiennes signataires de la charte sont à l'étude auprès de différents partenaires (Ambassade de France en Haïti, Union Européenne,...).</p>
--	---	---

En France		
Projets/ actions en cours de réalisation	Intitulé du projet	Descriptif des actions
	I- L'Education au développement	La ville de Suresnes s'inscrit depuis 2006 dans le cadre de la Semaine de la Solidarité Internationale en organisant annuellement une semaine haïtienne « Ti coup d'œil sou Haïti » afin de faire découvrir la richesse culturelle haïtienne, de faire connaître aux Suresnois les actions de coopération menées entre Suresnes et le Cap Haïtien et de leur permettre d'appréhender la vie quotidienne des Capois. Des ateliers interactifs sont proposés à tout public afin de développer la solidarité internationale De nombreux acteurs locaux se sont ainsi associés aux actions de la ville.
	II – le Développement solidaire	Dans le cadre du programme de co-développement entre la France et Haïti, géré et initié par l'Ambassade de France en Haïti, la ville de Suresnes s'est engagée dans une action d'information et d'appui au montage de projets des associations haïtiennes des Hauts-de-Seine, afin de faciliter la réussite de ce nouveau dispositif. Le service Actions Internationales a fait plusieurs réunions d'information et a pris contact avec les associations haïtiennes des Hauts-de-Seine, afin de

		recenser les projets susceptibles de pouvoir être éligibles à un financement du programme de co-développement et leur apporter un appui pour la réalisation de leur dossier de candidature. Par ailleurs, Suresnes se propose d'organiser, dans le cadre de la semaine de la Solidarité Internationale, du 18 au 22 novembre 2008, en partenariat avec le Ministère de l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité Nationale et du Développement Solidaire, une Conférence sur le Développement Solidaire et sur le programme de Codéveloppement entre la France et Haïti, rassemblant l'ensemble des acteurs institutionnels et associatifs, français et haïtiens.		
Contacts	Noms	Fonctions	Tel / Fax	E. Mail
Élu	Jean-Louis TESTUD	Adjoint au Maire délégué aux Relations Internationales, Coopération, Jumelage	Tel : 01 42 04 96 70 Fax : 01 46 97 16 91	international@ville-suresnes.fr
Fonctionnaire	Philippe FRANCOIS	Directeur Général des Services	01 41 18 15 59	surdgs@club-internet.fr
	Valérie GAUDE DA SILVA	Chargée de Coopération Décentralisée	01 42 04 96 77	
	Laure PASCAL LUCCIONI	Chargée de mission	01 42 04 91 55	international@ville-suresnes.fr

MEXIQUE



Etats-Unis du Mexique		
Données générales (indicateurs géographiques, démographiques, macroéconomiques)		
Sources : MAE, CIA factbook		
Superficie : 1 967 183 km ²	Population urbaine : 75% (2007)	IDH : 52 ^e /177
Population : 106,6 millions hab. (2004)	Densité : 54 hab./km ² (2007)	Taux de chômage : 3,7% (et important sous-emploi)
Capitale : Mexico (8,8 millions d'hab.) 17,8 millions avec la banlieue	Unité monétaire : peso mexicain	
	PIB/tête : 8400 US\$ (2007)	Espérance de vie : 73 ans (hommes), 78,7 (femmes)
Autres villes importantes : Monterrey (3,2 millions d'hab.), Guadalajara (3,7 millions d'hab.)	Taux de croissance : +3% (2007)	Taux d'alphabétisation : 91,6%
	Langue officielle : Espagnol. Plus de 60 langues sont parlées au Mexique, en particulier le Náhuatl (1,2 millions de locuteurs), Maya (714000), Mixtec (387000) et Zapotec (403000)	Population sous le seuil de pauvreté :

Fiche de présentation du partenariat : CR PACA/ Nuevo León

Collectivité territoriale française (nom, population, superficie...)	Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur
Collectivité territoriale étrangère (nom, population, superficie...)	État de Nuevo León (Mexique) 4 199 292 habitants, 64 210 km ²
Type de coopération (Accord cadre, jumelage...)	Coopération bilatérale
Date de mise en place :	Signature à Monterrey le 6 décembre 2005

Présentation des actions

Champs d'action	Coopération à dominante économique, scientifique, universitaire, technologique et culturelle	
Actions engagées depuis 2003		
Projets/ actions en cours de réalisation	Intitulé du projet	Descriptif des actions
	<p align="center">COOPERATION SCIENTIFIQUE ET UNIVERSITAIRE</p> <p>Échanges entre l'université autonome de Monterrey et l'université d'Aix-Marseille au travers du laboratoire d'économie et de sociologie du travail (LEST)</p> <p>Programme Med'Accueil permettant l'accueil d'étudiants étrangers dans les universités de PACA</p> <p align="center">COOPERATION ECONOMIQUE</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Coopération internationale sur le thème « les petits monde frontaliers : les formes de travail mondialisés » - 2006 • Échanges pédagogiques sur le thème « Travail, emploi, migration, éducation et ville ; Quelle implication pour les politiques publiques dans un contexte de mondialisation ? » -2006 • Colloque Suds à Suds organisé en mai 2006 avec la participation des chercheurs de l'Université de Monterrey - 2006 • Coopération sur le thème « les petits monde frontaliers : l'analyse des dispositifs localisés du travail transnational » - 2007 • Poursuite des échanges pédagogiques sur le thème : « Travail, Emploi, Migration, Education et Ville – SUD A SUD – Quelles implications pour les politiques publiques dans un contexte de mondialisation ? » - 2007 <p>Coopération sur le thème « les petits monde frontaliers : la zone métropolitaine de Monterrey. Rupture historique, transition économique et transformation des modes de vie.- 2008</p> <p>année 2006-2007 : accueil de 6 étudiants du Nuevo Leon</p> <p>année 2007-2008 : accueil de 9 étudiants du Nuevo Leon</p> <p>4 – 6 juin 2007 : Venue en PACA d'une délégation conduite par le Président de la</p>

		Chambre de Commerce Franco-mexicaine. 18 juin 2007 : une délégation conduite par Alejandro PAEZ, Secrétaire d'Etat au Développement de l'Economie de l'Etat du Nuevo Leon, s'est rendu au Salon du Bourget. A cette occasion, des rendez-vous ont été organisés sur l'espace Région Provence-Alpes-Côte d'Azur avec Eurocopter, le pôle PEGASE, et l'Office Nationale de Recherche en Aéronautique. 27 octobre -1^{er} novembre 2007 : mission régionale conduite par le Pdt Vauzelle à Monterrey, à l'occasion du Forum économique, associant la Chambre Régionale de Commerce et d'Industrie PACA, de nombreuses entreprises régionales et des Pôles régionaux de l'Innovation ainsi que le secteur de l'enseignement supérieur. Cette mission a notamment permis l'organisation de rendez-vous B to B pour les entreprises . En 2007 et 2008 : actions de formation en faveur de la protection civile du Nuevo León, menées par le biais de l'association Assistance Pédagogique Internationale
Moyens humains mis à disposition	En France	À l'étranger

Autres partenaires (pour les actions en cours)	Nom	Type de partenaire (association, institution, collectivité territoriale...)	Rôle du partenaire (financier, technique...)
En France	Assistance Pédagogique Internationale	Association	
À l'étranger	Laboratoire d'économie et de sociologie du travail du CNRS		

Contacts				
	Noms	Fonctions	Tél / Fax	E. Mail
Élu				
Fonctionnaire	Laurence Mercadal	Chargée de mission	04 91 57 54 68	Imercadal@regionpaca.fr

Perspectives et évaluation	
Perspectives du projet et du partenariat	
Évaluation envisagée	

NICARAGUA



République du Nicaragua		
Données générales (indicateurs géographiques, démographiques, macroéconomiques)		
Sources : MAE, CIA factbook		
Superficie : 129 494 km ²	Population urbaine : 59% (2005)	IDH : 110 ^e /177 (2007)
Population : 5,7 millions hab. (2008)	Densité : 42hab./km ² (2005)	Taux de chômage : 5,6%
Capitale : Managua (1,6 million hab. 2008)	Unité monétaire : Córdoba	
	PIB/tête : 3200 US\$ (2007)	Espérance de vie : 69 ans (hommes), 73,4 (femmes)
Autres villes importantes : León , chinandega, Masaya, Granada	Taux de croissance : 2,9% (2007)	Taux d’alphabétisation : 77% (2007)
	Langue officielle : Espagnol. Langue courantes : anglais, miskito et sumo	Population sous le seuil de pauvreté : 48% (2007)

Fiche de présentation du partenariat : Ville de Bouguenais/El Tuma La Dalia

Collectivité territoriale française (nom, population, superficie...)	Ville de Bouguenais 15 627 habitants 9 ^e place dans l'agglomération nantaise Superficie de 3 150 hectares
Collectivité territoriale étrangère (nom, population, superficie...)	El Tuma La Dalia (Nicaragua) 69 000 habitants 2 ^e place dans le département de Matagalpa 85% de la population en secteur rural 59% de moins de 19 ans Classé 38 ^e dans les 152 municipalités les plus pauvres du pays Superficie de 650 km ²
Type de coopération (Accord cadre, jumelage...)	
Date de mise en place :	1999

Présentation des actions

Champs d'action	Appui à l'éducation, à la mise en place de services publics de base en milieu rural, dans une démarche de développement local durable. Echanges culturels	
Actions engagées depuis 2003	<ul style="list-style-type: none"> - Appui à l'action de développement de la lecture (animations conduites par CESESMA dans les communautés, travaux d'extension et équipement de la bibliothèque municipale et formation complémentaire du personnel) - Appui au projet pluriannuel de CESESMA « Education, formation et développement des capacités personnelles et d'organisation des jeunes » de 20 communautés d'El Tuma La Dalia - Appui à l'élaboration du « Plan d'Education pour le Développement Local d'El Tuma La Dalia 2008-2015 à travers le financement du projet de CESESMA « participation citoyenne dans la gestion de l'éducation basée sur l'expérience de participation communautaire et de leadership des enfants » - Appui au projet municipal de création d'un centre de développement infantile (1^{re} étape en 2007) 	
Projets/ actions en cours de réalisation	Intitulé du projet	Descriptif des actions
	<p>2008-2009</p> <ul style="list-style-type: none"> - Appui à CESESMA dans son action « développement des capacités et compétences à travers la promotion du droit à une éducation équitable et de qualité » - Appui à la Mairie d'El Tuma la Dalia dans la 2nde étape de création de son centre de développement infantile - accueil en juillet 2008 d'une délégation de 	<p>Poursuivre l'aide apportée à la Ville d'El Tuma La Dalia dans l'application de son « Plan d'Education pour le Développement Local » en travaillant spécifiquement sur 7 communautés et 10 écoles du centre éducatif rural du secteur « El Tuma » : formation des enseignants et des conseils scolaires, organisation de forums sur l'équité et la qualité de l'éducation avec les acteurs locaux.</p> <p>Contribuer à l'amélioration des conditions de vie d'environ 100 familles les plus démunies de la municipalité, lutter contre la dénutrition des enfants et assurer leur sécurité avec la création d'un centre d'accueil pour les jeunes enfants d'ouvrières agricoles qui travaillent à la cueillette du café. Il s'agit d'un complexe constitué de deux salles de classes maternelles (pour 140 enfants de 3 à 5 ans), de deux salles de repos (pour 70 enfants), d'une cantine, cuisine, sanitaires, parc infantile</p>

	l'atelier « Théâtre » de CESESMA à la faveur d'un séjour organisé par Echanges et Solidarité 44	Échange de pratiques avec les animateurs Jeunesse de Bouguenais.
Moyens humains mis à disposition	<p>En France : service « Jumelage-coopération » 2 agents chargés de gérer l'ensemble des relations internationales de la Ville de Bouguenais. Les élus et citoyens du groupe de travail « Nicaragua » au sein de l'Association Bouguenais Jumelage-Coopération Depuis les élections municipales de 2008, Le Conseiller Municipal délégué à l'International et à la Coopération décentralisée est secondé par 5 Conseillers « pays » dont un référent Nicaragua</p> <p>A l'Étranger : l'Equipe de l'ONG nicaraguayenne CESESMA (Centre de Services éducatifs en Santé et Environnement) San Ramon Le Maire d'El Tuma La Dalia, Jaime ARAUZ et ses services municipaux</p>	

Autres partenaires (pour les actions en cours)	Nom	Type de partenaire (association, institution, collectivité territoriale...)	Rôle du partenaire (financier, technique...)
En France	Échanges et Solidarité 44	Association	Rôle technique et financier - cofinance les projets éducatifs conduits par CESESMA) - partenaires des animations, échanges, rencontres autour du Nicaragua.
À l'étranger	Malika RABIA	Correspondante locale d'Echanges et Solidarité 44	Rôle technique (conseils et suivi des projets) et de communication entre les acteurs

Contacts				
	Noms	Fonctions	Tél / Fax	E. Mail
Élu	Sylvain BACLE José GARCIA	Conseiller Municipal délégué à l'International et à la Coopération décentralisée Conseiller Municipal référent « Nicaragua »	02 40 32 29 08 02 40 32 29 34	sylvainbacle@ville-bouguenais.fr Josegarcia@ville-bouguenais.fr
Fonctionnaire	Patricia PASCO	Responsable du secteur « jumelage-coopération »	02 40 32 29 08 02 40 32 29 34	patriciapasco@ville-bouguenais.fr
Perspectives et évaluation				
Perspectives du projet et du partenariat		Poursuite et développement des actions avec la Ville d'El Tuma La Dalia et CESESMA Développement du travail transversal avec Echanges et Solidarité 44		
Évaluation envisagée		Pas dans l'immédiat		

Fiche de présentation du partenariat : La Courneuve/ Ocotal

Collectivité territoriale française (nom, population, superficie...)	Ville de La Courneuve 35 310 habitants, 752 hectares
Collectivité territoriale étrangère (nom, population, superficie...)	Ocotal (Nicaragua) 30 000 habitants
Type de coopération (Accord cadre, jumelage...)	Convention de coopération
Date de mise en place :	1988

Présentation des actions

Champs d'action	Enseignement, hygiène, santé
Actions engagées depuis 2003	2003 : Financement de construction de fosses septiques 2004 : Financement de projet de travaux de voirie 2006 : Financement du projet de travaux de voirie 2007 : Financement d'un programme de revêtement de rues

Contacts

	Noms	Fonctions	Tél / Fax	E. Mail
Élu	Nabiha REZKALLA	Maire-Adjointe déléguée à la Coopération Décentralisée		Nabiha.rezkalla@ville-la-courneuve.fr
Fonctionnaire	Fadila SAIDI	Chargée de la Coopération Décentralisée	Tél :01.49.92.60.25 Fax :01.48.36.89.93	fadila.saidi@ville-la-courneuve.fr

Fiche de présentation du partenariat : Fougères/Somoto

Collectivité territoriale française (nom, population, superficie...)	Ville de Fougères 21 779 habitants Superficie : 1047 hectares
Collectivité territoriale étrangère (nom, population, superficie...)	Mairie de Somoto (Nicaragua) Département : Madriz 33 853 habitants Superficie : 466.18 km2
Type de coopération (Accord cadre, jumelage...)	Jumelage de coopération
Date de mise en place :	1986

Présentation des actions

Champs d'action	Développement rural, éducatif et culturel	
Projets/ actions en cours de réalisation	Intitulé du projet	Descriptif des actions
	Conservation des ressources naturelles (sols, eau, forêts) Production et diversification des cultures locales et familiales du bassin versant : « Aguas Calientes »	Il s'agit d'améliorer la vie des familles paysannes en lutte contre la pauvreté en s'appuyant sur les potentialités humaines et les ressources naturelles du territoire concerné.
Moyens humains mis à disposition	En France	À l'étranger
	Un agent chargé des relations internationales	Mise en place d'un groupe de pilotage coordonné par la municipalité de Somoto en lien avec la municipalité de San Lucas

Autres partenaires (pour les actions en cours)	Nom	Type de partenaire (association, institution, collectivité territoriale...)	Rôle du partenaire (financier, technique...)
En France	Conseil Régional de Bretagne	Collectivité territoriale	Financier (acquis)
	Ministère des Affaires Etrangères	Etat	Financier (sollicité)
À l'étranger	Fonds de coopération Suédoise	Organisation de coopération	Financier

Contacts

	Noms	Fonctions	Tél / Fax	E. Mail
Élu	Agnès DENIS	Adjointe à l'éducation et à la solidarité internationale, en charge des dossiers de coopération décentralisée et des échanges internationaux	06 81 71 66 93	agnes.denis1@wanadoo.fr
Fonctionnaire	Sabrina POTIER	Chargée des relations internationales	02 99 94 88 25	s.potier@fougères.fr

Perspectives et évaluation	
Perspectives du projet et du partenariat	<p>Mise en place effective de :</p> <ul style="list-style-type: none"> > 40 hectares de café, 20 hectares de production en micro-irrigation, 50 hectares de henequen, 20 hectares d'arbres fruitiers, 40 élevages de vaches pour > 40 familles, 8 groupes de familles en production d'apiculture. > La certification biologique du café. > Mécanismes de coordination pour la commercialisation des produits biologiques et autres. > Micro-crédits pour la production et la conservation. > L'amélioration des revenus des familles. > Meilleures connaissances et prise de conscience dans le domaine de la protection et de la conservation des ressources naturelles. > Techniques appropriées de production, compatibles avec le respect de la nature.
Évaluation envisagée	<ul style="list-style-type: none"> > Vérification de l'exécution du projet sur le territoire de visu, selon les objectifs proposés. > Vérification de l'application des techniques compatibles avec le respect de la nature. > Evaluation participative de l'ensemble des bénéficiaires par trimestre. > Vérification de l'exécution des actions proposées. > Registres et contrôle des ventes par catégories pour mesurer les bénéfices générés. > Mémoires des formations et ateliers réalisés. > Obtention de la certification biologique pour les cultures de café. > Registre des bénéficiaires par catégorie et par communauté. > Archive des documents élaborés et utilisés dans le programme d'éducation à l'environnement des formations. > Mémoires de participation dans les activités de promotion des produits.

Fiche de présentation du partenariat : Vaulx-en-Velin/Sebaco

Collectivité territoriale française (nom, population, superficie...)	Ville de Vaulx-en-Velin 41 000Hts – 2094 Ha
Collectivité territoriale étrangère (nom, population, superficie...)	Sebaco (Nicaragua) 35 000Hts – 29 000 Ha
Type de coopération (Accord cadre, jumelage...)	Pacte d'amitié et de solidarité
Date de mise en place :	31 octobre 1987

Présentation des actions

Champs d'action	Développement local durable dans les domaines de l'éducation, la santé, la culture, l'économie et l'agriculture familiale.	
Actions engagées depuis 2003	Création d'un musée d'art précolombien ; aduction d'eau et développement agricole d'une communauté avec création d'une école.	
Projets/ actions en cours de réalisation	Intitulé du projet	Descriptif des actions
	A / Projet de développement agricole durable « La Granja 2 »	Créer un centre de production durable avec des techniques de production validées dans les domaines de l'élevage, dans celui des cultures agricoles et de création de banques de semences. Ce centre de formation servira de modèle pour la formation des familles des 26 communautés bénéficiaires du projet.
	B / Développement du Musée en un Centre culturel et mise en valeur de la vallée des pétroglyphes	Faire évoluer l'actuel Musée d'art précolombien en un centre culturel alliant danse / arts plastiques / musique. Compléter le musée avec la mise en valeur du site des pétroglyphes et reconstitution d'un village précolombien.
	C / Electrification d'une communauté (30 familles) par des procédés de production d'énergie renouvelable.	Installer au sein d'une communauté un système d'électrification pour l'éclairage et la cuisine (lutte contre la déforestation), avec panneaux solaire et/ou éoliennes.
Moyens humains mis à disposition	En France	À l'étranger
	Une équipe de suivi formée des partenaires français.	Une équipe technique et un chef de projet.

Autres partenaires (pour les actions en cours)	Nom	Type de partenaire (association, institution, collectivité territoriale...)	Rôle du partenaire (financier, technique...)
En France	Ville de Bezons – Associations : BASIC Comité d'amitié vaudais pour le développement de Sebaco – SPF Rhône	Collectivité territoriale Associations	Financier Financier et technique
		ONG	Technique
À l'étranger	Villes de Böhlen (Allemagne) Montedoro (Italie)	Collectivités territoriales	Financier

Contacts

	Noms	Fonctions	Tel / Fax	E. Mail
Élue	Sophie SENOUCI	Conseillère déléguée	Tel : 04 72 04 81 76 Fax : 04 72 04 81 61	cdescotes@vaulx.sitiv.fr
Fonctionnaire	Sylvain GUILLOT	Secrétaire du Maire – Chargé du suivi des relations internationales	Tel : 04 72 04 81 76 Fax : 04 72 04 81 61	sguillot@vaulx.sitiv.fr

Perspectives et évaluation

Perspectives du projet et du partenariat	<p>Projet A / À long terme permettre à 15 000 personnes d'être en suffisance alimentaire et par la commercialisation des produits de trouver une autonomie financière.</p> <p>Projet B / Etude de faisabilité d'un parcours global culturel / Insertion dans le réseau de tourisme équitable.</p> <p>Projet C / Expérimentation actuelle pour la mise en place d'un protocole de développement de ce type d'électrification dans les communauté indigènes.</p>
Évaluations envisagées	<p>Projet A / Annuelle en référence au projet sur les actions prévues : production et formation agricole, production et formation animale, formation à la commercialisation et à la vente des productions.</p> <p>Projet B / Nombre de visiteurs annuels / évolution des moyens de communication / Nombre et qualité des partenaires du projet.</p> <p>Projet C / Nombre de familles utilisant l'électricité pour l'éclairage et la nourriture / à terme impact positif sur l'arrêt de la déforestation.</p>

PEROU



République du Pérou		
Données générales (indicateurs géographiques, démographiques, macroéconomiques) Sources : MAE, CIA factbook		
Superficie : 1 285 220 km ²	Population urbaine : 73% (2007)	IDH : 82 ^e /173
Population : 27,9 millions hab.	Densité : 22 hab./ km ² (2007)	Taux de chômage : 8%
	Unité monétaire : Nuevo Sol péruvien	Espérance de vie : 68,6 ans (hommes), 72,4 (femmes)
Capitale : Lima (8 millions d'hab.)	PIB/tête : 3300 US\$ (2006)	Taux d'alphabétisation : 91% (hommes), 80% (femmes)
	Taux de croissance : 9% (2007)	Population sous le seuil de pauvreté : 44,5% (2006)
Autres villes importantes : Arequipa (0,8 million d'hab.), Trujillo (0,7 million d'hab.)	Langue officielle : Espagnol. Autres langues : Quechua, Aymara et les langues amazoniennes	

Fiche de présentation du partenariat CG des Hautes-Pyrénées/départements de Cuzco et Apurimac

Collectivité territoriale française (nom, population, superficie...)	Conseil Général des Hautes-Pyrénées
Collectivité territoriale étrangère (nom, population, superficie...)	AMSAT Association des Municipalités du Bassin versant du rio Santo Tomas (Pérou) Sur les départements de Cuzco et Apurimac
Type de coopération (Accord cadre, jumelage...)	Convention de coopération décentralisée
Date de mise en place	2003

Présentation des actions

Champs d'action	<ul style="list-style-type: none"> ❖ Administration locale ❖ Secteur de l'élevage ❖ Secteur santé ❖ Développement rural 	
Actions engagées depuis 2003	<ul style="list-style-type: none"> - Assistance technique et administrative de l'AMSAT ; - Appui technique à l'élaboration et mise en œuvre d'un programme intégré de développement local ; - Actions spécifiques en faveur des éleveurs péruviens ; - Mise en place des conditions adéquates dans les postes de santé pour l'accueil des femmes enceintes du milieu rural. 	
Projets/ actions en cours de réalisation	Intitulé du projet	Descriptif des actions
	Projet de coopération décentralisée entre le Conseil Général des Hautes-Pyrénées et l'Association des Municipalités du Bassin versant du rio Santo Tomas	<p>action 1 : renforcer l'AMSAT par un appui institutionnel afin de promouvoir l'élaboration et la mise en œuvre d'une stratégie de développement local durable à l'échelle du bassin versant.</p> <p>action 2 : améliorer le revenu des familles rurales par la valorisation des productions locales et la diversification des activités.</p> <p>action 3 : améliorer les conditions de santé du territoire.</p> <p>action 4 : favoriser la mobilité de la jeunesse et l'éducation au développement</p>
Moyens humains mis à disposition	En France	À l'étranger
	Assistance technique (Directeur Adjoint)	Animatrice Ingénieur agronome

Contacts

	Noms	Fonctions	Tél / Fax	E. Mail
Élus	M. Jacques BRUNE	Conseiller Général et Maire de Beaudéan	05.62.56.78.80 06.08.88.25.07	jacques.brune@voilà.fr
	M. Gérard BOUBE	Conseiller Général	05.62.56.78.96	gerard.boube@orange.fr
Fonctionnaire	M. Jean-Michel LARROCHE	Directeur Adjoint chargé de la Cohésion Territoriale et de la Coopération Internationale	05.62.56.77.84	jm.larroche@cg65.fr

Perspectives et évaluation	
Perspectives du projet et du partenariat	Poursuite du projet
Évaluation envisagée	Ce projet comporte sur la période 2006 un bilan/évaluation des actions de coopération conduites avec l'Amsat depuis 2003.

Fiche de présentation du partenariat : Eybens, Gières et Poissat/Independencia

Collectivité territoriale française (nom, population, superficie...)	Villes d’Eybens, de Gières et de Poissat
Collectivité territoriale étrangère (nom, population, superficie...)	Ville d’Independencia (Pérou) (Banlieue nord de Lima)
Type de coopération (Accord cadre, jumelage...)	Dernière convention cadre signée en juin 2003.
Date de mise en place :	1989

Présentation des actions

Champs d’action	Réseau d’eau et d’assainissement, urbanisme et développement urbain, appui institutionnel, participation des habitants	
Actions engagées depuis 2003	<p>Depuis 1989, les 3 municipalités développent un projet qui soutient la construction de réseau d’eau et d’assainissement pour l’amélioration de l’Hygiène et pour la population défavorisée du district et avec sa participation active en coordination avec les autorités municipales locales et SEDAPAL.</p> <p>SEDAPAL considère aujourd’hui que tous les quartiers qui pouvaient avoir l’eau (soit techniquement soit financièrement) à Independencia sont équipés.</p> <p>Pour ceux qui restent il préconise l’usage containers ayant un système de purification d’eau afin d’éviter la pollution des réserves.</p> <p>Lors de la visite de mars 2007, 300 familles étaient déjà équipées de container, dont certaines dans les quartiers déjà aménagés avec notre aide.</p> <p>Ce programme concerne en effet aussi les maisons qui ont l’eau puisque l’accès est de quelques heures par jour. Elles doivent donc stocker l’eau comme ceux qui sont alimentés par les camions citernes.</p> <p>Les salariés de SUM Canada nous demandent de soutenir ce programme de formation qui fournit le container et les capsules de purification mais qui se double surtout de formation à l’hygiène et d’un soutien à l’organisation collective, ce qui s’avère un complément très intéressant aux infrastructures.</p>	
Projets/ actions en cours de réalisation	Intitulé du projet	Descriptif des actions
	<p>1. Formation au stockage et au traitement de l’eau et distribution de bidons plastiques et pastilles de chlore aux bénéficiaires du projet.</p> <p>2. Aide au montage d’une maison pour l’emploi. 50 % pour de l’ingénierie et de l’échange d’expérience (proposition d’accueil d’un stagiaire en France pour le former) et 50% d’aide en matériel à l’installation.</p>	<p>Sur la base du reliquat de budget 2006, soit 14.000 euros :</p> <p>8.000 € sur volet formation/action sanitaire avec l’ONG AGDS (composés d’anciens salariés de SUM Canada et avec laquelle Independencia a déjà initié des actions de ce type);</p> <p>3.000 euros pour aide au montage d’une bourse pour l’emploi.</p> <p>3.000 euros pour mission d’évaluation (1 élu/1 technicien).</p>
Moyens humains mis à disposition	En France	À l’étranger
	Un technicien de la ville d’Eybens qui assure un suivi administratif, technique et financier du projet.	Un technicien de la ville d’Independencia qui assiste les habitants dans leur démarche, participe au renforcement des organisations de quartier et fait le lien sur place avec l’ONG et l’Ambassade de France.

Autres partenaires (pour les actions en cours)	Nom	Type de partenaire (association, institution, collectivité territoriale...)	Rôle du partenaire (financier, technique...)
En France	Ville d'Eybens Gières et Poisat MAE	Collectivité	Suivi technique du projet Financements Financements Suivi administratif
À l'étranger	AGDS SEDAPAL Ambassade de France au Pérou	ONG Péruvienne (composée d'anciens salariés de Sum Canada, notre précédent partenaires). Entreprise de gestion de l'eau de Lima	Supervision technique & achat du matériel

Contacts				
	Noms	Fonctions	Tél / Fax	E. Mail
Élu	Philippe LOPPE	Adjoint au conseil municipal d'Eybens		philippelophe@yahoo.fr
Fonctionnaires	Franck D'ANTONNA	Coordinateur du service économique de la ville d'Eybens, chargé du projet « Independencia »	04 76 60 76 40	f.dantona@ville-eybens.fr
	Florence ALBE	Service communication de la ville d'Eybens, chargé du projet « Independencia »		f.albe@ville-eybens.fr

Perspectives et évaluation	
Perspectives du projet et du partenariat	En janvier 2007 et 2008, les élus français ont acté la décision de ne pas présenter de nouvelle demande de financement au MAE en 2007 et 2008, de ne pas faire non plus de nouvel appel de fonds aux communes et d'argumenter en indiquant qu'il y a eu des remaniements importants qui demandent de nouvelles analyses. Il est apparu intéressant aux élus de consacrer une partie du budget pour inviter officiellement le nouveau maire d'Indépendencia à venir voir ce que nous faisons dans différents domaines en septembre 2007.
Évaluation envisagée	Une mission composée du Maire d'Eybens et d'un technicien qui suit le projet à Eybens devrait vraisemblablement se mettre en place en septembre ou octobre prochain.

Fiche de présentation du partenariat : Rezé/Villa El Salvador

Collectivité territoriale française (nom, population, superficie...)	Ville de Rezé 37 000 hab.
Collectivité territoriale étrangère (nom, population, superficie...)	Villa El Salvador (Pérou) 400 000 hab.
Type de coopération (Accord cadre, jumelage...)	Jumelage Coopération
Date de mise en place :	1991

Présentation des actions

Champs d'action	Jeunesse Environnement Eau	
Actions engagées depuis 2003	Secteur Jeunesse	
Projets/ actions en cours de réalisation	Intitulé du projet	Descriptif des actions
	1 ^{er} projet : Equipement de 5 maisons des jeunes et formation des animateurs jeunesse 2 ^e projet : VILLA VERDE	Récupération des eaux brutes pour l'arrosage des espaces verts

Autres partenaires (pour les actions en cours)	Nom	Type de partenaire (association, institution, collectivité territoriale...)	Rôle du partenaire (financier, technique...)
En France	Nantes Métropole pour projet 2	Collectivité territoriale	Financier et technique
	ARPEJ pour projet 1	Association de formation et loisirs jeunesse	Technique
À l'étranger	Amstelveen (Pays Bas)	Collectivité territoriale	Financier
	Santa Coloma (Espagne)	Collectivité territoriale	Financier
	Métropole Barcelone (Espagne)	Collectivité territoriale	Financier

Contacts

	Noms	Fonctions	Tel / Fax	E. Mail
Élu	Hubert RICHARD	Conseiller Délégué à la Solidarité Internationale		hubert.richard@mairie-reze.fr
Fonctionnaire	Carol NARBEY	Responsable des RI	Tel : 02 40 84 43 80 Fax : 02 40 84 42 19	relinternat@mairie-reze.fr

Perspectives et évaluation

Perspectives du projet et du partenariat	
Évaluation envisagée	Oui en 2008

Fiche de présentation du partenariat : Sucy-en Brie/Trujillo

Collectivité territoriale française (nom, population, superficie...)	Ville de Sucy-en-brie 25 030 habitants
Collectivité territoriale étrangère (nom, population, superficie...)	Trujillo (Pérou) 650 000 habitants
Type de coopération (Accord cadre, jumelage...)	Jumelage
Date de mise en place :	25 février 1997

Présentation des actions

Champs d'action	Relations de Jumelage, culture, éducation	
Actions engagées depuis 2003	Échanges Scolaires, culturels, d'expériences de travail	
Projets/ actions en cours de réalisation	Intitulé du projet	Descriptif des actions
	Échanges Scolaires	Échanges scolaires avec le Collège « la asuncion » - Du 20 janvier au 1 ^{er} février 2008 : 15 élèves et 4 professeurs péruviens reçus dans les familles sucyciennes. - les élèves de l'institution Petit Val de Sucy devront séjourner à Trujillo en 2009

Autres partenaires (pour les actions en cours)	Nom	Type de partenaire (association, institution, collectivité territoriale...)	Rôle du partenaire (financier, technique...)
En France	La ville de Sucy-en-Brie	Collectivité territoriale	Échanges scolaires et culturels
À l'étranger	Trujillo	Collectivité territoriale	Échanges scolaires et culturels

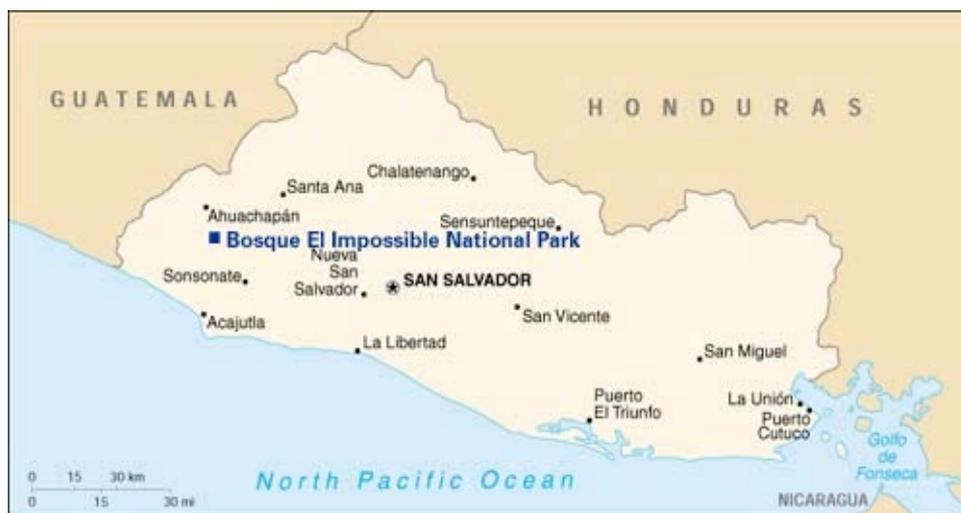
Contacts

	Noms	Fonctions	Tél / Fax	E. Mail
Élu	Cédric MUSSO	Conseiller Municipal Jumelage	01 49 82 50 16	
Fonctionnaire	Bénédicte SERRANO		01 49 82 50 16 01 49 82 24 81	jumelage@ville-sucy.fr

Perspectives et évaluation

Perspectives du projet et du partenariat	Projets culturels futurs
Évaluation envisagée	Échanges scolaires et culturels

EL SALVADOR



République du Salvador		
Données générales (indicateurs géographiques, démographiques, macroéconomiques)		
Sources : MAE, CIA factbook		
Superficie : 21 000 km ²	Population urbaine : 59,8% (2005)	IDH : 103 ^e /177
Population : 7 millions hab (2008)	Densité : 335,8 hab./ km ² (2008)	Taux de chômage : 6,2% (2007)
		Espérance de vie : 68,4 ans (hommes), 75,8 ans (femmes)
Capitale : San Salvador (1 567 156 hab.)	Unité monétaire : Dollar américain	Taux d'alphabétisation : 80,6% (2007)
	PIB/tête : 4231 US\$ (2007)	Population sous le seuil de pauvreté : 48% (2007)
Autres villes importantes : Santa Ana (220 000 hab.2005), San Miguel (200 000 hab. 2005), San vincente (217 000 hab. 2005)	Taux de croissance : 4,7% (2007)	Langues officielle : espagnol

Fiche de présentation du partenariat : CG du Val-de-Marne/Usulután & Ahuachapán

Collectivité territoriale française (nom, population, superficie...)	Conseil Général du Val-de-Marne (env.1,2 million hab.)
Collectivité territoriale étrangère (nom, population, superficie...)	Les départements d'Usulután et d'Ahuachapán (Salvador)
Type de coopération (Accord cadre, jumelage...)	
Date de mise en place :	Pour Usulután 1996 et pour Ahuachapán 2002

Présentation des actions

Champs d'action	Santé, eau, assainissement, formation
Actions engagées depuis 2003	<p>C'est en 1996 que le Département du Val-de-Marne engage son premier programme de coopération avec El Salvador, petit pays situé au cœur du continent américain, occupant une position stratégique privilégiée. Fondé sur l'échange et le partage d'expériences, ce partenariat s'est appuyé sur la volonté des acteurs locaux de contribuer, ensemble, à l'amélioration des conditions de vie de la population.</p> <p>FAVORISER L'ACCES A L'EAU POTABLE Suite au constat que seul un quart des habitants des zones rurales a accès à l'eau potable, c'est dans ce domaine que les efforts ont prioritairement porté. Résultat : dans la municipalité de Jucuarán et dans le département de Ahuachapán, 11 000 personnes ont aujourd'hui accès à l'eau potable à domicile. Actuellement, un projet en cours de réalisation s'articule autour de problématiques complémentaires dans le département de Ahuachapán : alimentation en eau potable, traitement des eaux usées, et soutien à l'organisation d'un système de gestion locale de ces services. Ce projet - cofinancé par le Ministère des Affaires Etrangères - bénéficie directement à 385 familles soit plus de 2300 personnes.</p> <p>ÉTENDRE L'ACCES A LA SANTE La coopération porte également sur l'accès aux soins avec l'ouverture de deux centres de santé communautaires : dans le hameau de La Ringlera (zone sud de Jucuarán) en 2001 et, dans le hameau de Tahuapa (Département Ahuachapán), en 2004. Ces deux centres de santé rayonnent sur 26 hameaux et bénéficient ainsi directement à la population locale très démunie vivant avec moins de 1\$ par jour. Des campagnes de formation sont régulièrement organisées autour de l'hygiène et de la prévention.</p> <p>ECHANGES DE COMPETENCES SANTE Très impliqués dans la vie des communautés, les promoteurs de santé, issus des hameaux sont des acteurs clés dans le travail de prévention et d'éducation à l'hygiène des populations. Précieux auxiliaires des médecins, leur formation est cependant très succincte. C'est de ce constat qu'est né le programme de formation qui se déroule alternativement dans les structures départementales val de marnaises et dans les centres de santé de La Ringlera et de Tahuapa au Salvador. Aujourd'hui, 6 sessions de formations ont eu lieu (deux par an) bénéficiant ainsi à 26 promoteurs de santé bénévoles et médecins salvadoriens par le biais d'échanges d'expériences avec de nombreux agents des services départementaux. Il est possible sur le site du cg94.fr dans la rubrique web TV « international » de visionner des reportages sur la venue de ces délégations.</p> <p>ECHANGES DE COMPETENCES EAU ET ASSAINISSEMENT C'est sur ce modèle qui s'avère être un succès qu'est né en 2008 le programme d'échange de compétences dans le secteur de l'eau, l'assainissement et la protection de l'environnement.</p>

	<p>Aujourd'hui deux sessions de formation ont été organisées dans le Val de Marne puis en El Salvador bénéficiant aux professionnels salvadoriens et aux val de marnais des secteurs de l'hydraulique.</p> <p>AIDES D'URGENCE</p> <p>El Salvador est souvent victime des catastrophes naturelles : le cyclone Mitch en 1998, les séismes en 2001, l'ouragan Stan en octobre 2005, l'éruption de volcans. Le Conseil général a su être présent auprès de son partenaire lors de ces tragédies en débloquant des aides d'urgence pour des produits de première nécessité ainsi que pour la reconstruction, en coopération avec une ONG salvadorienne, la « Coordination pour la reconstruction et le développement » (CRD).</p>	
Projets/ actions en cours de réalisation	Intitulé du projet	Descriptif des actions
	Projet d'adduction en eau potable du hameau de El Espino Arcos El Espino	Adduction en eau potable / assainissement / et création d'un centre de gestion communautaire, 440 familles bénéficiaires
	Projet d'adduction en eau potable des hameaux de El Desvio et Copinol Département de Ahuachapan	Adduction en eau potable / assainissement pour 385 familles
	Programme d'échange de compétence dans le secteur de la santé	Explicité plus haut (6 sessions depuis 2005)
	Programme d'échange de compétence dans le secteur de l'eau et l'assainissement	Explicité plus haut (2 sessions depuis 2008)
Soutien aux 2 centres de santé communautaires	Dotation des promoteurs de santé de moyens de locomotion, de matériel médical... Construction d'un logement pour le médecin, rénovation des sanitaires...	

Autres partenaires (pour les actions en cours)	Nom	Type de partenaire (association, institution, collectivité territoriale...)	Rôle du partenaire (financier, technique...)
En France	Ministère des Affaires Etrangères	Institution	Financier
À l'étranger	Salvador: « Coordination pour la reconstruction et le développement (CRD).	ONG	Technique
	Municipalité de Jucuaran	Collectivité territoriale	Technique
	Municipalité de Ahuachapan	Collectivité territoriale	Technique et Financier

Contacts				
	Noms	Fonctions	Tél / Fax	E. Mail
Élu	Mme Chantal Bourvic	Conseillère générale déléguée aux relations internationales et à la coopération décentralisée		
Fonctionnaire	Mme Rachida Mahmoudi	Mission Internationale	01 43.99.72.14 Fax: 01 43 99 7210	rachida.mahmoudi@cg94.fr

Perspectives et évaluation**Perspectives du projet et du partenariat**

Continuer dans les axes complémentaires de l'eau et de la santé, et favoriser les échanges de compétences.
Poursuivre le programme de formation dans le domaine de la santé et de l'eau et l'assainissement.

URUGUAY



République orientale de l'Uruguay Données générales (indicateurs géographiques, démographiques, macroéconomiques) Sources : MAE, CIA factbook		
Superficie : 176 210 km ²	Population urbaine :	IDH : 43 ^e /177
Population : 3,477 millions hab (2008)	92% (2005)	Taux de chômage : 12,2% (2005)
	Densité : 19,7 hab./km ² (2008)	Espérance de vie : 73 ans (hommes), 79,5 (femmes)
Capitale : Montevideo (1,843 millions hab. 2008)	Unité monétaire : Peso uruguayen	Taux d'alphabétisation : 98%
	PIB/tête : 5091 US\$ (2005)	Taux de croissance : 6,6 % (2005)
Autres villes importantes : Salto (99 000 hab.), Canelones (513 000 hab.), Paysandú (84200 hab.), Ciudad de la Costa (83900 hab.), Las Piedras (70000 hab.)	Langue Officielle : Espagnol	(11,8% en 2004)

Fiche de présentation du partenariat : Marseille/Montevideo

Collectivité territoriale française (nom, population, superficie...)	Ville de Marseille 826 700 habitants
Collectivité territoriale étrangère (nom, population, superficie...)	Ville de Montevideo (Uruguay) 1 340 000 habitants
Type de coopération (Accord cadre, jumelage...)	Accord de coopération signé en 1990 et actualisé en 1999
Date de mise en place :	

Présentation des actions

Champs d'action	Développement urbain, action sociale, jeunesse, enseignement, culture
Actions engagées depuis 2003	Soutien financier et logistique aux échanges d'étudiants et de professeurs (environ 10 chaque année à Marseille et 10 à Montevideo), entre l'Ecole d'Architecture de Marseille Luminy et l'Ecole d'Architecture de Montevideo. Partenariat entre les écoles mis en place en 1999. Mise en place d'une formation et d'un diplôme commun aux deux écoles.

Contacts

	Noms	Fonctions	Tel/ Fax	E. Mail
Élu	M. Jacques ROCCA SERRA	Adjoint au Maire délégué aux Relations Internationales	Tel.: 04 91 14 51 35 Fax : 04 91 14 51 65	jroccaserra@mairie-marseille.fr
Fonctionnaire	Mme Michelle REYNAUD	Directrice des Relations Internationales	Tel. : 04 91 14 64 57 Tel. : 04 91 14 64 53 Fax : 04 91 14 65 01	mreynaud@mairie-marseille.fr
Fonctionnaire	Mme Aline MANDEIX	Chargée de mission coopération décentralisée	Tel : 04 91 14 64 38 Fax : 04 91 14 65 01	amandeix@mairie-marseille.fr

Perspectives et évaluation

Perspectives du projet et du partenariat	
Évaluation envisagée	

Fiche de présentation du partenariat : Saint-Denis/Montevidéo

Collectivité territoriale française (nom, population, superficie...)	Ville de Saint-Denis
Collectivité territoriale étrangère (nom, population, superficie...)	Ville coordinatrice : Montevidéo (Uruguay)
Type de coopération (Accord cadre, jumelage...)	Projet du programme URB-AL, réseau 10 de lutte contre la pauvreté urbaine, projet « villes et citoyen(ne)s pour l'inclusion sociale »
Date de mise en place :	Avril 2006 (pour la 2^e phase, de type « B »)

Présentation des actions

Champs d'action	Action sociale, développement local, lutte contre les exclusions, développement des solidarités	
Actions engagées depuis 2003	Etude d'état des lieux des interventions en matière de lutte contre les exclusions sur le territoire, investigation qualitative sur la dimension « subjective » de la précarité, mise en place progressive d'une structure de type « observatoire social »	
Projets/ actions en cours de réalisation	Intitulé du projet	Descriptif des actions
	Phase 2 du projet « Villes et citoyen(ne)s pour l'inclusion sociale »	Diffusion auprès des professionnels et élus locaux des résultats des études conduites et échanges Rencontre des partenaires incontournables pour la construction et l'animation d'un observatoire social, mise en place progressive de l'observatoire
Moyens humains mis à disposition	En France	À l'étranger
	Une chargée de mission à mi-temps sur la conduite du projet, dirigée par la directrice de l'action sociale et forte implication du secteur municipal des études locales (2 sociologues)	Equipe de coordination du projet dans son volet international à Montevidéo, équipes dans chaque ville partenaire

Autres partenaires (pour les actions en cours)	Nom	Type de partenaire (association, institution, collectivité territoriale...)	Rôle du partenaire (financier, technique...)
En France	CAF Conseil Général de Seine-Saint-Denis		
À l'étranger	Partenaires du projet URB-AL : Montevidéo (Uruguay) Porto Alegre (Brésil) Sao Paulo (Brésil) Rosario (Argentine) Barcelone (Espagne) FAMSI (Fonds Andalou des Municipalités pour la Solidarité Internationale, Espagne)	5 municipalités et une structure de promotion de la solidarité internationale regroupant des collectivités locales espagnoles	Mise en œuvre collective du projet, partage et confrontation des actions conduites, évaluation collective du projet

Contacts

	Noms	Fonctions	Tel / Fax	E. Mail
Élu	Fabienne SOULAS	1 ^{ère} Maire Adjointe	01 49 33 62 21	Fabienne.soulas@ville-saint-denis.fr
Fonctionnaires	Christine BELLAVOINE	Responsable du secteur municipal des études locales	01 49 33 69 01	Christine.bellavoine@ville-saint-denis.fr
	Annick BELLOM	Directrice de l'Action Sociale	01 49 33 66 90	Annick.bellom@ville-saint-denis.fr
	Morgan CHOBLET	Chargée de mission projet URB-AL	01 49 33 66 68	Morgan.choblet@ville-saint-denis.fr

Perspectives et évaluation

Perspectives du projet et du partenariat	Clôture du projet en mars 2008 Réflexion engagée à l'été 2007 avec les partenaires pour envisager des suites à la coopération décentralisée Poursuite du projet d'observatoire à Saint-Denis en lien avec le CCAS
Évaluation envisagée	Évaluation de chacune des villes à travers la rédaction des rapports finaux d'activité

VENEZUELA



République Bolivarienne du Venezuela		
Données générales (indicateurs géographiques, démographiques, macroéconomiques)		
Sources : MAE, CIA factbook		
Superficie : 912 050 km ²	Population urbaine : 88% (2007)	IDH : 74 ^e /173 (données 2005 publiées en 2007)
Population : 27,5 millions hab. (2007)	Densité : 30 hab./km ² (2007)	Taux de chômage : 10,4%
	Unité monétaire : Bolivar	Espérance de vie : 70,4 ans (hommes), 76,6 ans (femmes)
Capitale : Caracas (5 millions hab.)	PIB/tête : 6800 US\$ (2006)	Taux d'alphabétisation : 93%
	Taux de croissance : 8,4% (2007)	Population sous le seuil de pauvreté : 37,9% (2005)
Autres villes importantes : Maracaibo (1,8 million d'hab.), Valencia, Barquisimeto, Ciudad Guayana, Barcelona	Langue officielle : Espagnol	

**Fiche de présentation du partenariat : Communauté Urbaine de Bordeaux/
Intercommunalités de Barinas et El Tigre**

Collectivité territoriale française (nom, population, superficie...)	Communauté Urbaine de Bordeaux
Collectivité territoriale étrangère (nom, population, superficie...)	Intercommunalités de Barinas et El Tigre (Vénézuéla)
Type de coopération (Accord cadre, jumelage...)	Appel à projets Union européenne (coopération extérieure)
Date de mise en place :	Janvier 2007

Présentation des actions

Champs d'action	Coopération Décentralisée : essaimage et diffusion des expériences	
Actions engagées depuis 2003		
Projets/ actions en cours de réalisation	Intitulé du projet	Descriptif des actions
	Mise en place d'un réseau de villes franco-vénézuélien	1) mise en place de groupes de travail sur les thématiques suivantes : eau et assainissement transports urbanisme développement économique et touristique développement durable 2) Création d'un site extranet collaboratif (www.mancicoop.com) 3) Création d'une newsletter
Moyens humains mis à disposition	En France	À l'étranger

Autres partenaires (pour les actions en cours)	Nom	Type de partenaire (association, institution, collectivité territoriale...)	Rôle du partenaire (financier, technique...)
En France			
À l'étranger	Lecheria ; Caroni/Ciudad Guayana Lagunillas ; Merida	Villes	

Contacts

	Noms	Fonctions	Tél / Fax	E. Mail
Élu				
Fonctionnaire	Anne RAIMAT	Directrice des Coopérations territoriales et de l'attractivité internationale	05 56 99 88 84	araimat@cu-bordeaux.fr

Perspectives et évaluation

Perspectives du projet et du partenariat	
Évaluation envisagée	

5. Collectivités Territoriales françaises impliquées

Conseil Général de l'Aveyron.....	17
Conseil Général de la Haute- Savoie.....	21
Ville de Boulogne-Sur-Mer	26
Ville de Mulhouse.....	28
Ville de Nantes	30
Conseil Régional Alsace	34
Conseil Régional d'Île-de-France	36
Conseil Régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur.....	40
Conseil Régional de Rhône-Alpes	42
Conseil Général de Charente-Maritime	50
Communauté Urbaine de Dunkerque	51
Ville de Le Genest St Isle (53)	53
Ville de Joinville-le-Pont	55
Ville de Montreuil.....	56
Ville de Nantes	58
Ville de Paris.....	60
Conseil Régional d'Île-de-France	65
Conseil Général du Finistère	69
Conseil Général de l'Hérault	71
Ville de Saint-Nazaire	74
Ville de Créteil	76
Ville d'Ivry-sur-Seine.....	77
Ville de Saint-Nazaire	79
Lille Métropole Communauté urbaine	81
Ville de Saint Amand Montrond	82
Conseil Régional d'Aquitaine.....	84
Conseil Régional d'Île-de-France	87
Conseil Général de la Savoie	89
Ville et Communauté Urbaine de Strasbourg	91
Sainte-Anne (Martinique)	93
Ville de Suresnes (92)	94
Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur	102
Ville de Bouguenais	105
Ville de La Courneuve.....	107
Ville de Fougères.....	108

Ville de Vaulx-en-Velin.....	110
Conseil Général des Hautes-Pyrénées	113
Villes d'Eybens, de Gières et de Poizat.....	115
Ville de Rezé.....	117
Ville de Sucy-en-brie.....	118
Conseil Général du Val-de-Marne	120
Ville de Marseille	124
Ville de Saint-Denis	125
Communauté Urbaine de Bordeaux	128

6. Collectivités Territoriales latino-américaines impliquées

Municipalité de Saavedra (Argentine)	17
San José (Argentine).....	21
Villa Elisa (Argentine).....	24
La Plata (Argentine)	26
Ville d’Oruro (Bolivie).....	28
Santa Ana de Chipaya (Bolivie)	28
Cochabamba (Bolivie)	30
Commune de Nova Friburgo (Brésil).....	32
Capanea (Brésil - Ouest Parana).....	34
État de São Paulo (Brésil)	36
Mairie de São Paulo (Brésil).....	38
Ville et Etat de Sao Paulo (Brésil).....	40
Etat du Parana (Brésil).....	42
État de Bahia (Brésil).....	50
Ville de Salvador (Brésil).....	50
Vitoria (Brésil).....	51
Corumba (Brésil).....	52
Municipe de Herval do Sul , en associant les municipes voisins de Pedras Altas, Arroio Grande et Pedro Osorio (Brésil).....	53
Ville de Joinville (État de Santa Catarina - Brésil)	55
Ville de Diadema (Brésil)	56
Recifé (Brésil).....	58
Rio de Janeiro (Brésil)	60
Région Métropolitaine de Santiago (Chili)	65
Province de Chiloé (Chili)	69
Gouvernement de la IV région Coquimbo (Chili)	71
Palmira, Floridablanca, Manizalés (Colombie)	74
Playa (Cuba)	76
Municipalité de la Lisa (Cuba)	77
Cienfuegos (Cuba)	79
Ville de Cuenca, (Equateur), Ville d’Arica (Chili), Ville de Santiago de Surco (Pérou), Ville de Tres de Febrero (Argentine), Ville de General Pico (Argentine)	81
Riobamba (Equateur).....	82
Départements du Nord et du Nord-Est d’Haïti	84
Communes de Limbé, Bas-Limbé, Acul du Nord, Dondon, Limonade et Fort-Liberté (Haïti)	84
Ville des Gonaïves (Haïti)	87
Commune de Dessalines (Haïti).....	89

Jacmel (Haïti).....	91
Limbé (Haïti).....	93
Cap Haïtien (Haïti)	94
État de Nuevo León (Mexique)	102
El Tuma La Dalia (Nicaragua)	105
Ocotal (Nicaragua).....	107
Mairie de Somoto (Nicaragua).....	108
Sebaco (Nicaragua).....	110
Association des Municipalités du Bassin versant du rio Santo Tomas (Pérou).....	113
Ville d'Independencia (Pérou)	115
Villa El Salvador (Pérou).....	117
Trujillo (Pérou).....	118
Les départements d'Usulután et d'Ahuachapán (Salvador).....	120
Ville de Montevideo (Uruguay)	124
Ville coordinatrice : Montevideo (Uruguay)	125
Intercommunalités de Barinas et El Tigre (Vénézuéla).....	128

7. Sommaire des fiches

Fiche de présentation du partenariat : CG de l'Aveyron/Saavedra	17
Fiche de présentation du partenariat : CG Haute-Savoie/San José.....	21
Fiche de présentation du partenariat : CG Haute-Savoie/Villa Elisa	24
Fiche de présentation du partenariat : Ville de Boulogne-Sur-Mer/La Plata.....	26
Fiche de présentation du partenariat : Muhlouse/Oruro & Santa Anna de Chipaya	28
Fiche de présentation du partenariat : Nantes/Cochabamba.....	30
Fiche de présentation du partenariat : CR d'Alsace/Nova Friburgo	32
Fiche de présentation du partenariat : CR d'Alsace/Capanama.....	34
Fiche de présentation du partenariat : CR d'Ile-de-France/Etat de Sao Paulo	36
Fiche de présentation du partenariat : CR d'Ile-de-France/Mairie de Sao Paulo	38
Fiche de présentation du partenariat : CR PACA/Ville et Etat de Sao Paulo.....	40
Fiche de présentation du partenariat : CR Rhône-Alpes/Etat du Parana	42
Fiche de présentation du partenariat : CG de Charente-Maritime/Bahia & Salvador	50
Fiche de présentation du partenariat : CU de Dunkerque/Vitoria	51
Fiche de présentation du partenariat : CU de Dunkerque/Corumba	52
Fiche de présentation du partenariat : Le Genest-Saint-Isle/ Herval do Sul (associés Pedras Altas, Arroio Grande, Pedro Osorio)	53
Fiche de présentation du partenariat : Joinville-le-Pont/Joinville	55
Fiche de présentation du partenariat : Montreuil/Diadema	56
Fiche de présentation du partenariat : Nantes/ Recife	58
Fiche de présentation du partenariat : Paris/Rio de Janeiro	60
Fiche de présentation du partenariat : CR Ile-de-France / Région Métropolitaine de Santiago	65
Fiche de présentation du partenariat : CG du Finistère/Chiloé.....	69
Fiche de présentation du partenariat : CG Hérault/Coquimbo	71
Fiche de présentation du partenariat : Saint-Nazaire / Palmira, Floridablanca, Manizales	74
Fiche de présentation du partenariat : Créteil/Playa	76
Fiche de présentation du partenariat : Ivry-Sur-Seine/La Lisa	77
Fiche de présentation du partenariat : Saint-Nazaire / Cienfuegos.....	79
Fiche de présentation du partenariat : CU de Lille/ Cuenca, Arica, Santiago de Surco, Tres de Febrero, General Pico	81
Fiche de présentation du partenariat : Saint-Amand-Montrond/Riobamba.....	82
Fiche de présentation du partenariat : CR Aquitaine / Fort Liberté, Cap-Haïtien, Limbé, Saint-Louis, Port de Paix	84
Fiche de présentation du partenariat : CR Ile-de-France/ Gonaïves.....	87
Fiche de présentation du partenariat : CG de Savoie/Dessalines	89

Fiche de présentation du partenariat : Communauté Urbaine et ville de Strasbourg/Jacmel	91
Fiche de présentation du partenariat : Ville de Sainte-Anne / Limbé	93
Fiche de présentation du partenariat : Suresnes/Cap Haïtien.....	94
Fiche de présentation du partenariat : CR PACA/ Nuevo León	102
Fiche de présentation du partenariat : Ville de Bouguenais/El Tuma La Dalia	105
Fiche de présentation du partenariat : La Courneuve/ Ocotal	107
Fiche de présentation du partenariat : Fougères/Somoto	108
Fiche de présentation du partenariat : Vaulx-en-Velin/Sebaco.....	110
Fiche de présentation du partenariat CG des Hautes-Pyrénées/départements de Cuzco et Apurimac	113
Fiche de présentation du partenariat : Eybens, Gières et Poissat/Independencia	115
Fiche de présentation du partenariat : Rezé/Villa El Salvador	117
Fiche de présentation du partenariat : Sucy-en Brie/Trujillo	118
Fiche de présentation du partenariat : CG du Val-de-Marne/Usulután & Ahuachapán	120
Fiche de présentation du partenariat : Marseille/Montevideo	124
Fiche de présentation du partenariat : Saint-Denis/Montevideo	125
Fiche de présentation du partenariat : Communauté Urbaine de Bordeaux/ Intercommunalités de Barinas et El Tigre	128

ANNEXES :

Cités Unies France en bref

Les collectivités françaises coopèrent aujourd'hui dans 115 pays. Ce phénomène touche toutes les régions, la grande majorité des départements, des intercommunalités et des communes grandes et moyennes. On compte à ce jour près de 6000 liens entre collectivités françaises et collectivités étrangères.

Les champs s'élargissent et se diversifient. Aux côtés de l'aide humanitaire, de l'aide « projets », de l'aide « programme », de nouvelles formes d'action internationale apparaissent, confortées par l'existence de nombreux réseaux de pouvoirs locaux, géographiques ou thématiques. Les collectivités européennes peuvent maintenant s'unir et leurs réseaux passent des conventions avec les Nations Unies ou la Banque Mondiale. Elles peuvent créer des fonds d'intervention pour lutter contre la fracture numérique ou contre le Sida.

La loi Thiollière de 2007, qui conforte et élargit la loi de 1992, fait de l'action internationale une compétence à part entière des collectivités et permet une grande liberté d'initiative, y compris dans les cas d'urgence. La loi Oudin/Santini de 2005 permet aux collectivités territoriales de mobiliser des fonds pour des projets « eau et assainissement ».

Depuis plus de 30 ans, Cités Unies France a été de tous les combats et de toutes les avancées en matière de coopération décentralisée. L'association a pu faire évoluer les pratiques et inspirer l'évolution législative. Plus que jamais, elle est à l'écoute de l'évolution de la coopération décentralisée.

Actuellement, Cités Unies France est présidée par Charles Josselin, vice - président du conseil général des Côtes d'Armor et ancien ministre de la coopération et de la francophonie. Il succède à ce poste à Bernard Stasi. Une convention régulièrement renouvelée avec le ministère des affaires étrangères et européennes donne à l'association mission d'animation et de coordination pour l'ensemble des collectivités locales françaises engagées dans la coopération internationale. Elle forme un réseau unique de solidarité entre les collectivités et vers le monde.

L'animation et la coordination

La première activité de Cités Unies France est l'animation des groupes-pays. Réunissant les collectivités françaises travaillant sur un même pays, ces groupes sont présidés par un élu. Au nombre de 27, répartis en 5 pôles continentaux, ils permettent d'impulser, de mutualiser, de « capitaliser » et de mettre en œuvre des actions coordonnées. Ils assurent, de plus, un lien précieux avec les autorités et les institutions des pays, ainsi qu'avec les postes diplomatiques.

Au-delà de cette approche géographique, CUF privilégie de plus en plus des approches transversales sur les thèmes correspondant aux évolutions de la coopération décentralisée. Citons la jeunesse et l'international, les consommations responsables, le tourisme solidaire, les objectifs du millénaire pour le développement, l'appui institutionnel ou la question des migrants dans la coopération décentralisée. Ces réflexions donnent lieu à des colloques et à des publications.

Les liens avec les grandes institutions

Des conventions lient Cités Unies France aux institutions françaises, qu'il s'agisse des ministères des affaires étrangères et européennes, jeunesse et sports, de l'assemblée nationale et sénat, d'organismes comme l'Agence française de Développement, le CNFPT ou la Croix Rouge française. CUF favorise activement le rapprochement avec le monde des ONG et leurs réseaux (Coordination SUD, CRID, ...) et celui des collectivités locales ; des avancées réelles interviennent après une période d'observation mutuelle. L'AMF, l'ADF et l'ARF sont membres de droit du bureau exécutif de CUF. La collaboration avec l'AMGVF est ancienne.

CUF a joué un rôle central dans la fusion des principaux réseaux mondiaux de pouvoirs locaux, FMCU, IULA et Métropolis, fusion qui devait aboutir en mai 2004 à Paris, après 8 ans de négociations, à la création d'une seule organisation mondiale, « Nations Unies des pouvoirs locaux », Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU), installée à Barcelone. Tout adhérent de CUF est ipso facto adhérent de CGLU.

Cités Unies France milite pour la création à Bruxelles d'une « plateforme » commune aux associations européennes de collectivités locales menant des coopérations de solidarité et de développement dans le monde.

L'information et le conseil

Cités Unies France organise des « Journées de la coopération décentralisée ». Deux fois par trimestre, un sujet est traité de façon approfondie, en faisant appel à la meilleure expertise. En novembre 2006, un colloque universitaire intitulé : « La coopération décentralisée, change-t-elle de sens ? », co-organisé avec le Centre de recherches internationales de la Sorbonne permettait, pour la première fois, aux chercheurs de s'exprimer sur la coopération décentralisée.

Plusieurs canaux permettent l'information et le conseil : la Lettre mensuelle de la coopération décentralisée, le site web et diverses publications. Une intense activité éditoriale permet la production de « Dossiers pays », documents de référence, disponible pour la majorité des groupes-pays ; de répertoires de coopération, et d'approches sur de sujets plus généraux dans la série « Réflexions ».

L'équipe de CUF est à la disposition de ses adhérents, mais aussi de toutes les collectivités locales, pour répondre aux demandes de conseil. Cette activité peut aller de l'aide à l'identification de partenaires étrangers à l'information sur les pays, en passant par les contacts avec les postes diplomatiques et les pouvoirs publics français ou étrangers. Elle est rendue possible par les nombreux réseaux entretenus en France et à l'étranger.

Le conseil peut également viser à construire ou à reconsidérer une action internationale, à chercher des partenaires et aider à la mise en place de nouveaux partenariats.

Ouvrages édités par Cités Unies France

(Tarifs applicables à partir de janvier 2009)

Ouvrages de la collection “groupe - pays” : 25 euros

Les dossiers pays fournissent une synthèse de l’organisation des collectivités territoriales et des réformes administratives récentes. Ils comprennent également une analyse des partenariats de coopération décentralisée.



Référence	ouvrage	parution
DPRT	Dossier pays République tchèque (inclus “profils des régions tchèques”)	2005
DPRO	Dossier pays Roumanie	2008
DPHO	Dossier pays Hongrie	2005
DPPO	Dossier pays Pologne	2008
DPCR	Dossier pays Croatie	2006
DPCH	Dossier pays Chine (épuisé - nouvelle édition à paraître en 2009)	2004
DPJA	Dossier pays Japon	2007
DPMA	Dossier pays Maroc	2007
DPTQ	Dossier pays Turquie	2008
DPTU	Dossier pays Tunisie	2005
DPLI	Dossier pays Liban	2007
DPPA	Dossier pays Palestine	2008
DPIS	Dossier pays Israël	2007
DPNI	Dossier pays Nicaragua	2006
DPBR	Dossier pays Brésil	2006
DPCU	Dossier Pays Cuba (à paraître)	2009
DPSE	Dossier Pays Sénégal	2007
DPMU	Dossier Pays Mauritanie	2008
DPML	Dossier Pays Mali (à paraître)	2009
DPBF	Dossier Pays Burkina Faso (à paraître)	2009
DPBE	Dossier Pays Bénin (à paraître)	2009
DPAC	Dossier Pays Afrique centrale (à paraître)	2009

Ouvrages de la collection “groupe - pays” : 40 euros

(comprenant le Répertoire des partenariats)

Référence	ouvrage	parution
DPVN	Dossier pays Vietnam	2005

Repertoires des partenariats de coopération décentralisée : 15 euros

Cités Unies France recense et met en jour très régulièrement les partenariats entre collectivités locales françaises et étrangères

Référence	ouvrage
RPRT	Répertoire des partenariats franco-tchèques
RPRO	Répertoire des partenariats franco-roumains
RPHO	Répertoire des partenariats franco-hongrois
RPPO	Répertoire des partenariats franco-polonais
RPCH	Répertoire des partenariats franco-chinois
RPJO	Répertoire des partenariats franco-japonais
RPAL	Répertoire des partenariats franco-algériens
RPPA	Répertoire des partenariats franco-palestiniens
RPMA	Répertoire des partenariats franco-marocains
RPTU	Répertoire des partenariats franco-tunisiens
RPIS	Répertoire des partenariats franco-israéliens
RPLI	Répertoire des partenariats franco-libanais
RPEU	Répertoire des partenariats franco-américains (France - Etats-Unis)
RPEU-a	Répertoire des partenariats franco-américains (en anglais)
RPALC	Répertoire des partenariats France - Amérique Latine et Caraïbes
RPBE	Répertoire des partenariats franco-béninois
RPBU	Répertoire des partenariats franco-burkinabè
RPMR	Répertoire des partenariats franco-mauritaniens
RPMD	Répertoire des partenariats franco-malgaches
RPML	Répertoire des partenariats franco-maliens
RPSE	Répertoire des partenariats franco-sénégalais
RPTO	Répertoire des partenariats franco-togolais

Ouvrages de la collection “réflexions” : 15 euros

Référence	ouvrage	parution
Ro01	Les Jeunes, la vie locale et l’action internationale	2003
Ro02	Regards sur la coopération décentralisée franco-burkinabé	2003
Ro03	Pauvreté et inégalités en Afrique Subsaharienne	2002
Ro04	L’impact local de la coopération décentralisée sur les territoires	2006
Ro07	Migrants et collectivités territoriales : comment approfondir le partenariat	2008



Ouvrages de la collection “référence” : 25 euros

Référence	ouvrage	parution
REFO1	Les instruments juridiques de la coopération décentralisée (deuxième édition refondue à paraître en décembre 2008 !)	2008



Ouvrages hors collection

Référence	ouvrage	parution	prix
HCDD	Coopération décentralisée pour le développement durable, Guides méthodologiques, en partenariat avec l’AFCCRE et l’Association 4D	2005	15
HCPCD	L’évaluation des partenariats de coopération décentralisée. Document de réflexion et d’appui méthodologique : enjeux d’une évaluation dans le cadre d’une coop. déc., principales étapes, méthodes...		10
HCCDDA	Coopération décentralisée au développement local urbain en Afrique . Pratiques en débat et expériences - 2 volumes	2000	10

DVD

Référence	titre	parution	prix
DVPA + DPPA	PROMOTION ! Dossier pays Palestine + DVD Voter en Palestine	2008	35
DVPA	Voter en Palestine	2007	21

